



Société anonyme au capital de 970.099.988,75 euros
Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

DEUXIEME ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2011

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 mars 2011
sous le numéro D.11-0096.

Première actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés financiers le 6 mai 2011
sous le numéro D.11-0096-A01

La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 août 2011 sous le numéro D.11-0096-A02. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire.

SOMMAIRE

Actualisation par chapitre du Document de référence 2011

I. Chapitre 2 : Stratégie du Groupe et présentation des activités	4
1.1 COMMUNIQUES DE PRESSE ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DEPOT DE LA PREMIERE ACTUALISATION.....	4
II. Chapitre 3 : La Société, les actionnaires	7
2.1 ACTION SOCIETE GENERALE - DIVIDENDE	7
2.2 INFORMATIONS SUR LE CAPITAL	8
III. Chapitre 4 : Rapport semestriel d'activité du Groupe	10
3.1 PRESENTATION DES PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE	10
3.2 ACTIVITE ET RESULTATS DU GROUPE	12
3.3 SYNTHESE DES RESULTATS ET DE LA RENTABILITE PAR METIER	17
3.4 STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE	34
3.5 NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES IMPORTANTS LANCES	35
3.6 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS AU PREMIER SEMESTRE 2011	37
3.7 ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE	38
3.8 PROPRIETES IMMOBILIERES ET EQUIPEMENTS.....	43
3.9 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS A VENIR	43
3.10 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES	44
IV. Chapitre 5 : Gouvernement d'entreprise	45
4.1 ASSEMBLEE GENERALE DU 24 MAI 2011	45
4.2 CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GENERALE	45
V. Chapitre 9 : Gestion des risques	47
5.1 EXPOSITIONS SOUVERAINES AU 31 DECEMBRE 2010 UTILISEES DANS LE CADRE DU STRESS TEST EBA	47
5.2 ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE CREDIT : ENCOURS RISQUE DE CREDIT	50
5.3 INFORMATIONS FINANCIERES SPECIFIQUES – RECOMMANDATIONS DU FSF EN MATIERE DE TRANSPARENCE FINANCIERE	52
5.4 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX	55
5.5 EVOLUTION DE LA VAR DE TRADING.....	56
5.6 RISQUES JURIDIQUES	57
5.7 RATIOS REGLEMENTAIRES	58

VI. Chapitre 10 : Eléments financiers.....	60
6.1 ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2011	60
6.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011	98
6.3 RESULTATS DU 2 ^E TRIMESTRE 2011 (<i>COMMUNIQUE DE PRESSE DU 3 AOUT 2011</i>)	100
VII. Chapitre 11 : Eléments juridiques	126
7.1 STATUTS AU 13 JUILLET 2011	126
VIII. Chapitre 12 : Responsable de l'actualisation du Document de référence	127
8.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	127
8.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE	127
8.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	128
IX. Chapitre 13 : Tables de concordance	129
9.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION	129
9.2 TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	131
ANNEXE 1 : Template : resultats du test de resistance realise dans l'ensemble de l'ue	132

Classements : les sources des classements sont mentionnées explicitement,
à défaut, l'information est de source interne

I. CHAPITRE 2 : STRATEGIE DU GROUPE ET PRESENTATION DES ACTIVITES

1.1 COMMUNIQUES DE PRESSE ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DEPOT DE LA PREMIERE ACTUALISATION

1.1.1 EXTRAIT DU COMMUNIQUE DE PRESSE DU 19 MAI 2011 : SOGECAP – EMBEDDED VALUE 2010

En 2010, l'Embedded Value de SOGECAP s'élève à 3 142 M€. La New Business Value est stable à 124 M€, le rapport New Business Value sur valeur actuelle des primes ressortant à un niveau satisfaisant de 1,4%.

Synthèse des résultats

	2010	2009	Variation en pourcentage
Actif net réévalué (ANR)	1 449 M €	1 353 M €	7,1%
Valeur du portefeuille « équivalent certain »	2 646 M €	2 717 M €	-2,6%
Valeur temps des options et garanties financières	-650 M €	-561 M €	15,7%
Coût du capital et des risques non financiers	-304 M €	-310 M €	-1,9%
Embedded Value (EV)	3 142 M €	3 200 M €	-1,8%
Valeur de la production nouvelle (NBV)	124 M €	123 M €	0,8%
NBV sur valeur actuelle des primes ⁽¹⁾	1,4%	1,7%	-17,6%
NBV sur APE ⁽²⁾	13,8%	16,3%	-15,3%

⁽¹⁾ La valeur actuelle des primes générées par l'activité de 2010 (y compris versements programmés futurs) est de 9 019 M€.

⁽²⁾ APE : Annualized Premium Equivalent (10% des primes uniques et versements libres, 100% des versements programmés) qui s'élève à 897 M€.

Deloitte Conseil a procédé à la certification des calculs d'Embedded Value de SOGECAP au 31 décembre 2010. Dans ce cadre, le cabinet a revu exclusivement la cohérence de la méthodologie et des hypothèses, et leurs conformités avec les principes du CFO Forum applicables au 31/12/2010, la réconciliation globale des données utilisées avec les comptes et la cohérence des résultats. Son opinion complète figure dans la note détaillée « SOGECAP-Embedded Value 2010 » accessible sur le site www.sogecap.com.

L'Embedded Value, représentant la valeur actualisée du stock de contrats, ressort à 3 142 M€ à fin 2010, pour une situation nette IFRS de 1 874 M€. L'excédent de valeur est donc de 1 268 M€. La Valeur de la Production Nouvelle (ou New Business Value, NBV), mesure de la valeur générée par l'activité 2010, s'élève à 124 M€ pour l'activité en France, soit 1,4% de la valeur actuelle des primes.

Analyse de l'évolution de l'Embedded Value entre 2009 et 2010

En M €	Actif net réévalué	Valeur du portefeuille	Total
Embedded Value 2009 publiée	1 353	1 847	3 200
Valeur 2009 après ajustements	1 355	1 856	3 211
Résultat de l'activité opérationnelle	86	95	181
Résultat lié à l'environnement économique	8	-258	-250
Dividende versé en 2010	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-
Embedded Value 2010	1 449	1 693	3 142

L'écart de valeur entre la valeur 2009 publiée et la valeur 2009 après ajustements est dû à des évolutions de modélisation et de périmètre.

Le résultat de l'activité opérationnelle correspond essentiellement à la valeur de la nouvelle production sur 2010 et du résultat attendu généré par les contrats déjà en portefeuille.

Le résultat lié à l'environnement économique est négatif de 250 M€ du fait :

- de la hausse des spreads de crédit compensée en partie par la baisse des taux,
- de la modification de l'imposition des contrats multisupports en 2011,
- de l'instauration d'une exit tax sur la réserve de capitalisation comptabilisée en 2010.

Le rendement opérationnel de l'Embedded Value s'élève à 5,6% (rapport entre le résultat lié à l'activité opérationnelle et l'Embedded Value à fin 2009).

1.1.2 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 21 JUIN 2011 : RESULTAT DE L'OFFRE DE DIVIDENDE PAYE EN ACTIONS

Voir paragraphe 2.1.2, page 7.

1.1.3 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 13 JUILLET 2011 : PLAN MONDIAL D'ACTIONNARIAT SALARIE 2011 : BILAN DE LA 24^{EME} AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES

Voir paragraphe 2.2.2, page 8.

1.1.4 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 15 JUILLET 2011 : CANEVAS DE COMMUNICATION EBA

Voir paragraphe 5.1.1, page 47.

1.1.5 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 15 JUILLET 2011 : RESULTATS DU TEST DE RESISTANCE EBA

Voir paragraphe 5.1.2, page 48.

**1.1.6 TEMPLATE : RESULTATS DU TEST DE RESISTANCE REALISE DANS L ENSEMBLE DE L'UE
(DISPONIBLE EN ANGLAIS UNIQUEMENT)**

Voir paragraphe 5.1.3, page 49.

1.1.7 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 3 AOUT 2011 : RESULTATS DU 2^E TRIMESTRE 2011

Voir Chapitre 10, page 100.

II. CHAPITRE 3 : LA SOCIETE, LES ACTIONNAIRES

2.1 ACTION SOCIETE GENERALE - DIVIDENDE

2.1.1 EXTRAIT DU COMMUNIQUE DE PRESSE DU 24 MAI 2011 : ASSEMBLEE GENERALE ET CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 MAI 2011

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de Société Générale s'est tenue le 24 mai 2011 à Paris Expo - Espace Grande Arche, à la Défense, sous la présidence de M. Frédéric Oudéa.

L'Assemblée générale a décidé d'attribuer un dividende de 1,75 euro par action au titre de l'exercice 2010 et d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions nouvelles Société Générale :

- Le dividende sera détaché le 31 mai 2011 et sera mis en paiement à compter du 24 juin 2011.
- L'option pour le paiement du dividende devra être exercée du 31 mai au 15 juin 2011 inclus. A défaut, le dividende sera payé uniquement en numéraire. L'option portera sur la totalité du dividende et l'arrondi se fera, au choix de l'actionnaire, à l'unité supérieure ou inférieure.
- Le prix d'émission des actions qui seront remises en paiement du dividende est de 37,18 euros.

2.1.2 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 21 JUIN 2011 : PLUS DES 2/3 DU DIVIDENDE 2010 SERA PAYE EN ACTIONS NOUVELLES

L'assemblée générale des actionnaires de Société Générale a décidé le 24 mai 2011 l'attribution d'un dividende de 1,75 euro par action, avec la possibilité d'opter (entre le 31 mai et le 15 juin 2011 inclus) pour le paiement en actions nouvelles Société Générale de la totalité du dividende.

Le dividende a été détaché le 31 mai 2011 et sera mis en paiement à compter du 24 juin 2011.

Les actionnaires représentant 68% des actions Société Générale ont opté pour le paiement du dividende 2010 en actions nouvelles. Le nombre total d'actions ordinaires nouvelles Société Générale émises pour les besoins du paiement du dividende est de 23 901 432 actions, représentant 3,2% du capital de la Société avant prise en compte de l'émission d'actions nouvelles.

Ces actions ordinaires nouvelles porteront jouissance à compter du 1er janvier 2011 et feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Paris SA à compter de la séance du 23 juin 2011.

Elles seront de même catégorie et assimilables aux actions ordinaires Société Générale qui sont déjà admises aux négociations sur le marché Euronext Paris SA (Compartiment A - code ISIN FR 0000130809).

Le ratio Core Tier one pro-forma au 31 mars 2011 ajusté de cette émission d'actions nouvelles ressort en hausse de 0,27% à 9,08%.

2.2 INFORMATIONS SUR LE CAPITAL

2.2.1 COMMUNIQUE DE PRESSE DU 13 JUILLET 2011 : PLAN MONDIAL D'ACTIONNARIAT SALARIE 2011 : BILAN DE LA 24^{EME} AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES

Pour la 24^{ème} année consécutive, Société Générale a proposé à ses collaborateurs de souscrire à une augmentation de capital.

En 2011, le Plan Mondial d'Actionnariat Salarié a été ouvert à 135 000 collaborateurs et anciens collaborateurs dans 57 pays. La souscription a été réalisée entre le 11 et le 26 mai 2011 à un prix de 37,50 € par action, décoté de 20% par rapport au cours de référence. Les collaborateurs ont également bénéficié d'une politique d'abondement favorable de l'entreprise.

Cette année encore, l'attractivité de ce dispositif a été démontrée puisque quelque 48 000 salariés et anciens salariés du Groupe ont participé, en souscrivant à hauteur de 216 millions d'euros. Le taux de souscription est en augmentation de 5 points par rapport à 2010.

A l'issue de l'opération 2011, le capital, augmenté de 0,75%, est porté à 970.099.988,75 euros. Plus de 94 000 salariés et retraités du Groupe sont actionnaires de Société Générale et détiennent environ 7,6% du capital et 11,5% des droits de vote.

L'impact positif de cette opération sur le ratio Core Tier One du Groupe, qui sera comptabilisé au 30 septembre 2011, représente pro-forma 6 points de base de ratio Core Tier One au 31 mars 2011.

2.2.2 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE ⁽¹⁾

Situation au 30 juin 2011 ⁽²⁾

	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote*
Plan mondial d'actionnariat salarié	53 518 238	6,95%	10,73%
Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote	68 822 696	9,22%	12,56%
<i>Groupama</i>	31 724 641	4,25%	6,11%
<i>CDC</i>	17 208 025	2,31%	2,67%
<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11 069 312	1,48%	2,58%
<i>CNP</i>	8 820 718	1,18%	1,20%
Public	627 945 246	81,23 %	74,37%
Autodétention	11 049 867	1,43%	1,29%
Autocontrôle	8 987 016	1,16%	1,04%
Total		100,00%	100,00%
Base de référence		770 323 063	856 817 454

NB : Les statuts du Groupe comprennent des seuils déclaratifs à intervalle de 0,5% à partir de 1,5%. A fin juin 2011, hors OPCVM et activité de trading d'établissements financiers, aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 1,5% du capital du Groupe.

(1) Y compris droits de vote double (article 14 des statuts de Société Générale)

(2) Au 30 juin 2011, la part des actionnaires de l'Espace Economique Européen dans le capital est estimée à 44,2%.

* A compter de 2006 et conformément à l'article 223-11 du règlement général de l'AMF, des droits de vote sont associés aux actions propres pour le calcul du nombre total de droits de vote

III. CHAPITRE 4 : RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE DU GROUPE

3.1 PRESENTATION DES PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE

3.2 ACTIVITE ET RESULTATS DU GROUPE

Nota : dans la suite de cette partie, les astérisques () renvoient à des variations à périmètre et change constants.*

Le premier trimestre a été perturbé par les conséquences des mouvements politiques intervenus dans certains pays d'Afrique. Société Générale a dû faire face à cette situation en fermant temporairement certaines de ses filiales et agences, et constater des provisions prudentielles afin de tenir compte des conséquences éventuelles de ces crises. L'ensemble des implantations a pu rouvrir au cours du deuxième trimestre et l'activité a repris dans des conditions quasi-normales.

Alors que la reprise modérée dans les économies développées s'est confirmée au deuxième trimestre 2011, les inquiétudes croissantes relatives à la dette souveraine européenne ont provoqué une aversion pour le risque et des mouvements de marchés erratiques, au gré de l'actualité politique. Dans ce contexte, Société Générale a continué à mettre en œuvre sa stratégie d'adaptation à un environnement réglementaire plus contraignant en renforçant la gestion de son capital, en réduisant son exposition aux risques de marché, en sécurisant ses besoins en liquidité et en diversifiant ses sources de financement.

Les résultats des métiers au premier semestre reflètent la situation économique et financière globale qui reste contrastée. La performance des Réseaux France est satisfaisante ; le résultat des Réseaux Internationaux, affecté au premier trimestre par les conséquences des mouvements politiques en Afrique et dans le Bassin Méditerranéen, se redresse. La contribution aux résultats du Groupe des métiers de Financements Spécialisés et Assurances continue à progresser, confirmant le bénéfice des recentrages intervenus au cours de l'année précédente. La Banque de Financement et d'Investissement confirme la progression de ses revenus, et affiche une bonne résistance au deuxième trimestre, compte tenu de l'environnement de marché dégradé. Les activités de Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs, après un bon premier trimestre, subissent les conséquences d'un environnement de marché défavorable et de flux de provisions non-récurrents au deuxième trimestre.

Le résultat net part du Groupe a été affecté, au premier semestre par les effets de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, qui a pénalisé le résultat, après impôt du semestre à hauteur de 228 millions d'euros, ainsi que par les dotations aux provisions sur les titres d'État grecs résultant des accords européens intervenus le 21 juillet 2011, pour -268 millions d'euros, après impôts.

Toutefois, Société Générale conclut le semestre sur un net renforcement de son capital, avec un ratio Core Tier 1 qui s'établit à 9,3%, en comparaison à 8,5% au 31 décembre 2010. Cette amélioration est due notamment à l'incorporation des bons résultats semestriels, au succès de la souscription par les actionnaires à l'opération de paiement du dividende en actions, s'appuyant sur un taux de distribution du résultat de 35%, ainsi qu'à la gestion rigoureuse de l'allocation du capital et le pilotage strict des risques du Groupe.

Les projets engagés dans le cadre du programme Ambition SG 2015 se poursuivent au long de l'année 2011, avec notamment une nouvelle étape de la réorganisation des activités en Russie, qui induit la fusion de certaines entités et l'harmonisation de certains processus opérationnels.

Compte tenu des incertitudes croissantes liées à l'activité économique mondiale et au niveau de l'endettement public dans la zone euro et aux Etats-Unis, l'objectif de résultat net part du Groupe de 6 milliards d'euros en 2012 paraît désormais difficilement réalisable dans les délais prévus. Pour autant, fort de la performance du premier semestre, les résultats du Groupe poursuivront leur progression, avec une priorité accordée à la gestion très disciplinée du capital et de la liquidité, et à la maîtrise rigoureuse des coûts et des risques. La croissance du Groupe à moindre risque permettra, ainsi, d'atteindre un ratio Core Tier 1 Bâle 3 d'au moins 9% fin 2013, même dans cet environnement plus incertain.

En millions d'euros	S1-10	S1-11	Variation	
Produit net bancaire	13,260	13,122	-1.0%	-1.1%*
Frais de gestion	(8,066)	(8,617)	+6.8%	+7.6%*
Résultat brut d'exploitation	5,194	4,505	-13.3%	-14.4%*
Coût net du risque	(2,142)	(2,063)	-3.7%	-3.7%*
Résultat d'exploitation	3,052	2,442	-20.0%	-22.0%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	64	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	58	78	+34.5%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(806)	(687)	-14.8%	
Résultat net	2,304	1,897	-17.7%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	157	234	+49.0%	
Résultat net part du Groupe	2,147	1,663	-22.5%	-26.4%*
Coefficient d'exploitation	60.8%	65.7%		
Fonds propres moyens	35,921	38,363	+6.8%	
ROE après impôt	11.0%	7.8%		
Ratio Tier 1 (Bâle II) **	10.7%	11.3%		

* à périmètre et change constants

** Sans prise en compte des exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers (en 2010, l'exigence Bâle 2 ne peut être inférieure à 80% de l'exigence en fonds propres "AFP").

Produit net bancaire

Le produit net bancaire total du Groupe s'établit à 13,1 milliards au premier semestre 2011, en léger retrait par rapport au premier semestre 2010 (13,3 milliards d'euros).

Hors effet de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, les revenus progressent de +4,4%* à 13,5 milliards d'euros.

Cette évolution reflète les performances satisfaisantes des métiers de banque de détail et la résistance des activités de banque de financement et d'investissement de Société Générale :

- Les **Réseaux France** voient leurs revenus semestriels progresser de +6,6% en données courantes entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011 (+2,8% hors PEL/CEL et SMC) ;
- Le produit net bancaire des **Réseaux Internationaux**, atteint 2 449 millions d'euros, globalement stable par rapport au premier semestre 2010. Le retour progressif à des conditions normales d'exploitation en Afrique et dans le Bassin Méditerranéen, ainsi que le début d'amélioration des conditions économiques observé dans les pays d'Europe centrale et orientale expliquent le redressement des revenus au deuxième trimestre.
- La **Banque de Financement et d'Investissement** montre une bonne résistance de ses revenus (+6,5%* par rapport au premier semestre 2010 à 4 115 millions d'euros), dans un environnement peu porteur au deuxième trimestre, notamment sur les activités de flux. Ces performances sont notamment soutenues par des activités de financement dynamiques, tandis que les activités de marché réduisent leurs expositions dans un environnement plus risqué.

Les actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement contribuent de façon légèrement positive au produit net bancaire du semestre (85 millions d'euros).

- Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** voit ses revenus semestriels progresser (+4,2%* par rapport au premier semestre 2010), reflétant notamment, pour les activités de Services Financiers Spécialisés les bonnes performances des activités de location longue durée et gestion de flotte de véhicules, ainsi que le recentrage engagé sur les activités de crédit à la consommation. Parallèlement, les activités d'Assurances du pôle contribuent de façon croissante au produit net bancaire, avec une progression de +16,4%* entre le S1-10 et le S1-11.
- Le produit net bancaire des métiers de **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** progresse de +3,0%* en comparaison semestrielle, à 1 127 millions d'euros. Après un bon premier trimestre, ce pôle subit au cours du deuxième trimestre les conséquences d'une situation de marché défavorable qui affecte particulièrement l'activité de Gestion d'Actifs et de Courtage, malgré le dynamisme confirmé des activités de Banque Privée et de Services aux Investisseurs.

L'impact de la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre s'établit à -345 millions d'euros, contre +355 au S1-10.

* A périmètre et change constants

Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à 8,6 milliards d'euros pour le semestre (+6,8% par rapport à la même période en 2010).

Au total, le coefficient d'exploitation, est de 64,0%** au premier semestre, traduisant les efforts d'investissement dans la transformation du Groupe.

Résultat d'exploitation

Sur le semestre, le résultat brut d'exploitation du Groupe hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre atteint 4,9 milliards d'euros, stable par rapport à la même période en 2010.

La **charge du risque** est en baisse de -3,7%, à 2 063 millions d'euros contre 2 142 millions d'euros au premier semestre 2010, en dépit de la dépréciation des titres d'Etat grecs de -395 millions d'euros. Retraitée de cette dépréciation et de la provision pour actifs gérés en extinction, la charge du risque s'inscrit à 1 442 millions d'euros, en baisse de -21,2% par rapport au S1-10.

Le coût du risque du Groupe s'établit à 63^(a) points de base à fin juin 2011, et confirme la tendance amorcée au premier trimestre 2011 (-20 points de base par rapport à fin 2010).

- Conformément aux attentes, le coût du risque des **Réseaux France** poursuit sa baisse à 38 points de base (contre 53 pb fin juin 2010 et 50 pb fin décembre 2010).

- A **162** points de base (contre **208** pb au 30 juin 2010 et 196 pb au 31 décembre 2010), le coût du risque des **Réseaux Internationaux** continue de se réduire. Compte tenu de la situation économique dans ces pays, le coût du risque demeure bas en République tchèque et en Russie tandis qu'il est stable en Roumanie. Après avoir connu une augmentation ponctuelle à la suite de la constitution de provisions prudentielles dans le cadre du pilotage des situations de crise politique, la charge du risque reste limitée au deuxième trimestre en Afrique sub-saharienne et dans le Bassin Méditerranéen. Cependant en ligne avec la politique prudente du Groupe, les provisions base portefeuille constituées début 2011 pour 51 millions d'euros ont été maintenues sur cette région. En Grèce, dans un contexte économique toujours dégradé, la charge nette du risque reste à un niveau élevé.

- A fin juin 2011, le coût du risque des activités pérennes de la **Banque de Financement et d'Investissement** reste faible à 6 points de base (contre 9 pb au S1-10). La charge du risque des actifs gérés en extinction est maîtrisée à -226 millions d'euros sur la période.

- Le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** s'améliore de plus de 80 pb sur un an, à 155 points de base au premier semestre 2011 par rapport à 236 pb sur la même période en 2010.

Le taux de couverture des encours provisionnables du Groupe est de 71% à fin juin 2011.

** Hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre

^(a) Annualisé, hors litiges, hors actifs gérés en extinction sur actifs début de période et hors dépréciation des titres d'Etat grecs

Le Groupe a constaté une provision pour dépréciation des titres d'Etat grecs de -395 millions d'euros à la suite des accords européens du 21 juillet 2011. Cette provision est comptabilisée en Hors Pôles, dans l'attente des opérations effectives d'échange qui seront définies au troisième trimestre.

Au total, le résultat d'exploitation du Groupe s'élève à 2 442 millions d'euros, hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre et provisions sur les titres d'Etat grecs.

Résultat net

Après prise en compte de la charge fiscale (taux effectif d'impôts du Groupe de 27,4%) et des participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net part du Groupe s'élève à 1 663 millions d'euros sur le semestre (à comparer à 2 147 au 30 juin 2010).

Hors l'effet de la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre, il est stable.

Le ROE du Groupe après impôt atteint 7,8%, et 9,0% hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre au S1-11.

Le bénéfice net par action sur cette période est de 2,05 euros, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI¹.

¹ Les intérêts nets d'effet fiscal à verser à fin juin 2011 sont de 150 millions d'euros aux porteurs de TSS et de 12 millions d'euros aux porteurs de TSDI.

3.3 SYNTHÈSE DES RESULTATS ET DE LA RENTABILITE PAR METIER

En millions d'euros	Réseaux France		Réseaux Internationaux		Banque de Financement et d'Investissement		Services Financiers Spécialisés et Assurances		Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs		Hors Pôles		Groupe	
	S1-10	S1-11	S1-10	S1-11	S1-10	S1-11	S1-10	S1-11	S1-10	S1-11	S1-10	S1-11	S1-10	S1-11
Produit net bancaire	3 823	4 076	2 423	2 449	3 895	4 115	1 775	1 744	1 096	1 127	248	(389)	13 260	13 122
Frais de gestion	(2 481)	(2 617)	(1 357)	(1 492)	(2 226)	(2 478)	(912)	(928)	(977)	(983)	(113)	(119)	(8 066)	(8 617)
Résultat brut d'exploitation	1 342	1 459	1 066	957	1 669	1 637	863	816	119	144	135	(508)	5 194	4 505
Coût net du risque	(448)	(339)	(700)	(591)	(375)	(281)	(610)	(427)	(5)	(24)	(4)	(401)	(2 142)	(2 063)
Résultat d'exploitation	894	1 120	366	366	1 294	1 356	253	389	114	120	131	(909)	3 052	2 442
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	1	4	4	(2)	65	(4)	(2)	0	2	(3)	(6)	0	64
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4	4	6	5	9	0	(8)	9	47	62	0	(2)	58	78
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Charge fiscale	(306)	(381)	(71)	(82)	(346)	(376)	(71)	(111)	(31)	(27)	19	290	(806)	(687)
Résultat net	597	744	305	293	955	1 045	170	285	130	157	147	(627)	2 304	1 897
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	6	8	66	133	4	5	8	8	1	1	72	79	157	234
Résultat net part du Groupe	591	736	239	160	951	1 040	162	277	129	156	75	(706)	2 147	1 663
Coefficient d'exploitation	64,9%	64,2%	56,0%	60,9%	57,2%	60,2%	51,4%	53,2%	89,1%	87,2%	n/s	n/s	60,8%	65,7%
Fonds propres moyens	6 532	6 580	3 628	3 948	8 457	9 732	4 783	4 989	1 429	1 394	11 092*	11 723*	35 921	38 363
ROE après impôt													11,0%	7,8%

* calculé par solde entre les fonds propres Groupe et les fonds propres alloués aux pôles

RESEAUX FRANCE

En millions d'euros	S1-10	S1-11	Variation	
Produit net bancaire	3,823	4,076	+6.6%	+2.8%(a)
Frais de gestion	(2,481)	(2,617)	+5.5%	+2.6%(a)
Résultat brut d'exploitation	1,342	1,459	+8.7%	+3.2%(a)
Coût net du risque	(448)	(339)	-24.3%	-25.7%(a)
Résultat d'exploitation	894	1,120	+25.3%	+17.4%(a)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	1	-80.0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4	4	0.0%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(306)	(381)	+24.5%	
Résultat net	597	744	+24.6%	+16.4%(a)
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	6	8	+33.3%	
Résultat net part du Groupe	591	736	+24.5%	+16.3%(a)
Coefficient d'exploitation	64.9%	64.2%		
Fonds propres moyens	6,532	6,580	+0.7%	

(a) Hors effet PEL/CEL et acquisition SMC

Sur le premier semestre 2011, les **Réseaux France** (Société Générale, Crédit du Nord, Boursorama) affichent des revenus en hausse de 5,5%^(b) par rapport au S1-10.

Dans un environnement marqué par une légère remontée de l'inflation et de hausse des taux d'intérêts à court terme, les encours de dépôts progressent de +10,9%^(a) par rapport au S1-10, notamment les dépôts à vue (+9,8%^(a) par rapport au S1-10) et l'Épargne à Régime Spécial (+9,8 hors PEL par rapport au S1-10), ainsi que sur les dépôts à terme de la clientèle entreprise (+27,5%^(a) par rapport à S1-10)

L'activité avec la clientèle commerciale a bénéficié des mesures visant à renforcer la satisfaction clients, notamment l'optimisation des délais d'octroi de crédits. Les Réseaux France ont ainsi vu la production de crédits à moyen terme augmenter fortement (+35,3%^(a) par rapport au S1-10), profitant pleinement du frémissement de l'économie. Une production dynamique de prêts immobiliers (+11,3%^(a) par rapport à S1-10) permet aux encours de crédits d'augmenter de +2,9%^(a) par rapport au S1-10. Le **ratio crédits / dépôts** s'établit à 126%^(a), en baisse de 9,8 points sur un an.

La recherche par les épargnants de placements liquides et non risqués n'a cependant pas remis en cause l'attractivité des produits **d'assurance-vie** des Réseaux.

Dans un marché en recul, le Groupe affiche ainsi une collecte brute à 5 207 millions d'euros, stable (hors SMC) par rapport au S1-10. Les encours du Groupe, s'établissent à 80,4 milliards d'euros, en hausse de +6,1%^(a) par rapport à S1-10.

^(a) Hors acquisition SMC

^(b) Hors PEL/CEL

Les **résultats financiers** au T2-11 du pôle s'inscrivent en ligne avec l'objectif de début d'année. En dépit des augmentations des taux de rémunération de l'Épargne à Régime Spécial et de la compression des marges des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises dans un environnement très concurrentiel, le produit net bancaire progresse de +5,5%^(b) par rapport au S1-10, à 4 076 millions d'euros (+2,8%^(b) hors acquisition SMC). Les revenus ont été soutenus par l'évolution positive de la marge d'intérêt (+7,5%^(b) par rapport au S1-10) portée par la croissance des dépôts et dans une moindre mesure de celle des commissions (+2,9%^(b) par rapport au S1-10). Tout en intégrant les investissements liés à la mutualisation des systèmes d'information et à l'intégration de la SMC, les frais de gestion restent sous contrôle à 2 617 millions d'euros (+5,5% par rapport au S1-10). Au total le coefficient d'exploitation reste stable à 64,6%^(b).

Le coût du risque des **Réseaux France** s'élève à 38 points de base (contre 53 au S1-10). La sinistralité est faible à la fois sur la clientèle de particuliers et des entreprises.

Le **Résultat Brut d'Exploitation** progresse de +5,4%^(b) par rapport au S1-10 à 1 459 millions d'euros.

Au S1-11, les Réseaux France dégagent un **Résultat Net Part du Groupe** de 736 millions d'euros (+24,5% par rapport au S1-10).

^(b) Hors PEL/CEL

RESEAUX INTERNATIONAUX

En millions d'euros	S1-10	S1-11	Variation	
Produit net bancaire	2 423	2 449	+1,1%	-0,5%*
Frais de gestion	(1 357)	(1 492)	+9,9%	+8,7%*
Résultat brut d'exploitation	1 066	957	-10,2%	-12,2%*
Coût net du risque	(700)	(591)	-15,6%	-16,2%*
Résultat d'exploitation	366	366	0,0%	-4,4%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4	4	0,0%	
Quota-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	6	5	-16,7%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(71)	(82)	+15,5%	
Résultat net	305	293	-3,9%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	66	133	x 2,0	
Résultat net part du Groupe	239	160	-33,1%	-33,5%*
Coefficient d'exploitation	56,0%	60,9%		
Fonds propres moyens	3 628	3 948	+8,8%	

* à périmètre et change constants

Le premier semestre 2011 des Réseaux Internationaux a été marqué par un premier trimestre affecté par les turbulences politiques et la situation économique difficile dans certaines implantations, ensuite par un deuxième trimestre sous le signe d'un retour à une tendance plus positive. Les revenus s'établissent à 2 449 millions d'euros, stables par rapport au S1-10.

Forts d'une stratégie commerciale adaptée, les encours de crédits et de dépôts progressent sur l'année de respectivement +5,1%* et +2,1%* par rapport au S1-10. Le ratio Crédit / Dépôts s'établit à 101%, en légère hausse par rapport au S1-10.

Dans un environnement dégradé, les pays d'**Europe Centrale et Orientale hors Russie**, affichent un premier semestre dynamique. Les encours de crédits progressent de +2,1%* et les encours de dépôts restent stables par rapport au S1-10.

En République tchèque, la KB maintient une position commerciale solide avec une évolution positive des encours de crédits à +7,9%* et de dépôts à +2,6%* à fin juin 2011. Pénalisée par le contexte économique difficile au T1-11 et une reprise au T2-11, l'activité en Roumanie a ralenti sur le premier semestre 2011 (-5,2% sur les crédits ; -3,4% sur les dépôts, par rapport à fin juin 2010).

L'activité commerciale des autres pays de la zone est stable sur les crédits et en baisse sur les dépôts.

La situation demeurant difficile en Grèce, le Groupe poursuit les mesures de réorganisation des activités mises en œuvre depuis plusieurs trimestres.

En **Russie**, dans le cadre de la réorganisation des activités du Groupe, finalisée au T2-11, d'importants investissements sont en cours de réalisation afin d'adapter le dispositif et harmoniser le modèle opérationnel. Les revenus, au S1-11 ressortent stables par rapport au S1-10.

La reprise de l'activité des implantations du **Bassin Méditerranéen** au S1-11 est marquée par une progression du nombre de clients de +8,7%* sur un an avec +9,1%* de clients particuliers. Après un T1-11 difficile, en Egypte et en Tunisie, la situation se normalise

avec des encours de crédits en hausse, à fin juin 2011, respectivement de +18,3%* et de +22,5%*, notamment sur la clientèle de particuliers +18,0%* et +16,6%* par rapport à fin juin 2010. Dans toute la zone, les dépôts progressent sur cette même période de +8,8%* dont +14,3%* sur la clientèle des entreprises en Egypte.

En **Afrique Sub-saharienne et Outre-mer**, l'activité commerciale s'est maintenue malgré la fermeture au T1-11 de l'implantation en Côte d'Ivoire. Sur le semestre, les encours de crédits et de dépôts sont à la hausse (+6,9%* et de +8,3%* par rapport à fin juin 2010).

Sur le semestre, les revenus sont à 2 449 millions d'euros, stables par rapport au S1-10 (-0,5%*, +1,1% en données courantes), et les frais de gestion sont de 1 492, soit +8,7%* par rapport au S1-10 (+9,9% en données courantes) reflétant notamment en Russie les investissements liés à la fusion et la progression des frais de personnel liée à la persistance d'une inflation élevée et à la hausse des charges sociales. Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 957 millions d'euros, en baisse de -12,2%* (-10,2% en données courantes) et le coefficient d'exploitation, à 60,9% contre 56,0% au S1-10.

Les Réseaux Internationaux enregistrent ce semestre une charge nette du risque en nette baisse à -591 millions d'euros (contre -700 millions d'euros au S1-10), 162 en points de base (contre 208 au S1-10). La baisse est particulièrement marquée dans le Bassin Méditerranéen. Le coût du risque est reculé en République tchèque, en Russie et en Roumanie. En accord avec la politique de prudence et de gestion stricte des risques du Groupe, et compte tenu de l'environnement toujours difficile, les provisions base portefeuille ont été maintenues en Côte d'Ivoire, Tunisie et Egypte.

Au global, les Réseaux Internationaux dégagent un Résultat Net Part du Groupe de 160 millions d'euros au S1-11.

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

En millions d'euros	S1-10	S1-11	Variation	
Produit net bancaire	3 895	4 115	+5,6%	+6,5%*
<i>dont Activités de Financement et Conseil</i>	1 258	1 296	+3,0%	+3,8%*
<i>dont Activités de Marché (1)</i>	2 589	2 734	+5,6%	+6,2%*
<i>dont Actifs gérés en extinction</i>	48	85	n/s	n/s*
Frais de gestion	(2 226)	(2 478)	+11,3%	+12,3%*
Résultat brut d'exploitation	1 669	1 637	-1,9%	-1,3%*
Coût net du risque	(375)	(281)	-25,1%	-24,3%*
<i>dont Actifs gérés en extinction</i>	(311)	(226)	-27,3%	-27,1%*
Résultat d'exploitation	1 294	1 356	+4,8%	+5,4%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	65	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	9	0	-100,0%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(346)	(376)	+8,7%	
Résultat net	955	1 045	+9,4%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	4	5	+25,0%	
Résultat net part du Groupe	951	1 040	+9,4%	+6,2%*
Coefficient d'exploitation	57,2%	60,2%		
Fonds propres moyens	8 457	9 732	+15,1%	

* à périmètre et change constants

(1) Dont "Actions" 1 499 M EUR au S1-11 (1 143 M EUR au S1-10) et

"Taux, Change, Matières Premières" 1 236 M EUR au S1-11 (1 446 M EUR au S1-10)

Dans un environnement de marché marqué par la crise de la dette souveraine en Europe et l'attentisme des investisseurs, les revenus de la **Banque de Financement et d'Investissement** affichent une bonne résistance. Au total, à 4 115 millions d'euros au S1-11 (dont 85 millions d'euros au titre des actifs gérés en extinction) les revenus sont en hausse de +6,5%* (+5,6% en données courantes).

Au cours du premier semestre, les **Activités de Marché** ont été résilientes en dépit d'un second trimestre pénalisé par un contexte peu porteur notamment pour les activités de flux. SG CIB a cependant connu une activité soutenue sur les produits structurés. Parmi les leaders mondiaux sur ce segment, SG CIB a été désignée « Meilleure banque de l'année en produits structurés » (*Euromoney*, Juillet 2011). Au total pour le premier semestre, les revenus ressortent en progression de +6,2%* (+5,6 en données courantes par rapport au S1-10).

A 1 499 millions d'euros au S1-11, les revenus des activités **Actions** sont en forte hausse par rapport au S1-10 (+31,1% en données courantes) portés par la croissance des volumes et des principaux indices au premier trimestre et les performances sur les produits structurés et sur les produits listés, en particulier ETF, au second trimestre. La banque de Financement et d'Investissement confirme par ailleurs sa position de leader sur les dérivés actions en terminant n°1 du classement « Meilleur fournisseur de dérivés actions » et n°1 du classement « Meilleur fournisseur de dérivés actions exotiques » (*Risk magazine - Institutional investors rankings*, Juin 2011).

Dans un contexte de marché défavorable au premier semestre, les activités **Taux, Change et Matières premières** enregistrent des revenus en baisse à 1 236 millions

d'euros contre 1 446 millions d'euros au S1-10 (-14,5% sur un an). La bonne tendance sur les produits structurés se confirme, notamment sur les produits de taux et changes en Asie. Malgré les résultats en retrait ce trimestre, SG CIB poursuit son développement sur les activités de flux, notamment sur le change : la nouvelle plateforme Alpha FX a ainsi été désignée « Innovation de l'année (Digital FX awards) » (*Profit & Loss magazine*, Avril 2011). SG CIB a également été nommée « Meilleur fournisseur FX en Europe Centrale et Europe de l'Est » (*Global Finance*, Janvier 2011) et continue de gagner des parts de marché sur la plateforme FX All (6,7% au T2-11, contre 4,3% au T4-10).

Les métiers de **Financement et Conseil** affichent des résultats solides. A 1 296 millions d'euros, les revenus sont en croissance par rapport au S1-10 (+3,0% en données courantes) en dépit de l'impact défavorable de la baisse du dollar US. Les financements structurés enregistrent de bonnes performances avec des revenus en hausse de +18,5% par rapport au S1-10, notamment sur les financements à effet de levier, d'infrastructures et export. Dans un contexte de faibles volumes sur les émissions *Corporate Investment Grade*, l'activité Marchés de Capitaux affiche des revenus en retrait (-4,7% sur un an). Par ailleurs, le second trimestre enregistre les premiers effets positifs des développements USD/GBP et *High Yield* : SG CIB a notamment reçu son premier mandat pour une émission de dette subordonnée en Livres sterling et est classée n°15 sur les émissions de dette *Investment Grade Corporate* en dollar US au premier semestre 2011 (*Thomson reuters*).

Sur le semestre, la ligne-métier a joué un rôle de premier plan dans plusieurs opérations ; SG CIB est intervenu comme *joint-bookrunner* à la fois dans le cadre d'une émission obligataire de 400 millions de Livre Sterling pour le compte d'Experian et sur l'émission en USD de Sanofi-Aventis visant à financer l'acquisition de Genzyme. Par ailleurs, la banque a joué les rôles d'unique conseiller financier, arrangeur principal et teneur de livre dans le cadre de l'acquisition de Parmalat par Lactalis. SG CIB a confirmé sa position de leader en financements structurés avec la récompense de « Meilleur arrangeur en financement export » (*Trade Finance magazine*, Juin 2011) pour la dixième fois consécutive.

Sur le premier semestre 2011, la contribution aux revenus des **actifs gérés en extinction** est de 85 millions d'euros. La réduction de l'exposition s'élève à 3,7 milliards d'euros en nominal (2,3 milliard d'euros de cessions et 1,5 milliard d'euros amortissements).

Les frais de gestion de la Banque de Financement et d'Investissement du S1-11 s'établissent à 2 478 millions d'euros, en augmentation de +12,3%* (+11,3% en données courantes) par rapport au S1-10, sous l'effet à la fois des investissements entrepris en 2010 et poursuivis au premier trimestre et des premiers effets des mesures de réduction de coûts engagées au second trimestre. Au premier semestre, le coefficient d'exploitation de SG CIB s'inscrit à 60,2% et le résultat brut d'exploitation atteint 1 637 millions d'euros.

Le **coût net du risque** semestriel des activités pérennes s'affiche à 6 points de base, reflétant la très bonne gestion des risques de la division. La charge du risque des actifs gérés en extinction est maîtrisée à -226 millions d'euros sur la période.

Au total, la Banque de Financement et d'Investissement extériorise un résultat d'exploitation de 1 356 millions d'euros au S1-11 (contre 1 294 millions d'euros au S1-10) et une contribution au résultat net part du groupe de 1 040 millions d'euros (contre 951 millions d'euros au S1-10).

SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

En millions d'euros	S1-10	S1-11	Variation	
Produit net bancaire	1 775	1 744	-1,7%	+4,2%*
Frais de gestion	(912)	(928)	+1,8%	+12,3%*
Résultat brut d'exploitation	863	816	-5,4%	-3,7%*
Coût net du risque	(610)	(427)	-30,0%	-29,2%*
Résultat d'exploitation	253	389	+53,8%	+57,3%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(4)	(2)	+50,0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(8)	9	n/s	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(71)	(111)	+56,3%	
Résultat net	170	285	+67,6%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	8	8	0,0%	
Résultat net part du Groupe	162	277	+71,0%	+78,9%*
Coefficient d'exploitation	51,4%	53,2%		
Fonds propres moyens	4 783	4 989	+4,3%	

* à périmètre et change constants

- Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** regroupe :
- (i) l'**Assurance** (Vie, Prévoyance, Dommages),
 - (ii) les **Services Financiers Spécialisés** (Location longue durée et gestion de flottes de véhicules, Financement des biens d'équipements professionnels, Crédit à la consommation).

Les métiers d'**Assurances** affichent des revenus à 298 millions d'euros au S1-11, en hausse de +16,4%* (+16,4% en données courantes par rapport au S1-10), dans un marché difficile. Le dynamisme de l'activité se traduit par une collecte nette en assurance-vie à +1,4 milliards d'euros sur le semestre et des encours en hausse de +7,7%* par rapport au S1-10. L'assurance-dommages affiche une production nette en hausse de +2,2%* par rapport au S1-10 (hors assurance des moyens de paiements). Le résultat net part du groupe des métiers d'Assurances s'établit 131 millions d'euros sur le S1-11 en nette progression (+19,1%*) par rapport au S1-10.

Les métiers **Services Financiers Spécialisés et Assurances** affichent de bonnes performances sur le S1-11. Leur contribution au résultat net part du Groupe progresse de +78,9%* (+71,0% en données courantes) par rapport au S1-10 à 277 millions d'euros.

Au S1-11, ALD Automotive (**location longue durée et gestion de flottes de véhicules**) affiche une très bonne activité avec une production en hausse (+22,5%⁽¹⁾) par rapport au S1-10) et le parc de véhicules en progression (+8,1%⁽¹⁾) par rapport au S1-10) pour atteindre près de 878 000 véhicules.

Avec une production de 3,7 milliards d'euros (hors facturation) au S1-11, l'activité de **Financement des biens d'équipements professionnels** progresse de +9,8%* par rapport au S1-10. Les encours s'élèvent à 18,3 milliards d'euros à fin juin 2011 (hors facturation), stable par rapport à fin juin 2010.

(1) A isopérimètre

Sur le semestre, le métier de **Crédit à la consommation** poursuit le redressement de son activité. En légère baisse sur la période (-1,8%* par rapport au S1-10), la production s'établit à 5,4 milliards d'euros. Le financement automobile reste dynamique à +9,5% par rapport au S1-10 et confirme l'orientation stratégique du métier. Les encours de crédit à la consommation s'élèvent à 22,8 milliards d'euros à fin juin 2011, en légère baisse (-1,2%*) sur un an.

Le produit net bancaire semestriel des **Services Financiers Spécialisés** s'établit à 1 446 millions d'euros, en hausse de +2,0%* par rapport au S1-10 en lien avec la dynamique sur ALD Automotive. Les frais de gestion s'élèvent à 815 millions d'euros, (+12,3%*, +0,5% en données courantes par rapport au S1-10) sous l'effet de l'accompagnement de la croissance et de la poursuite du recentrage engagé depuis plusieurs trimestres. Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 631 millions d'euros (-8,7%*, -10,9% en données courantes par rapport au S1-10).

Le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** continue de s'améliorer au S1-11 à 155 points de base contre 236 points de base au S1-10, soit une baisse de -81 points.

Au total, les **Services Financiers Spécialisés et Assurances** extériorisent sur le semestre un Résultat Net Part du Groupe de 277 millions d'euros contre 162 millions d'euros au S1-10.

BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

En millions d'euros	S1-10	S1-11	Variation	
Produit net bancaire	1 096	1 127	+2,8%	+3,0%*
Frais de gestion	(977)	(983)	+0,6%	+1,0%*
Résultat brut d'exploitation	119	144	+21,0%	+19,0%*
Coût net du risque	(5)	(24)	x 4,8	x 4,8*
Résultat d'exploitation	114	120	+5,3%	+3,4%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	2	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	47	62	+31,9%	
Charge fiscale	(31)	(27)	-12,9%	
<i>Résultat net</i>	<i>130</i>	<i>157</i>	<i>+20,8%</i>	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>0,0%</i>	
Résultat net part du Groupe	129	156	+20,9%	+19,1%*
Coefficient d'exploitation	89,1%	87,2%		
Fonds propres moyens	1 429	1 394	-2,4%	

* à périmètre et change constants

Le pôle **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** regroupe trois activités :

- (i) **la Banque Privée** (Société Générale Private Banking),
- (ii) **la Gestion d'Actifs** (Amundi, TCW)
- (iii) **les Services aux Investisseurs** (Société Générale Securities & Services) et **Courtage** (Newedge).

Au S1-11, le pôle **Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** affiche une consolidation de ses positions commerciales, dans un contexte de marché très défavorable au second trimestre,.

Avec un niveau d'actifs gérés en hausse atteignant 86,1 milliards d'euros à fin juin 2011 (contre 82,3 milliards à fin juin 2010) la **Banque Privée** enregistre une croissance significative de ses revenus au premier semestre (+23,2%* sur un an) et renforce sa franchise client. Elle a été nommée "meilleure banque privée de France" (Euromoney, février 2011); «Best Private Bank in the Middle East » (the Banker Middle East magazine, avril 2011) et « Best Global Wealth Manager of the year in the United Kingdom» (Investors Chronicle magazine, Financial Times, mai 2011).

Les métiers **Gestion d'Actif, Services aux Investisseurs** et **Courtage (Newedge)** ont été pénalisés ce semestre par des conditions de marché adverses mais affichent une dynamique commerciale solide avec une collecte nette semestrielle de +1,4 milliard d'euros pour TCW en Gestion d'Actifs, un niveau d'actifs en conservation en progression de 4,6% sur un an dans le métier de **Services aux Investisseurs** et une position de leader confirmée pour **Newedge** (11,5 % de parts de marché sur le semestre) .

Les revenus semestriels du pôle sont en hausse de +3,0%* par rapport au S1-10 (+2,8% en données courantes) à 1 127 millions d'euros. Les frais de gestion sont maîtrisés à 983 millions d'euros (+1,0%* ou +0,6% en données courantes par rapport au S1-10). Le pôle génère un Résultat Brut d'Exploitation de 144 millions d'euros en hausse par rapport au S1-10 de +21,0%. Le Résultat Net Part du Groupe de 156 millions d'euros est en hausse de +20,9% sur un an.

Banque Privée

En millions d'euros	S1-10	S1-11	Variation	
Produit net bancaire	325	414	+27,4%	+23,2%*
Frais de gestion	(264)	(310)	+17,4%	+14,0%*
Résultat brut d'exploitation	61	104	+70,5%	+62,5%*
Coût net du risque	(1)	(11)	x 11,0	x 11,0
Résultat d'exploitation	60	93	+55,0%	+47,6%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	
Charge fiscale	(13)	(18)	+38,5%	
Résultat net	47	75	+59,6%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	0	1	n/s	
Résultat net part du Groupe	47	74	+57,4%	+51,0%*
Coefficient d'exploitation	81,2%	74,9%		
Fonds propres moyens	433	495	+14,3%	

* à périmètre et change constants

La Banque Privée enregistre un très bon niveau de collecte nette au premier semestre : +3,8 milliards d'euros, correspondant à un rythme annualisé de 9,0% (au dessus des pairs au T1-11). Par rapport à fin décembre 2010, compte-tenu du niveau de la collecte nette, d'effets « marché » de -1,0 milliard d'euros et « change » de -1,7 milliard d'euros et « périmètre » de +0,5 milliard d'euros, les actifs gérés par la Banque Privée atteignent 86,1 milliards d'euros à fin juin 2011.

A 414 millions d'euros, le Produit Net Bancaire de la ligne-métier est en croissance significative de +23,2%* (+27,4% en données courantes), porté notamment par une progression de la marge d'intérêt commerciale et des commissions sur les produits structurés par rapport au S1-10

A -310 millions d'euros, les frais de gestion augmentent moins que le Produit Net Bancaire, ce qui permet d'afficher une contribution croissante de la ligne-métier au Résultat Net Part du Groupe à 74 millions d'euros est en hausse de +51,0%* sur un an (contre 47 millions d'euros au S1-10).

Gestion d'Actifs

En millions d'euros	S1-10	S1-11	Variation	
Produit net bancaire	218	169	-22,5%	-18,4%*
Frais de gestion	(227)	(165)	-27,3%	-24,3%*
Résultat brut d'exploitation	(9)	4	n/s	n/s*
Coût net du risque	(3)	0	-100,0%	-100,0%*
Résultat d'exploitation	(12)	4	n/s	n/s*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	47	62	+31,9%	
Charge fiscale	4	(1)	n/s	
Résultat net	39	65	+66,7%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n/s</i>	
Résultat net part du Groupe	39	65	+66,7%	+71,1%*
Coefficient d'exploitation	104,1%	97,6%		
Fonds propres moyens	463	441	-4,8%	

* à périmètre et change constants

Dans un contexte de marché marqué au T2-11 par de faibles volumes et des indices en fort recul, TCW enregistre une collecte nette trimestrielle légèrement positive pour le troisième trimestre consécutif. Sur le semestre, la ligne-métier confirme ainsi la tendance engagée fin 2010 avec +1,4 milliard d'euros de collecte nette.

Le Produit Net Bancaire de la ligne-métier, à 169 millions d'euros, affiche un recul marqué (-18,4%*) par rapport au S1-10, essentiellement à cause d'un changement de mode de rémunération de certaines activités. Touchant simultanément les frais généraux, ce changement n'a pas d'effet sur le résultat brut d'exploitation.

Les frais de gestion sont en retrait de -24,3%* (-27,3 % en données courantes), pour s'établir à -165 millions d'euros.

Le Résultat Brut d'Exploitation ressort 4 millions d'euros contre -9 millions au S1-10. La contribution d'Amundi sur le semestre s'établit à 62 millions d'euros.

Au total, le Résultat Net Part du Groupe ressort à 65 millions d'euros contre 39 millions d'euros au S1-10.

Services aux Investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

En millions d'euros	S1-10	S1-11	Variation	
Produit net bancaire	553	544	-1,6%	-1,3%*
Frais de gestion	(486)	(508)	+4,5%	+5,2%*
Résultat brut d'exploitation	67	36	-46,3%	-47,1%*
Coût net du risque	(1)	(13)	n/s	n/s*
Résultat d'exploitation	66	23	-65,2%	-65,7%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	2	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	
Charge fiscale	(22)	(8)	-63,6%	
Résultat net	44	17	-61,4%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>-100,0%</i>	
Résultat net part du Groupe	43	17	-60,5%	-61,4%*
Coefficient d'exploitation	87,9%	93,4%		
Fonds propres moyens	533	458	-14,1%	

* à périmètre et change constants

Les activités de **Services aux Investisseurs** affichent une bonne dynamique des revenus au premier semestre (+12,9% par rapport au S1-10), portée par des commissions en hausse de +3% sur les 50 clients les plus importants (sur un an à fin mai 2011), des actifs en conservation en progression de +4,6% sur un an, et des actifs administrés en augmentation de +2,7% sur un an et une augmentation des revenus de trésorerie..

Newedge affiche une performance en retrait dans un contexte de marché difficile au T2-11. Les volumes d'activité s'établissent en baisse de -1,9%. Le résultat de Newedge a de plus été réduit par des dotations aux provisions pour litiges commerciaux.

Sur le semestre et en comparaison annuelle, l'activité Services aux Investisseurs et Newedge réalise un Produit Net Bancaire de 544 millions d'euros, globalement stable. Les frais de gestion sont en progression pour s'établir à -508 millions d'euros (+5,2%* et +4,5% en données courantes) et reflètent des investissements sur l'activité de Services aux Investisseurs.

Le Résultat Brut d'Exploitation ressort à 36 millions d'euros contre 67 millions au S1-10. Au total, le Résultat Net Part du Groupe s'affiche à 17 millions d'euros contre 43 millions d'euros au S1-10.

HORS POLES

En millions d'euros	S1-10	S1-11	Variation
Produit net bancaire	248	(389)	n/s
Frais de gestion	(113)	(119)	+5,3%
Résultat brut d'exploitation	135	(508)	n/s
Coût net du risque	(4)	(401)	n/s
Résultat d'exploitation	131	(909)	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3)	(6)	-100,0%
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	(2)	n/s
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s
Charge fiscale	19	290	n/s
Résultat net	147	(627)	n/s
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	72	79	+9,7%
Résultat net part du Groupe	75	(706)	n/s

Le résultat brut d'exploitation **Hors Pôles** au premier semestre s'établit à - 508 millions d'euros contre +135 millions d'euros au S1-10.

Il intègre en particulier :

- la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre du Groupe à hauteur de - 345 millions d'euros contre +355 millions au premier semestre 2010
- la réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de crédits corporates pour -4 millions (+21 millions d'euros au S1-10)
- les nouvelles taxes bancaires dites « systémiques » mises en place en France et au Royaume Uni pour 49 millions d'euros

La provision pour dépréciation des titres d'Etat grecs détenues par le Groupe réduit le résultat d'exploitation de -395 millions d'euros pour le premier semestre 2011.

Le résultat net part du Groupe s'établit donc à -706 millions d'euros.

Au 30 juin 2011, le prix de revient IFRS du portefeuille de participations industrielles est de 542 millions d'euros, pour une valeur de marché de 721 millions d'euros.

CONCLUSION

Avec un résultat net part du Groupe semestriel de 1,7 milliards d'euros, Société Générale démontre la résistance de son modèle de banque universelle dans un contexte économique et financier perturbé par la crise de la dette souveraine européenne. L'ensemble des métiers affiche une contribution croissante au résultat net part du Groupe sur le semestre.

Dans le même temps, le Groupe a continué à renforcer son capital et à améliorer son ratio Core Tier 1 de façon très significative.

Le Groupe a présenté en juin 2010 son plan stratégique "Ambition SG 2015" et ses objectifs financiers à l'horizon 2012. Ces derniers s'inscrivaient dans un contexte de normalisation de l'environnement économique et financier qui n'a pas eu lieu, avec au contraire des regains de tension sur les marchés liés à l'activité économique mondiale et à la situation de la zone euro et de la dette américaine et, pour certaines des implantations du Groupe en Afrique ou en Europe Centrale, des changements politiques ou économiques majeurs. Par ailleurs, le contexte réglementaire s'est considérablement durci en matière d'exigence en capital et en liquidité et différents pays européens ont mis en place des taxes supplémentaires visant le secteur bancaire (en France et Royaume-Uni notamment).

A horizon fin 2013, le groupe Société Générale atteindra un ratio Core Tier 1 Bâle 3 d'au moins 9% grâce à ses résultats solides et avec la même priorité accordée à la gestion très disciplinée de son capital et de ses encours pondérés et à la maîtrise rigoureuse des coûts et des risques. Cet objectif est conforté par la dynamique de génération de capital affichée au premier semestre, qui se poursuivra, et par le potentiel supplémentaire lié notamment à l'optimisation des encours pondérés et à la gestion proactive du portefeuille d'actifs gérés en extinction.

NOTES METHODOLOGIQUES

1- Les résultats consolidés semestriels du Groupe au 30 juin 2011 ont été examinés par le Conseil d'Administration en date du 2 août 2011

Les éléments financiers présentés au titre de la période de six mois close le 30 juin 2011 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les informations financières ont été soumises à la revue des Commissaires aux comptes qui émettront un rapport sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2011.

2- Le **ROE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés. Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période et, depuis 2006, aux porteurs des TSDI reclassés (162 millions d'euros au premier semestre 2011).

3- Pour le calcul du **bénéfice net par action**, le « résultat net part du Groupe de la période » est corrigé (réduit dans le cas d'un bénéfice et augmenté dans le cas d'une perte) des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de :

- (i) TSS (150 millions d'euros au premier semestre 2011),
- (ii) TSDI reclassés en capitaux propres (12 millions d'euros au premier semestre 2011).

Ce bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenus par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- **L'actif net** correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (6,2 milliards d'euros), des TSDI reclassés (0,8 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. Le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 30 juin 2011 (y compris actions de préférence), hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

5- Les **fonds propres Core Tier One** du groupe Société Générale sont définis comme les fonds propres Tier 1 diminués des encours d'instruments hybrides éligibles au Tier 1 et d'une quote-part des déductions Bâle 2. Cette quote part correspond au rapport entre les fonds propres de base hors instruments hybrides éligibles aux fonds propres Tier 1 et les fonds propres de base.

Société Générale rappelle que des informations relatives aux résultats de l'exercice sont également disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

3.4 STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Le succès de la souscription à l'offre de paiement du dividende en action a permis de renforcer les Fonds Propres du Groupe de 0,9 milliard d'euros et conduisant à émettre 23,9 millions d'actions nouvelles à un prix de 37,18 EUR, portant le nombre total d'actions du Groupe à 770,3 millions.

Au 30 juin 2011, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 47,6 milliards d'euros¹ et l'actif net par action à 54,15 euros (intégrant +0,46 euros de plus-values latentes).

Au premier semestre, Société Générale n'est pas intervenu pour racheter ses propres titres. Société Générale détient donc, de manière directe et indirecte, au 30 juin 2011, 20,0 millions d'actions (dont 8,9 millions d'actions d'autocontrôle), soit 2,6% du capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading). Par ailleurs, le Groupe détient à cette date 7,5 millions d'options d'achat sur son propre titre, en couverture de plans de stock-options attribués à ses salariés.

Les encours pondérés en référentiel Bâle II s'élèvent à 333,0 milliards d'euros au 30 juin 2011, reflétant la politique de gestion prudente du Groupe dans l'environnement économique instable du trimestre, avec notamment la réduction des expositions aux risques de marché.

Le ratio Tier 1 de Société Générale au 30 juin 2011 s'établit à 11,3%². La structure financière du Groupe s'est renforcée de manière très significative au cours du premier semestre. Le ratio Core Tier One en normes Bâle 2 se monte à 9,3% au 30 juin 2011 contre 8,5% au 31 décembre 2010 (8,8% à fin mars 2011), soit +74 pb issus principalement de la capacité bénéficiaire du Groupe et de l'incorporation des bons résultats de 2010, grâce à la souscription par 68% des actionnaires à l'offre de paiement du dividende en actions (effet conjugué de +60 pb en Core Tier 1). La gestion dynamique du portefeuille d'actifs gérés en extinction permet, notamment grâce à des cessions et démantèlements d'actifs de constater une progression de 15 pb du ratio Tier 1 ce semestre.

Cette croissance va se poursuivre au cours du deuxième semestre, grâce notamment à l'incorporation de +6 pb de Core Tier 1 résultant de la large participation des salariés aux offres qui leur sont réservées dans le cadre du Plan Mondial d'Actionariat Salarié.

En matière de liquidité, au 20 juillet 2011, le groupe a émis pour 24,1 milliards d'euros de dette senior à plus d'un an, correspondant à 94% de son programme total pour 2011. Le programme d'émissions « vanille », regroupant les émissions non sécurisées en nom Société Générale et les financements sécurisés, est accompli à hauteur de 92%.

Le Groupe est noté Aa2 par Moody's et A+ par S&P et Fitch.

¹ Ce montant comprend notamment (i) 6,2 milliards d'euros de titres super-subordonnés, 0,8 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée et (ii) des plus-values latentes nettes pour 0,35 milliard d'euros.

² Hors effet du floor (exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers) : -18 points de base sur le ratio Tier 1

3.5 NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES IMPORTANTS LANCES

Conformément à la stratégie d'innovation du Groupe Société Générale, de nombreux nouveaux produits ont été lancés au premier semestre 2011, parmi lesquels les plus importants sont les suivants :

Métier	Nouveaux produits ou services	
Réseaux France	Facilinvest (Crédit du Nord)	Enveloppe de crédit renouvelable destiné à la clientèle de professionnels pour un montant de 3.000 à 10.000 €, utilisable sur simple présentation de facture. Le remboursement mensuel se fait en fonction d'une grille de mensualités définie à l'avance.
	Direct Emetteurs (Boursorama)	Solution de négociation en direct avec les émetteurs de turbos, warrants et certificats avec Société Générale, BNP Paribas et Citibank.
	Financement des énergies renouvelables (Société Générale)	Société Générale et Oséo ont signé le 2 mars 2011 un partenariat dans le cadre des financements des centrales de production d'énergie renouvelables. Le premier volet de ce partenariat porte sur les financements de centrales photovoltaïques. Oséo sera présent dans toutes les étapes du financement : de l'analyse technique du projet à la mise en place définitive.
	SG monétaire Jour SG monétaire 1 mois (Société Générale)	Création de fonds SG monétaire Jour (recherche de rendement jour) et SG monétaire 1 mois (placement excédent de trésorerie), visant une performance supérieure à l'EONIA, diminuée des frais de gestion réels.
Réseaux Internationaux	Assurance-vie rattachée aux crédits auto (BRD - Roumanie)	Nouvelle solution visant à enrichir l'offre assurance-vie de BRD. Ce nouveau service protège les détenteurs d'un crédit auto BRD en cas de décès accidentel, d'invalidité totale permanente accidentelle et de chômage.
	Extension de l'offre d'assurance vie aux sociétés (SGEB – Bulgarie)	SGEB propose sa police d'assurance à des personnalités importantes et aux dirigeants de sociétés emprunteuses. Une couverture d'assurance de 2 ans a été proposée pour les autorisations de découvert et les lignes de crédit de fonds de roulement. SGEB est la seule banque à proposer une telle garantie sur le marché. Elle complète l'offre globale de crédits aux PME (présentée sous la forme d'un package comprenant une solution de crédit, une assurance- vie et une couverture du fonds national de garantie). Élaborée en collaboration avec Sogelife, cette nouvelle police d'assurance couvre le décès, l'invalidité totale et permanente et la perte totale et irréversible d'autonomie suite à une maladie ou à un accident.
	Package entreprise (SKB - Slovénie)	Nouveau package visant à récompenser la fidélité des clients et à établir une relation clientèle sur le long terme. Ce service permet à la clientèle d'obtenir des avantages sur un seul package progressivement : plus le client consomme de produits intégrés au package entreprise, plus il bénéficiera d'avantages.
	Carte de paiement pour femmes « Carte Perle » (SGA - Algérie)	Nouvelle carte lancée à l'occasion de la Journée Mondiale de la Femme. La « Carte Perle » associe design et innovation et véhicule une image de Banque moderne et branchée (plus de 600 cartes ont déjà été émises).
	Service bancaire d'opérations sur Internet (SGCN – Chine)	Nouveau service permettant aux clients particuliers d'effectuer des transferts de fonds par Internet. Cette nouvelle solution a adopté une technologie puissante de chiffrement et un dispositif d'authentification pour garantir la sécurité des opérations en ligne.
Offre promotionnelle «MY PC NET V3000» (SGBCI - Côte d'Ivoire)	Nouveau pack composé d'un ordinateur neuf et d'une clé internet mobile haut débit avec un forfait mensuel de connexion d'une capacité de 5 Go. L'acquisition du pack est financée par un crédit au taux exceptionnel de 9,90%. De plus, le souscripteur bénéficie d'un abonnement Sogeline avec une réduction de 50% sur le tarif normal.	

Métier	Nouveaux produits ou services	
Banque de Financement et d'Investissement	SG Vinci	Lancement de l'indice SGI Vinci, un indice systématique dont l'objectif est d'offrir une couverture contre la baisse du marché action via une exposition à la volatilité implicite de l'indice S&P 500 (la volatilité ayant une corrélation négative avec le marché actions). De plus, la stratégie de l'indice permet de limiter le coût de portage caractéristique d'une telle position tout en réduisant le risque d'une contreperformance de l'indice en cas de baisse de la volatilité.
	SG Harmonia	Lancement de l'indice SGI Harmonia qui fournit un investissement multi-actif permettant de bénéficier des tendances positives d'une ou plusieurs classes d'actifs. L'indice Harmonia permet par ailleurs, via l'application de la méthode « ERC » de budgétisation du risque (Equally Weighted Risk Contribution), de maintenir un certain niveau de diversification afin de limiter les contreperformances ainsi que les pertes extrêmes. Cet indice est conseillé par l'équipe quantitative de Lyxor Asset Management.
	SGI Chipeco Vol Target Index	Lancement de l'indice SGI Chipeco Vol Target Index, un indice systématique conçu pour offrir une exposition aux marchés actions chiliens, péruviens et colombiens à travers des ADRs (American Depositary Receipts, titres négociables permettant à une société étrangère d'être cotée aux Etats-Unis) ou des actions ordinaires, tout en bénéficiant d'un mécanisme de ciblage de la volatilité. Les actions sous-jacentes sont sélectionnées en fonction des niveaux historiques de liquidité dans le but de garantir la liquidité de l'indice lui-même.
	SGI Alpha Return	Lancement de l'indice SGI Alpha Return, un indice qui représente une alternative d'investissement sur le marché monétaire et dont l'objectif est de surperformer le taux EONIA tout en sécurisant le principal et les performances des années précédentes. Cette performance est générée grâce à une exposition à l'indice SGI Diversified Alpha, un panier diversifié de stratégies génératrices d'alpha mises au point par les équipes de recherche, d'ingénierie financière et de trading de la Société Générale.
Services Financiers Spécialisés et Assurances	Garantie valeur d'achat (SG Consumer Finance – France)	Cette assurance complémentaire « valeur d'achat » se voit dotée d'un véhicule de prêt pendant 40 jours en cas de perte totale ou de vol ; elle comprend par ailleurs toujours la prime de fidélité (50% des cotisations remboursées en cas de renouvellement sans sinistre).
	Contrat mobilité Moto (SG Consumer Finance – France)	Commercialisation d'une nouvelle assurance dédiée aux deux roues comprenant le dépannage, le remorquage, le rapatriement en cas de panne, crevaison, erreur de carburant.
	Multipremia (SG Consumer Finance – Italie)	Lancement par Fiditalia d'un produit incitant le client au respect des échéances en lui proposant une réduction de ses mensualités en cas de remboursement dans les délais.
	Pick-up service (ALD Automotive – République Tchèque)	Pour l'entretien, la réparation et/ou le changement des pneus de son véhicule, le client a désormais la possibilité de demander à ce que le véhicule soit récupéré directement à son bureau, amené au garage puis ramené dans la même journée.
	ALD defensive driving program (ALD Automotive - Roumanie)	Lancement d'un programme de formation à la conduite préventive proposé en partenariat avec un célèbre pilote roumain et formateur de sécurité routière. En plus d'un cours théorique, ce programme comprend sur une journée des pratiques de conduite préventive sur simulateur et sur des véhicules spécifiquement adaptés.
	ALD accident management (ALD Automotive - Espagne)	Proposition d'une gamme de services complète en vue d'assister au mieux le client dans ce genre de situations : évaluation des dommages, organisation et suivi des réparations, gestion des factures et des réparations, relation avec les assureurs...
	Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	Offre PREMIUM FLEX DEPOSIT (Banque Privée)

Accord avec Copal Partners permettant d'enrichir l'offre de service « sur-mesure » sur les Actions (Banque Privée)	Développement d'un service de réponse aux demandes spécifiques de clients telles que les revues de portefeuille actions ou encore la constitution de liste de valeurs correspondant aux critères d'investissement d'un client spécifique. Cette prestation est désormais proposée par Société Générale Private Banking grâce à l'atteinte d'un univers de près de 400 valeurs suivies, dont la moitié grâce à l'aboutissement de l'accord avec Copal Partners.
--	--

Enhanced Yield Commodity Index Fund (TCW)	Le Enhanced Yield Commodity Index Fund est exposé à 20 contrats de swap sur matières premières, le portefeuille de collatéral étant investi dans des obligations de grande qualité et à faible maturité. L'exposition aux matières premières repose sur une pondération qui réplique celle de l'indice Dow Jones UBS Commodity. La gestion active des matières premières sous-jacentes utilise une stratégie <i>roll</i> consistant à investir dans les matières premières sur différentes échéances, tout en maintenant l'exposition globale à l'indice.
---	---

3.6 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS AU PREMIER SEMESTRE 2011

Métier	Description de l'investissement
--------	---------------------------------

Banque de Financement et d'Investissement	Acquisition aux Etats Unis de certains actifs et reprises d'équipes de RBS Sempra Commodities dans les secteurs du gaz naturel et de l'électricité
--	--

3.7 ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE

Actif - en Md EUR	30.06.2011	31.12.2010	Variation en %
Caisse, Banques centrales	36,6	14,1	160,0%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	431,0	455,1	-5,3%
Instruments dérivés de couverture	7,4	8,2	-9,2%
Actifs financiers disponibles à la vente	119,8	103,8	15,4%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	76,7	70,3	9,2%
Prêts et créances sur la clientèle	376,0	371,8	1,1%
Opérations de location-financement et assimilées	28,8	29,1	-1,1%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	1,4	2,4	-40,2%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1,8	1,9	-4,9%
Actifs d'impôts et autres actifs	51,4	49,0	4,9%
Actifs non courants destinés à être cédés	0,3	0,1	420,3%
Participation aux bénéfices différée	1,2	1,1	10,6%
Valeurs immobilisées	25,6	25,2	1,4%
Total	1 158,0	1 132,1	2,3%

Passif - en Md EUR	30.06.2011	31.12.2010	Variation en %
Banques centrales	4,0	2,8	44,1%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	351,2	359,0	-2,2%
Instruments dérivés de couverture	9,1	9,3	-1,5%
Dettes envers les établissements de crédit	85,2	77,3	10,2%
Dettes envers la clientèle	341,4	337,4	1,2%
Dettes représentées par un titre	158,4	141,4	12,0%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,4	0,9	-57,1%
Passifs d'impôts et autres passifs	58,3	56,3	3,6%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,0	0,0	N/A
Provisions techniques des entreprises d'assurance	84,9	82,7	2,7%
Provisions	2,1	2,0	3,3%
Dettes subordonnées	10,9	12,0	-9,5%
Capitaux propres part du Groupe	47,6	46,4	2,4%
Participations ne donnant pas le contrôle	4,5	4,6	-0,2%
Total	1 158,0	1 132,1	2,3%

3.7.1 PRINCIPALES EVOLUTIONS DU BILAN CONSOLIDE

Au 30 juin 2011, le total du bilan consolidé du Groupe s'élève à 1 158 Md EUR, en hausse de 25,9 Md EUR (+2,3%) par rapport à celui du 31 décembre 2010 (1 132,1 Md EUR). L'évolution du cours de change impacte le bilan de la manière suivante : -17,7 Md EUR pour le dollar, -2,1 Md EUR pour le yen, -1,4 Md EUR pour la livre sterling, +0,8 Md EUR pour la couronne tchèque, -0,1 Md EUR pour le dollar australien, et +0,1 Md EUR pour le rouble russe.

Les principaux changements de périmètre impactant le bilan consolidé intervenus sont constitués par :

- Le Groupe a intégré dans le périmètre de consolidation, Orhidska Banka détenue à 70,02%. Cette société située en Macédoine est consolidée par intégration globale.
- Le Groupe a cédé sa participation dans Limited Liability Partnership Prostokredit à Eurasian Bank.
Cette société, antérieurement consolidée au sein du palier SG Consumer Finance, est ainsi sortie du périmètre de consolidation en février 2011.
- Le Groupe a intégré dans le périmètre de consolidation ALD Automotive SRL détenue à 91,87% depuis 2004. Cette société située en Roumanie est consolidée par intégration globale.
- Les activités opérationnelles du sous-palier New Esporta Holding Limited sont sorties du périmètre de consolidation au 30 juin 2011 suite à la cession des titres.
- En application d'IFRS 5, sont classées dans les rubriques *Actifs et passifs non courants détenus en vue de la vente et abandons d'activité* :
les activités immobilières du palier de consolidation New Esporta Holding Limited ;
certaines participations de l'activité de capital-investissement suite à leur mise en vente par le Groupe.

3.7.2 VARIATIONS SUR LES POSTES SIGNIFICATIFS DU BILAN CONSOLIDE

Le poste **Caisse, Banques centrales** (36,6 Md EUR au 30 juin 2011) augmentent de 22,5 Md EUR (+160 %) par rapport au 31 décembre 2010, dont -0,1 Md EUR d'effet dollar.

Les **actifs financiers à la juste valeur par résultat** (431,0 Md EUR au 30 juin 2011) diminuent de 24,1 Md EUR (-5,3%) par rapport au 31 décembre 2010, dont -9,2 Md EUR d'effet dollar, -0,7 Md EUR d'effet livre sterling et -1,7 Md EUR d'effet yen. Le portefeuille de transaction diminue de 10,1 Md EUR, avec +2,6 Md EUR sur les effets publics et valeurs assimilées, -0,5 Md EUR sur les obligations et autres instruments de dettes, -8,9 Md EUR sur le portefeuille actions et autres instruments de capitaux propres et -3,3 Md EUR sur les autres actifs financiers. Les instruments de dérivés de transaction diminuent de 15,1 Md EUR, dont -9,4 Md EUR sur les instruments de taux d'intérêt, -1 Md EUR sur les instruments de change, -1,9 Md EUR sur les instruments de matières premières, -2,5 Md EUR sur les dérivés de crédit. Le portefeuille des actifs financiers à la juste valeur sur option augmente de +1,0 Md EUR.

Les **passifs financiers à la juste valeur par résultat** (351,2 Md EUR au 30 juin 2011) diminuent de 7,8 Md EUR (-2,2%) par rapport au 31 décembre 2010, dont -7,2 Md EUR d'effet dollar, -0,6 Md EUR d'effet livre sterling, -1,6 Md EUR d'effet yen. Les passifs de transaction augmentent de 4,4 Md EUR avec +1,7 Md EUR sur les dettes représentées par un titre, -4,7 Md EUR sur les dettes sur titres empruntés, -0,7 Md EUR sur les obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert, +0,2 Md EUR sur le portefeuille actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert et +7,9 Md EUR sur les autres passifs financiers. Les instruments dérivés de transaction diminuent de 16,0 Md EUR, dont -10,1 Md EUR sur les instruments de taux d'intérêt, -1,0 Md EUR sur les instruments de change, -0,8 Md EUR sur les instruments sur actions et indices, -1 Md EUR sur les instruments sur matières premières et -2,7 Md EUR sur les dérivés de crédit. Les passifs financiers à la juste valeur sur option augmentent de 3,8 Md EUR.

Les **créances sur la clientèle**, y compris les titres reçus en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 376 Md EUR au 30 juin 2011, en hausse de 4,2 Md EUR (+1,1%) par rapport au 31 décembre 2010, dont -4,8 Md EUR d'effet dollar.

Cette évolution traduit notamment :

- une baisse des crédits de trésorerie de 2,3 Md EUR ;
- une hausse des crédits à l'exportation de 0,5 Md EUR ;
- une baisse des crédits à l'équipement de 1 Md EUR ;
- une hausse des crédits à l'habitat de 2,7 Md EUR ;
- une baisse des autres crédits de 3,0 Md EUR, dont -1,8 Md EUR vis à vis de la clientèle financière.

Les **dettes envers la clientèle**, y compris les titres donnés en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 341,4 Md EUR au 30 juin 2011, en progression de 4 Md EUR (+1,2%) par rapport au 31 décembre 2010, dont -4,6 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à l'augmentation des comptes d'épargne à régime spécial de 4,5 Md EUR, des autres dépôts clientèle à vue de 3,0 Md EUR et à la baisse des autres dépôts clientèle à terme de 2,0 Md EUR. Les titres donnés en pension baissent de 1,7 Md EUR.

Les **créances sur les établissements de crédit**, y compris les titres reçus en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 76,7 Md EUR au 30 juin 2011, en augmentation de 6,4 Md EUR (+9,2%) par rapport au 31 décembre 2010, dont -1,2 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à l'augmentation des prêts et comptes à vue et au jour le jour de 5,3 Md EUR, à la baisse de 0,9 Md EUR des prêts et comptes à terme et à une augmentation de 2,0 Md EUR des titres reçus en pension livrée.

Les **dettes envers les établissements de crédit**, y compris les titres donnés en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 85,2 Md EUR au 30 juin 2011, en hausse de 7,9 Md EUR (+10,2%) par rapport au 30 juin 2010 dont -2,0 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à l'augmentation des dettes à vue et au jour le jour de +4,2 Md EUR, ainsi qu'à l'augmentation de +3,7 Md EUR des titres donnés en pension.

Les **actifs financiers disponibles à la vente** s'élèvent à 119,8 Md EUR au 30 juin 2011, en augmentation de 16,0 Md EUR (+15,4%) par rapport au 31 décembre 2010, dont -1,0 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution résulte de l'augmentation des effets publics et valeurs assimilées de 10,1 Md EUR, des obligations et autres instruments de dettes de 6,4 Md EUR, de la baisse des actions et autres instruments de capitaux propres de 0,2 Md EUR et de celle des titres actions détenus à long terme de 0,3 Md EUR.

Les **dettes représentées par un titre** s'élèvent à 158,4 Md EUR au 30 juin 2011, en augmentation de 17,0 Md EUR (+12,0%) par rapport au 31 décembre 2010, dont -5,1 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution résulte de l'augmentation des emprunts obligataires de 2,5 Md EUR et des titres du marché interbancaire et titres de créances négociables de 14,8 Md EUR.

Les **capitaux propres part du Groupe** s'élèvent à 47,6 Md EUR au 30 juin 2011 contre 46,4 Md EUR au 31 décembre 2010. Cette évolution résulte principalement des éléments suivants :

- le résultat de l'exercice au 30 juin 2011 : + 1,7 Md EUR ;
- la distribution du dividende relatif à l'exercice 2010 : -1,6 Md EUR.

Après la prise en compte des participations ne donnant pas le contrôle (4,5 Md EUR), les fonds propres du Groupe s'élèvent à 52,1 Md EUR au 30 juin 2011.

Au 30 juin 2011, les fonds propres du Groupe contribuent à un ratio global Bâle II de solvabilité de 12,5% pour un total d'engagements pondérés de 333,0 Md EUR ; la part des fonds propres prudentiels Tier 1 représentant 11,3%.

3.7.3 SITUATION D'ENDETTEMENT DU GROUPE

La politique d'endettement du groupe Société Générale est élaborée dans le but non seulement d'assurer le financement de la croissance des activités commerciales des métiers ainsi que le renouvellement de la dette arrivant à maturité, mais également de maintenir des échéanciers de remboursements compatibles avec la capacité d'accès au marché du Groupe et sa croissance future.

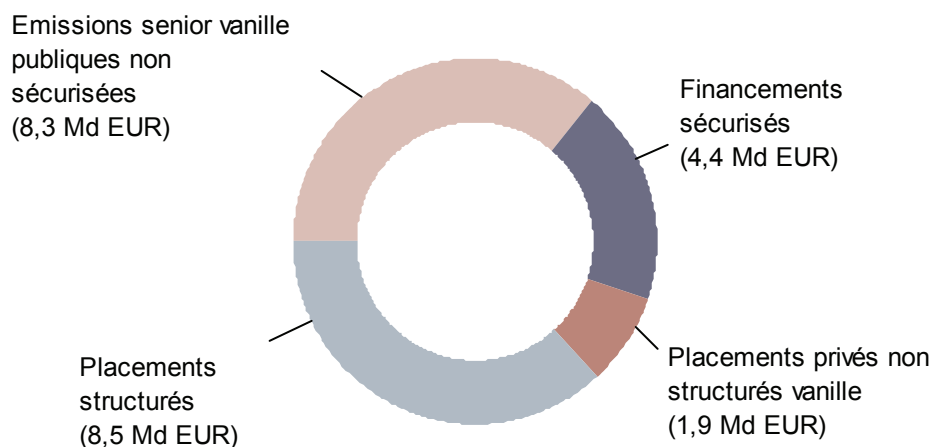
La politique d'endettement du Groupe repose sur 2 principes :

- d'une part, maintenir une politique active de diversification des sources de refinancement du groupe Société Générale afin d'en garantir la stabilité : ainsi, sur la base du bilan économique au 30 juin 2011, la part des ressources clientèle représente 29% des passifs du Groupe tandis que celle issue des émissions d'instruments de dette, des opérations interbancaires et des ressources tirées du refinancement de nos portefeuilles titres se monte à 435.7 Md EUR (soit 37.6% du passif du Groupe). Le solde du passif du groupe Société Générale étant constitué des fonds propres, des autres comptes financiers, de provisions et instruments financiers dérivés ;
- d'autre part, adopter une structure de refinancement du Groupe par maturités cohérente avec celle des actifs afin de préserver un bilan consolidé équilibré et de maîtriser la politique de transformation.

Ainsi, le plan de financement à long terme du Groupe, exécuté de manière progressive et coordonnée au cours de l'année suivant une politique d'émission non opportuniste, vise à maintenir une position de liquidité excédentaire sur le moyen-long terme.

Au cours du premier semestre 2011, la liquidité levée au titre du programme de financement 2011 s'est élevée à 23,1 Md EUR en dette senior. Les sources de refinancement se répartissent entre 8,3 Md EUR d'émissions senior « vanille » publiques non sécurisées, 1,9 Md EUR de placements privés non structurés « vanille », 8,5 Md EUR de placements structurés et 4,4 Md EUR de financements sécurisés (CRH 2,0 Md EUR, inaugurale de la SG SFH 1,5 Md EUR, et SG SCF 1,0 Md EUR).

PROGRAMME DE FINANCEMENT 2011 : 23,1 Md EUR émis au S1, soit 89% du budget 2011



3.8 PROPRIETES IMMOBILIERES ET EQUIPEMENTS

La valeur brute totale des immobilisations corporelles d'exploitation du groupe Société Générale s'élève au 30 juin 2011 à 23,4 Md EUR. Elle comprend principalement la valeur des terrains et constructions pour 4,5 Md EUR, des actifs de location simple des sociétés de financement spécialisés pour 12,8 Md EUR, et des autres immobilisations corporelles pour 6,1 Md EUR.

La valeur brute totale des immeubles de placement du groupe Société Générale s'élève au 30 juin 2011 à 644 M EUR.

La valeur nette des immobilisations corporelles d'exploitation et des immeubles de placement du groupe Société Générale s'élève à 14,7 Md EUR, soit seulement 1,27 % du total de bilan consolidé au 30 juin 2011. De fait, de par la nature des activités de Société Générale, les propriétés immobilières et les équipements représentent peu à l'échelle du Groupe.

3.9 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS A VENIR

Société Générale reste soumis aux risques habituels et propres à son activité tels que mentionnés dans le chapitre 9 du Document de Référence déposé le 4 mars 2011 et dans son actualisation déposée le 6 mai 2011.

La reprise de l'économie mondiale devrait se poursuivre au cours des six mois à venir, mais en restant dans l'ensemble molle, fragile et inégale. Par ailleurs, le renforcement des incertitudes s'explique par la persistance des tensions affectant les marchés de dettes publiques dans la périphérie de la zone euro, ainsi que par le fait que le compromis trouvé au Congrès sur le relèvement du plafond de la dette fédérale n'a pas complètement éliminé le risque d'une dégradation de la note souveraine des Etats-Unis. Plus spécifiquement, le Groupe pourrait être affecté par :

- la hausse des taux de défaut dans les pays du sud de l'Europe, notamment en Grèce, du fait de l'effet récessif des plans d'ajustement ;
- une extension de la crise au sein de la zone euro dans l'hypothèse où le plan de soutien à la Grèce (auquel les créanciers privés vont contribuer) ne réussirait pas à enrayer la contagion ; dans ce cas, les pays d'Europe centrale pourraient eux aussi être affectés ;
- un retournement à la baisse du marché du logement en France.

Le Groupe reste par ailleurs sensible à une éventuelle poursuite de la détérioration de l'immobilier résidentiel et commercial aux Etats-Unis et au risque de contrepartie sur monolines et CDPC.

3.10 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les « engagement retraites » de M. Jean-François Sammarcelli, M. Séverin Cabannes et de M. Bernardo Sanchez Incera, dont les mandats de Directeurs généraux Délégués ont été renouvelés par le Conseil d'administration du 24 mai 2011, ne sont pas modifiés. Ces engagements sont présentés en détail dans le Document de référence 2011. Le Président-Directeur général ne bénéficie plus, d'indemnité de départ, depuis le 24 mai 2011; il reste soumis à une clause de non-concurrence, dont la durée, sur proposition du Comité des rémunérations, a été fixée à 18 mois par le Conseil d'administration.

IV. CHAPITRE 5 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

4.1 ASSEMBLEE GENERALE DU 24 MAI 2011

■ Extrait du communiqué de presse du 24 mai 2011

Le quorum s'est établi à 60,49% contre 50,988 % en 2010 :

- 931 actionnaires étaient présents à l'Assemblée Générale.
- 1.704 actionnaires étaient représentés
- 8.191 actionnaires ont voté par correspondance
- 16.520 actionnaires, représentant moins de 4% du capital, ont donné pouvoir au Président.

Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées, notamment :

- Les comptes sociaux et consolidés de l'année 2010 ont été approuvés
- 3 administrateurs ont été renouvelés pour 4 ans : Messieurs Frédéric Oudéa, Anthony Wyand et Jean-Martin Folz.
- 2 nouveaux administrateurs ont été nommés pour 4 ans : Mesdames Kyra Hazou et Ana Maria Llopis Rivas.

4.2 CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GENERALE

■ Extrait du communiqué de presse du 24 mai 2011

A l'issue de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration a renommé M. Frédéric Oudéa, Président-Directeur général et M. Anthony Wyand, Vice-président, pour la durée de leur mandat d'administrateur. MM. Séverin Cabannes, Jean-François Sammarcelli et Bernardo Sanchez Incera, sur proposition de M. Oudéa, ont été renommés Directeurs généraux délégués pour cette même durée.

Les statuts ne prévoient pas de limitation particulière aux pouvoirs du Directeur général et des Directeurs généraux délégués. Les pouvoirs du Vice-président sont définis par le règlement intérieur du Conseil d'administration. MM. Oudéa, Cabannes, Sammarcelli, Sanchez Incera et Wyand exerceront leur mandat dans le respect des lois et règlements, du règlement intérieur du Conseil d'administration et de la charte de l'administrateur.

Les modalités de rémunération de MM. Oudéa, Cabannes, Sammarcelli et Sanchez Incera, telles que définies par le Conseil d'administration du 7 mars 2011, ont été reconduites. M. Wyand perçoit uniquement des jetons de présence dont les modalités de répartition inchangées sont fixées par le règlement intérieur du Conseil d'administration.

Les « engagements retraites » pour MM. Cabannes, Sammarcelli et Sanchez Incera ne sont pas modifiés. Le Président-Directeur général ne bénéficie d'aucune indemnité de départ ; il reste soumis à une clause de non-concurrence, dont la durée, sur proposition du Comité des rémunérations, a été fixée à 18 mois par le Conseil d'administration.

■ **Composition du Conseil d'administration depuis le 24 mai 2011**

Président Frédéric OUDEA
Vice-Président Anthony WYAND

Administrateurs

- Jean AZEMA
- Robert CASTAIGNE
- Michel CICUREL
- Jean-Martin FOLZ
- Kyra HAZOU
- Jean-Bernard LEVY
- Ana Maria LLOPIS RIVAS
- Élisabeth LULIN
- Gianemilio OSCULATI
- Nathalie RACHOU
- Luc VANDEVELDE

Administrateurs élus par les salariés

- France HOUSSAYE
- Patrick DELICOURT

Censeur Kenji MATSUO

■ **Composition des Comités du conseil**

Comité d'audit, de contrôle interne et des risques

Anthony WYAND, Président, Robert CASTAIGNE, Élisabeth LULIN, Gianemilio OSCULATI, Nathalie RACHOU.

Comité des rémunérations

Jean-Martin FOLZ, Président, Michel CICUREL, Luc VANDEVELDE, Anthony WYAND.

Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise

Jean-Martin FOLZ, Président, Michel CICUREL, Luc VANDEVELDE, Anthony WYAND et Frédéric OUDEA.

V. CHAPITRE 9 : GESTION DES RISQUES

5.1 EXPOSITIONS SOUVERAINES AU 31 DECEMBRE 2010 UTILISEES DANS LE CADRE DU STRESS TEST EBA

5.1.1 CANEVAS DE COMMUNICATION EBA (COMMUNIQUE DE PRESSE DU 15 JUILLET 2011)

FONDS PROPRES DE LA SOCIETE GENERALE – MISE A JOUR DES RESULTATS DU TEST DE RESISTANCE REALISE DANS L'ENSEMBLE DE L'UE

Société Générale a été soumise au test de résistance effectué à l'échelle de l'UE par l'Autorité bancaire européenne (ABE), en coopération avec l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP), la Banque centrale européenne (BCE), la Commission européenne (CE) et le Conseil européen du risque systémique (CERS).

Société Générale prend acte de l'annonce effectuée ce jour par l'ABE et l'ACP relative au test de résistance européen et souscrit pleinement aux résultats de cet exercice.

L'exercice, mené sur 91 banques représentant plus de 65 % du total des actifs bancaires de l'UE, a pour objectif d'évaluer la solidité des banques européennes en cas de chocs sévères et leur solvabilité face à des scénarios de stress sous certaines conditions restrictives.

Les hypothèses et la méthodologie ont été établies pour évaluer le niveau d'adéquation des fonds propres des banques par rapport à un ratio de référence de fonds propres durs (Core Tier 1) de 5 % et ont vocation à rétablir la confiance dans la solidité des banques soumises au test. Le scénario adverse a été défini par la BCE et couvre un horizon de deux ans (2011-2012). Le test de résistance a été effectué en retenant une hypothèse de bilan statique arrêté en décembre 2010. Il ne prend pas en compte les futures stratégies d'entreprise et mesures de gestion et ne constitue pas une prévision des bénéfices de Société Générale.

Sous l'effet du choc retenu pour la simulation, le ratio de fonds propres durs consolidés (Core Tier 1) de Société Générale s'établirait à 6.6% en 2012 dans le scénario adverse, au lieu de 8.1% à fin 2010.

Présentation détaillée des résultats observés pour Société Générale:

Les résultats du test de résistance européen et les faiblesses identifiées, qui seront communiqués au marché, doivent se traduire par des mesures qui permettront d'améliorer la solidité du système financier. Au terme de l'exercice mené à l'échelle de l'UE, les résultats font apparaître que Société Générale satisfait aux exigences en fonds propres retenues aux fins du test de résistance. La banque continuera de s'employer à maintenir le niveau de fonds propres approprié.

A ce jour, la prise en compte des résultats solides du premier trimestre 2011, du succès de l'option de paiement du dividende en actions et de l'augmentation du capital liée au plan mondial d'actionnariat salarié du Groupe renforcerait le ratio Core Tier 1 2012 de l'EBA dans le scénario adverse de 0.50%. Par ailleurs, les gains sécurisés via la réduction du portefeuille géré en extinction du Groupe – mais non pris en compte dans l'exercice de l'EBA du fait de l'hypothèse de bilan statique – permettraient d'ajouter un montant supplémentaire de 0.40% au Core Tier 1 2012 de l'EBA en scénario adverse.

Société Générale est confiante que sa solide capacité de génération organique de capital et la réduction proactive de son portefeuille d'actifs gérés en extinction lui permettront de continuer à renforcer ses fonds propres en vue d'atteindre un niveau de Core Tier One selon les règles de Bâle 3 supérieur ou égal à 9% en 2013.

Notes

Les résultats détaillés du test de résistance mené dans le cadre du scénario central et du scénario adverse ainsi que les informations sur l'exposition au risque de crédit de Société Générale et sur les expositions aux administrations centrales et locales figurent dans les tableaux en annexe établis sous le format commun fourni par l'ABE.

Le test de résistance a été effectué en utilisant la méthodologie commune de l'ABE et sur la base d'hypothèses communes (bilan constant, traitement uniforme des expositions à la titrisation, notamment) publiées dans la Note méthodologique de l'ABE. Par conséquent, les informations relatives au scénario central ne sont fournies qu'à des fins de comparaison. Le scénario central et le scénario adverse ne doivent en aucune manière être interprétés comme une prévision concernant la banque ou être directement comparés à d'autres informations publiées par la banque.

Pour plus de détails sur les scénarios, les hypothèses et la méthodologie, consulter le site de l'ABE à l'adresse suivante : <http://www.eba.europa.eu/EU-wide-stress-testing/2011.aspx>

5.1.2 RESULTATS DU TEST DE RESISTANCE EBA (COMMUNIQUE DE PRESSE DU 15 JUILLET 2011)

Société Générale salue l'initiative menée par l'EBA visant à tester la solidité financière de l'industrie bancaire européenne.

Les résultats présentés ci-après sont conformes aux directives méthodologiques et définitions spécifiques à l'EBA. Par conséquent, l'attention du lecteur est attirée sur le fait que certaines données pourraient être significativement différentes de celles publiées dans les Eléments financiers 2010 du Groupe Société Générale, lesquelles sont conformes aux normes et définitions de la directive CRD.

Les simulations pour les années 2011 et 2012, y compris dans le scénario de base, doivent être considérées comme des données indicatives résultant d'hypothèses conçues par l'EBA, et ne constituent en aucun cas une indication de prévisions.

Le ratio Core Tier 1 Capital de Société Générale, issu de la méthodologie de l'EBA, s'établirait à fin 2012 dans le scénario adverse à 6.6%, à comparer à un seuil de 5%.

A ce jour, la prise en compte des résultats solides du premier trimestre 2011, du succès de l'option de paiement du dividende en actions et de l'augmentation du capital liée au plan mondial d'actionnariat salarié du Groupe renforcerait le ratio Core Tier 1 2012 de l'EBA dans le scénario adverse de 0.50%. Par ailleurs, les gains sécurisés via la réduction du portefeuille géré en extinction du Groupe – mais non pris en compte dans l'exercice de l'EBA du fait de l'hypothèse de bilan statique – permettraient d'ajouter un montant supplémentaire de 0.40% au Core Tier 1 2012 de l'EBA en scénario adverse.

Société Générale est confiante que sa solide capacité de génération organique de capital et la réduction proactive de son portefeuille d'actifs gérés en extinction lui permettront de continuer à renforcer ses fonds propres en vue d'atteindre un niveau de Core Tier One selon les règles de Bâle 3 supérieur ou égal à 9% en 2013.

Pour plus de détails sur les résultats du stress test pour Société Générale et le canevas de communication EBA : <http://www.investisseur.socgen.com/>

5.1.3 TEMPLATE : RESULTATS DU TEST DE RESISTANCE REALISE DANS L ENSEMBLE DE L'UE (DISPONIBLE EN ANGLAIS UNIQUEMENT)

Voir annexe 1, page 132

Ce document constitue l'annexe mentionnée au paragraphe 5.1.1 « Notes » .

Il est disponible en anglais uniquement et est reproduit intégralement dans l'annexe de la présente actualisation du document de référence.

Le tableau ci-après synthétise les expositions du Groupe sur le risque souverain en portefeuille bancaire et de négociation, établies selon la méthodologie définie par l'autorité Bancaire Européenne (ABE).

Pays	Exposition nettes		
		dont portefeuille bancaire	dont portefeuille de négociation
Autriche	636	304	331
Belgique	1 582	292	1 289
Bulgarie	146	146	0
Chypre	2	0	2
République tchèque	4 067	3 128	938
Danemark	40	0	40
Estonie	0	0	0
Finlande	233	1	232
France	13 501	10 168	3 333
Allemagne	6 770	388	6 382
Grèce	2 651	2 402	249
Hongrie	347	13	334
Islande	0	0	0
Irlande	442	302	140
Italie	3 341	2 437	905
Lettonie	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0
Lituanie	14	0	14
Luxembourg	95	95	0
Malte	0	0	0
Pays-Bas	907	224	683
Norvège	0	0	0
Pologne	2 079	655	1 424
Portugal	631	210	421
Roumanie	3 477	3 475	3
Slovaquie	349	184	165
Slovénie	309	251	58
Espagne	2 220	1 263	958
Suède	161	100	61
Royaume Uni	1 226	647	580
Etats-Unis	5 628	4 381	1 247
Japon	2 246	2 009	237
Autres pays non émergents, hors espace économique européen	3 425	1 731	1 694
Asie	797	638	159
Amérique centrale et du sud	975	581	394
Europe de l'Est hors espace économique européen	2 137	2 076	61
Autres	6 956	6 956	0

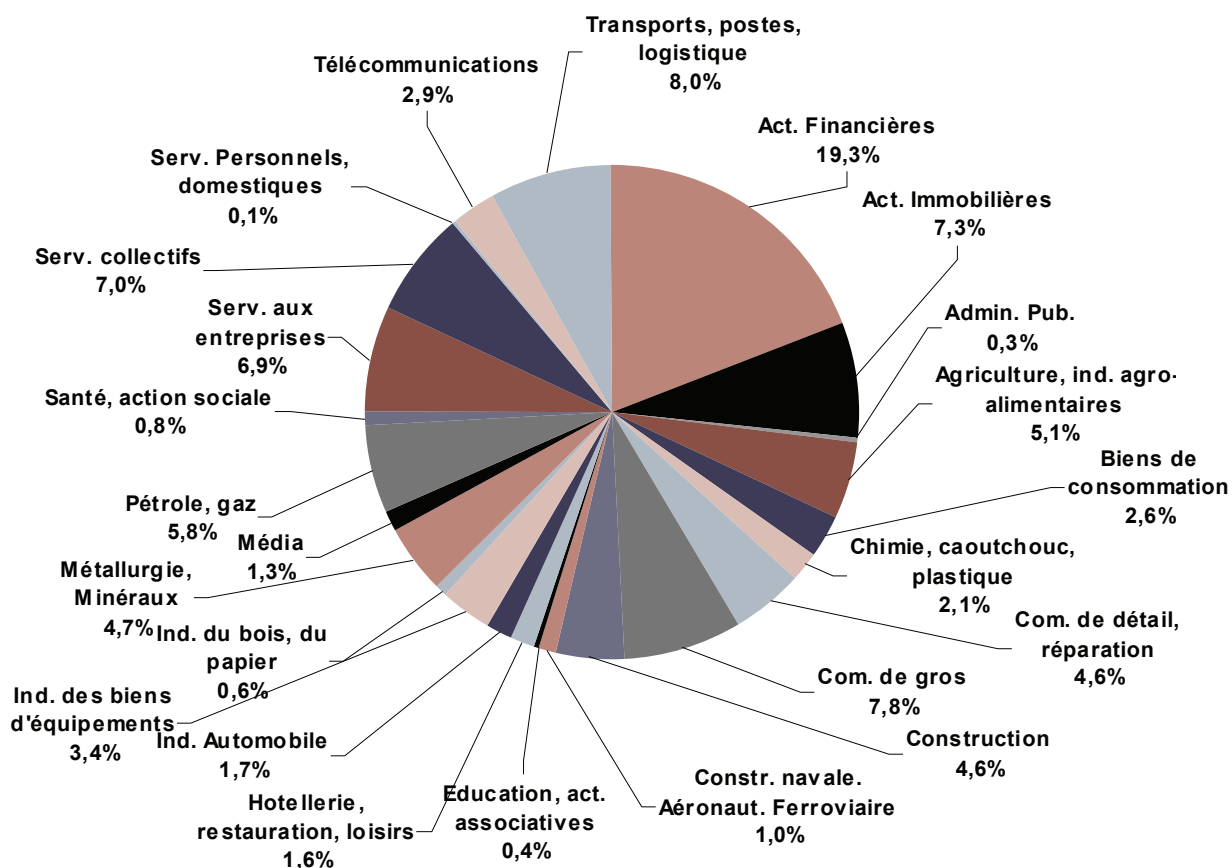
5.2 ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE CREDIT : ENCOURS RISQUE DE CREDIT

Au 30 juin 2011, les crédits (bilan + hors-bilan, hors immobilisations, titres de participations et comptes de régularisation) accordés par le groupe Société Générale à l'ensemble de ses clients représentent une exposition en cas de défaut de 753 Md EUR (dont 572 Md EUR d'encours au bilan).

L'EAD (Exposure at Default) représente l'exposition en cas de défaut. Elle additionne la partie des prêts qui a été tirée et convertit les engagements hors-bilan au moyen du facteur de conversion de crédit pour calculer l'exposition inscrite au bilan au moment de la défaillance de la contrepartie.

Les engagements du Groupe sur ses dix premières contreparties *Corporate* représentent 5 % de ce portefeuille.

■ Ventilation sectorielle des encours Corporate du Groupe au 30.06.2011 (portefeuille bâlois entreprises, soit 301 Md EUR d'EAD)⁽¹⁾



Le portefeuille Corporate (Grandes Entreprises, PME et Financements spécialisés) présente une bonne diversification sectorielle, globalement en ligne avec la structure du PIB mondial. Un seul secteur représente plus de 10% du total des encours du Groupe

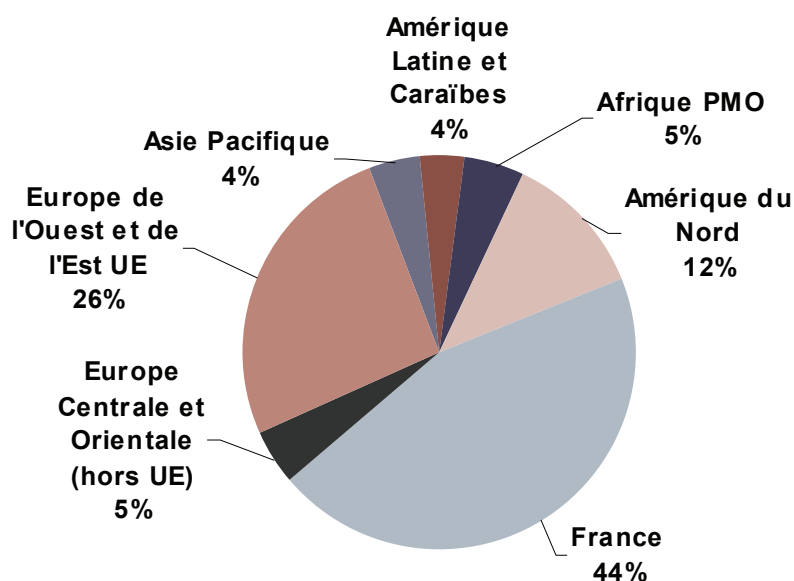
⁽¹⁾ * EAD Bilan + Hors bilan sur le portefeuille Entreprises au sens bâlois (Grandes entreprises y compris Assurances, Fonds et Hedge funds, PME, financements spécialisés).

Totalité du risque crédit (risque débiteur, émetteur et de remplacement, tous portefeuilles, hors Immobilisations et comptes de régularisation)

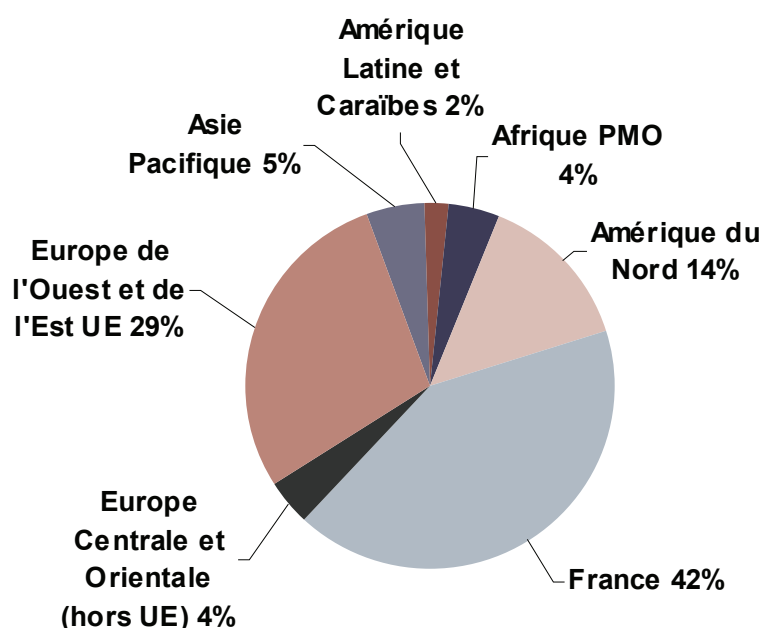
(activités financières) et s'explique notamment par la présence dans le portefeuille bâlois Grandes Entreprises des fonds et assurances.

■ **Ventilation géographique des encours risque de crédit du Groupe au 30.06.2011 (toutes clientèles confondues)**

ENGAGEMENTS BILAN (soit 572 Md EUR d'EAD⁽²⁾) :



ENGAGEMENTS BILAN + HORS - BILAN (soit 753 Md EUR d'EAD⁽²⁾) :



⁽²⁾ Totalité du risque crédit (risque débiteur, émetteur et de remplacement, tous portefeuilles, hors Immobilisations, Titres de participations et comptes de régularisation)

5.3 INFORMATIONS FINANCIERES SPECIFIQUES – RECOMMANDATIONS DU FSF EN MATIERE DE TRANSPARENCE FINANCIERE

CDO NON COUVERTS EXPOSÉS À L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL AUX ETATS-UNIS

En Md EUR	CDO Tranches super senior & senior	
	Portefeuilles prêts et créances	Portefeuilles Trading
Exposition brute au 31.03.11 (1)	5,27	3,05
Exposition brute au 30.06.11 (1) (2)	5,15	2,45
Nature des sous-jacents	high grade / mezzanine (4)	high grade / mezzanine (4)
Point d'attachement au 31.03.11	12%	6%
Point d'attachement au 30.06.11 (3)	12%	5%
Au 30.06.11		
% d'actifs subprime sous-jacents	46%	62%
dont originé en 2004 et avant	6%	23%
dont originé en 2005	29%	33%
dont originé en 2006	7%	1%
dont originé en 2007	3%	4%
% d'actifs Mid-prime & Alt-A sous-jacents	10%	6%
% d'actifs Prime sous-jacents	15%	12%
% d'autres actifs sous-jacents	30%	19%
Stock de pertes de valeur et dépréciations (Flux au T2-11)	-1,75 <i>(dont 0 au T2-11)</i>	-1,88 <i>(dont -0,07 au T2-11)</i>
Stock de provisions pour risque de crédit (Flux au T2-11)	-1,70 <i>(dont -0,1 au T2-11)</i>	—
% total de décotés des CDO au 30.06.11	67%	77%
Exposition nette au 30.06.11 (1)	1,70	0,57

Les expositions classées en **AFS** (expositions brutes de 0,01 Md EUR) étant totalement dépréciées en coût du risque, ont été sorties du reporting.

(1) Expositions au cours de clôture.

(2) Sur le portefeuille prêts et créances, la baisse de l'exposition par rapport au 31.03.2011 est due principalement à l'effet change. Sur le portefeuille Trading, outre l'effet change, la baisse correspond principalement à la sortie du périmètre de deux CDO suite à leur démantèlement.

(3) La variation des points d'attachement résulte :

- à la hausse, de remboursements anticipés au pair

- à la baisse, du défaut de certains actifs sous-jacents

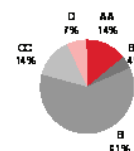
(4) 29% de l'exposition brute classée en « prêts et créances » et 50% de l'exposition brute classée en trading portent sur des sous-jacents mezzanine.

PROTECTIONS ACQUISES POUR COUVRIR DES EXPOSITIONS SUR CDO ET AUTRES ACTIFS

■ Après d'assureurs monolines

En Md EUR	Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur	Juste valeur de la protection après ajustements de valeur	Juste valeur des instruments couverts	Montant notional brut de instruments couverts	Montant notional brut de la protection acquise
Protections acquises auprès de monolines					
Sur des CDO "marché résidentiel US"	1,04	0,98	0,99	1,97	1,97
Sur des CDO "hors marché résidentiel US"	0,22	0,28	1,30	1,98	1,98
Sur des CLO de Crédits Corporate	0,20	0,32	5,86	6,18	6,18
Sur des financements "drama structure" & autres financements structrés	0,19	0,19	1,16	1,38	1,29
Autres risques de remplacement	0,21	0,22			
Juste valeur de la protection nette de couverture et avant ajustements de valeur	1,86	1,89			
Nominal de « couvertures » achetées	-0,97	-1,10			
Juste valeur de la protection nette de couverture et avant ajustements de valeur	0,89	0,89			
Ajustements de valeur au titre du risque de crédit sur monolines (compabilisés sur la protection)	-0,60	-0,59			
Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur monoline	0,29	0,30			
Taux de couverture global sur juste valeur	88%	85%			

Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur au 30.06.11



Notation retenue la plus basse émise par Moody's ou S&P au 30.06.2011

AA : Assured Guaranty

BB : Radian, Syncora Capital Assurance

B : MBI

CC : CIFG

D : Ambac

- Les CLO de Crédits Corporate sont valorisés au prix du marché depuis le T2-11

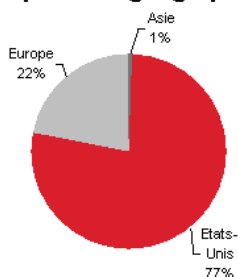
■ Après d'autres institutions financières

- Juste valeur des protections acquises d'autres grandes institutions financières (assureurs multilines et banques internationales) : 0,08 Md EUR correspondant principalement à des « corporate bonds » et à des couvertures de CDO de RMBS structurés jusqu'à fin 2005.
- Autres risques de remplacement (CDPC) : exposition résiduelle nette de 0,08 Md EUR (pour un nominal de 2,82 Md EUR) après prise en compte d'ajustements de valeur au titre du risque de crédit de 0,01 Md EUR.

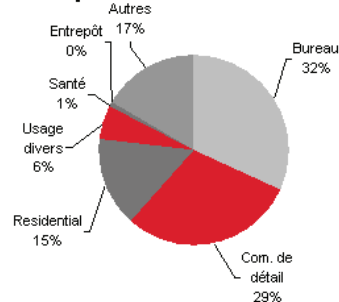
EXPOSITION CMBS⁽¹⁾

En Md EUR	31.03.2011	30.06.2011					T2-11		
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3)		% AAA (4)	% AA & A (4)	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	% exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	0,09	0,20	0,29	69%	23%	20%	- 0,00	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,16	0,18	0,24	72%	8%	46%	0,00	-	- 0,00
Portefeuille d'actifs de prêts	5,78	5,47	5,92	92%	56%	33%	0,07	- 0,02	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	0,04	0,04	0,04	96%	32%	48%	-	-	-
TOTAL	6,07	5,89	6,51	91%	53%	33%	0,07	- 0,02	- 0,00

Répartition géographique (4)



Répartition sectorielle (4)



- (1) Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après
 (2) Net de couverture et de perte de valeur
 (3) Capital restant à courir des actifs avant couverture
 (4) En % du capital restant à courir

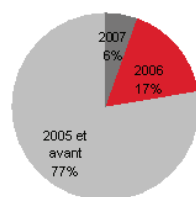
EXPOSITION À L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL AMÉRICAIN : PRÊTS RÉSIDENTIELS ET RMBS

- Société Générale n'a pas d'activité d'origination de prêts résidentiels aux Etats-Unis
- RMBS « US »⁽¹⁾

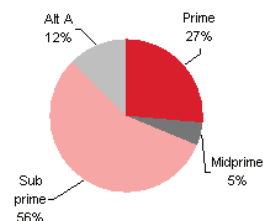
En Md EUR	31.03.2011	30.06.2011					T2-11		
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3)		% AAA (4)	% AA & A (4)	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	% exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	-	0,10	0,15	66%	100%	0%	- 0,00	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,53	0,80	1,68	49%	2%	9%	0,01	- 0,01	- 0,03
Portefeuille d'actifs de prêts	0,48	0,45	0,54	84%	4%	11%	0,00	- 0,00	-
TOTAL	1,01	1,36	2,36	57%	9%	9%	0,01	- 0,01	- 0,03

- (1) Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après
 (2) Net de couverture et de perte de valeur
 (3) Capital restant à courir des actifs avant couverture
 (4) En % du capital restant à courir

Répartition des actifs subprime par millésime⁽⁴⁾



Répartition du portefeuille de RMBS par type⁽⁴⁾



Note : Société Générale détient un portefeuille de prêts mid-prime repris à l'occasion du défaut d'un originateur 0,16 Md EUR en banking book net de dépréciations)

EXPOSITIONS À L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL EN ESPAGNE ET AU ROYAUME-UNI

- Société Générale n'a pas d'activité d'origination en Espagne et au Royaume-Uni
- RMBS « Espagne »⁽¹⁾

En Md EUR	31.03.2011	30.06.2011					T2-11		
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3)		% AA A (4)	% AA & A (4)	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	% exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	0,01	0,01	0,02	33%	60%	0%	- 0,00	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,10	0,09	0,15	62%	21%	59%	-	-	- 0,01
Portefeuille d'actifs de prêts	0,23	0,21	0,26	89%	13%	83%	0,00	-	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	0,01	0,01	0,01	100%	0%	0%	-	-	-
TOTAL	0,34	0,32	0,44	73%	18%	69%	- 0,00	-	- 0,01

- RMBS « Royaume-Uni »⁽¹⁾

En Md EUR	31.03.2011	30.06.2011					T2-11		
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3)		% AAA (4)	% AA & A (4)	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	% exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	0,05	0,05	0,11	79%	14%	74%	- 0,01	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,08	0,08	0,12	69%	18%	61%	-	-	-
Portefeuille d'actifs de prêts	0,07	0,07	0,08	89%	89%	11%	-	-	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	0,20	0,23	0,31	79%	34%	53%	- 0,01	-	-

(1) Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après

(2) Net de couverture et de perte de valeur

(3) Capital restant à courir des actifs avant couverture

(4) En % du capital restant à courir

DÉRIVÉS DE CRÉDIT EXOTIQUES

- Portefeuille d'activités lié à une activité client

- Commercialisation auprès d'investisseurs de titres indexés sur le crédit de portefeuilles composés d'ABS
- Couverture de la protection de crédit ainsi générée dans les livres SG par achat du portefeuille d'ABS sous-jacents et vente d'indices
- Gestion dynamique de la couverture en fonction de l'évolution des spreads de crédit par ajustement du portefeuille d'ABS détenus, des positions sur indices et des titres commercialisés

Exposition nette en équivalent 5 ans long risque (en M EUR)

En M EUR	31.03.2011	30.06.2011
ABS américains	-52	-266
RMBS (1)	15	-3
dont Prime	-12	-7
dont Midprime	-26	-24
dont Subprime	53	28
CMBS (2)	-141	-321
Autres	74	58
ABS européens	0	0
Total	-52	-266

- Position nette en équivalent 5 ans : -266 M EUR

- 0.3 Md EUR de titres cédés sur le T2-11
- Prise en compte partielle des couvertures monolines à hauteur de 46% pour tenir compte de la dégradation de leur qualité de crédit (stable vs T1-11)
- Portefeuille résiduel composé à 33% de titres notés A et au dessus

(1) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 22 M EUR dont 0 M EUR Prime, 6 M EUR Midprime et 15 M EUR Subprime

(2) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 0,4 Md EUR

5.4 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX

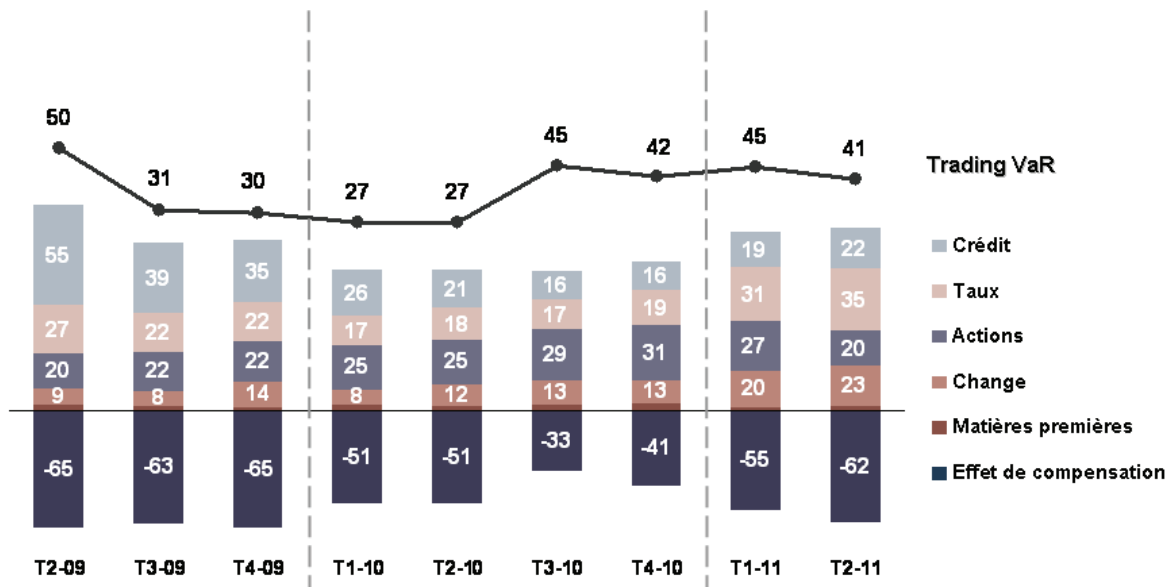
	31/12/2010	31/03/2011	30/06/2011
Créances brutes en Md EUR *	426,0	429,9	434,0
<i>Créances douteuses en Md EUR *</i>	<i>23,1</i>	<i>23,0</i>	<i>23,5</i>
<i>Sûretés relatives aux encours dépréciés en Md EUR *</i>	<i>4,1</i>	<i>3,8</i>	<i>3,6</i>
Engagements provisionnables en Md EUR *	19,0	19,2	19,9
<i>Engagements provisionnables / Créances brutes *</i>	<i>4,5%</i>	<i>4,5%</i>	<i>4,6%</i>
Provisions spécifiques en Md EUR *	12,5	12,6	12,8
<i>Provisions spécifiques / Engagements provisionnables *</i>	<i>66%</i>	<i>66%</i>	<i>64%</i>
Provisions base portefeuille en Md EUR *	1,2	1,3	1,3
<i>Provisions globales / Engagements provisionnables *</i>	<i>72%</i>	<i>72%</i>	<i>71%</i>

* Hors actifs gérés en extinction.

5.5 EVOLUTION DE LA VAR DE TRADING

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros :

Moyenne trimestrielle trading VaR, 1 jour, 99% (En M EUR)



Depuis le 01/01/2008, le périmètre de la VaR de crédit exclut des positions de CDO hybrides maintenant traités prudemment en banking book.

5.6 RISQUES JURIDIQUES

- Après une enquête de l'Etat belge sur des fraudes fiscales qui auraient été commises, depuis 1997, en Belgique, par des acheteurs de certaines catégories de sociétés, cet Etat et le liquidateur de quelques-unes de ces sociétés ont mis en cause les divers participants à ces acquisitions pour tenter de récupérer le montant de l'impôt éludé ou d'obtenir des dommages - intérêts. Société Générale et l'une de ses filiales ont ainsi été mis en cause à raison de l'intervention, comme conseil des acheteurs, d'un salarié de Société Générale, depuis décédé, qui avait dissimulé la poursuite de son activité de conseil pour ce type de société malgré l'interdiction qui lui en avait été faite, il y a plusieurs années, par son supérieur hiérarchique, après que les risques liés à ces opérations ont été identifiés. Société Générale a coopéré sans réserve à l'enquête de l'Etat belge. Cette enquête a donné lieu à l'ouverture d'une procédure pénale.

Depuis lors, Société Générale et l'Etat Belge ont conclu des transactions pour un montant total de 31,56 M EUR. Société Générale et sa filiale qui ont également pleinement coopéré avec les autorités judiciaires ont, aussi, conclu une transaction avec le Procureur du Roi en vue de mettre fin à la procédure pénale.

- Société Générale Algérie (SGA) et plusieurs de ses responsables d'agence sont poursuivis pour infraction à la législation locale sur les changes et les transferts de capitaux avec l'étranger. Il est reproché aux prévenus de n'avoir pas fait de déclarations complètes ou exactes à la Banque d'Algérie sur les mouvements de capitaux liés à des exportations ou importations effectuées par les clients de SGA. Les faits ont été révélés au cours d'enquêtes de la Banque d'Algérie qui s'est, ensuite, constituée partie civile. SGA et ses agents ont été condamnés dans certaines procédures pour 97,5 MEUR et mis hors de cause dans d'autres. La cour suprême vient de casser les décisions de condamnation et renvoyer ces mêmes affaires devant les cours d'appel pour qu'il soit à nouveau statué. Elle a, par ailleurs, confirmé définitivement les mises hors de cause. Il lui reste à se prononcer dans deux dernières affaires.

- Société Générale et d'autres institutions financières ont reçu des demandes d'information de la part d'autorités de contrôle américaines ou européennes dans le cadre d'enquêtes portant, d'une part, sur des soumissions présentées à l'Association des banques britanniques en vue de la détermination de certains taux LIBOR (London Interbank Offered Rates), et portant, d'autre part, sur des opérations de dérivés indexées sur ces mêmes taux. Société Générale coopère pleinement avec ces autorités. Par ailleurs, Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont été assignés aux Etats-Unis dans le cadre d'une action de groupe (« class action »). Il leur est reproché d'avoir notamment enfreint la loi antitrust et le Commodity Exchange Act américains à l'occasion d'une part, de la fixation du taux LIBOR US Dollar et d'autre part d'opérations de dérivés indexées sur ce taux. Aucun délai n'est encore fixé pour répondre à cette mise en cause.

5.7 RATIOS REGLEMENTAIRES

■ Gestion des ratios prudentiels

Au cours du deuxième trimestre 2011, Société Générale n'a procédé à aucune nouvelle émission subordonnée dans le cadre de la gestion de ses ratios prudentiels.

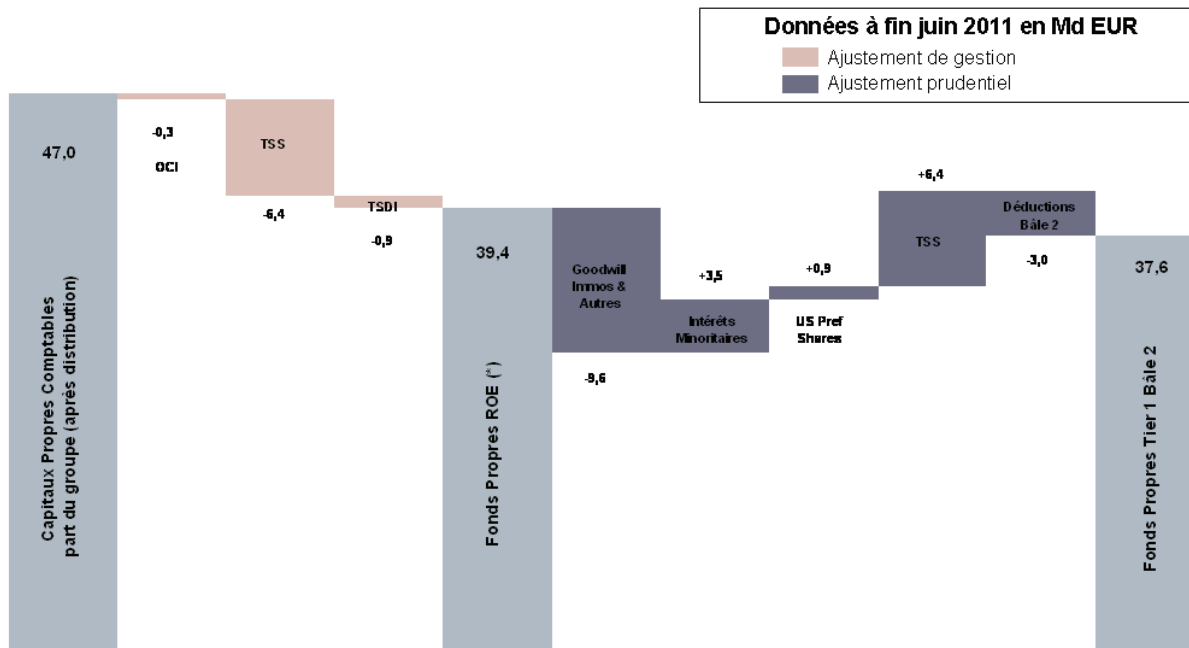
En avril 2011, le Groupe a remboursé à première date de call l'émission de titres subordonnés - Lower Tier 2 mise en place en avril 2006 pour un montant de 50 MEUR.

■ Extrait de la présentation du 3 août 2011 : Résultats du deuxième trimestre 2011 (et annexes)

ENCOURS PONDÉRÉS DES RISQUES BÂLE II À FIN JUIN 2011 (EN Md EUR)

	Crédit	Marché	Opérationnel	Total
Réseaux France	81,1	0,1	3,2	84,4
Réseaux Internationaux	68,4	0,2	4,0	72,6
Banque de Financement et d'Investissement	67,9	12,0	29,2	109,1
Services Financiers Spécialisés et Assurances	39,8	0,0	2,4	42,2
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	11,0	0,8	3,4	15,2
Hors Pôles	4,4	0,2	4,8	9,4
Total Groupe	272,6	13,3	47,0	333,0

CALCUL DES FONDS PROPRES ROE ET TIER 1



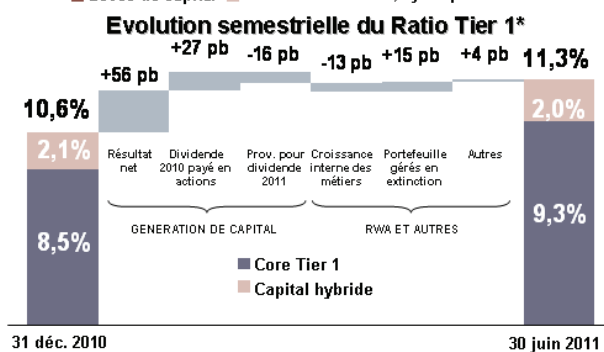
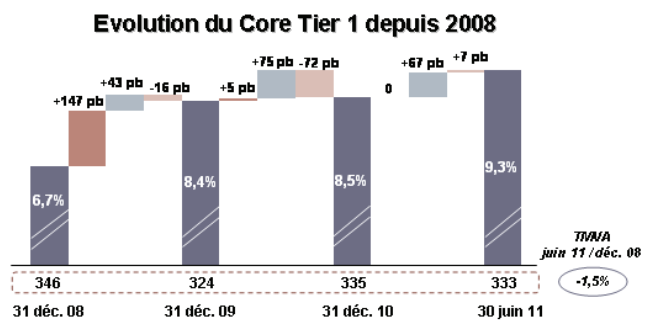
(*) Donnée fin de période; le ROE est calculé à partir de la moyenne des fonds propres fin de période

POURSUITE DU RENFORCEMENT DU RATIO CORE TIER 1

- Baisse des encours pondérés (333,0 Md EUR, -0,5% / fin décembre 2010)
 - Croissance sélective des crédits
 - Gestion prudente des risques de marché
 - Cessions et amortissements des positions d'actifs gérés en extinction
- Forte génération de capital
 - Incorporation des résultats S1-11
 - Succès de la souscription au paiement du dividende en actions (68%)

↳ Ratios* Tier 1 de 11,3%
Core Tier 1 de 9,3% à fin juin 2011, soit +0,7 pts au S1-11

* Hors effet du floor -18pb sur le ratio Tier 1 au 30/6/2011



VI. CHAPITRE 10 : ELEMENTS FINANCIERS

6.1 ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2011

SOMMAIRE DES ETATS FINANCIERS

Bilan consolidé	
Compte de résultat consolidé	
Evolution des capitaux propres	
Tableau des flux de trésorerie	
Note 1	Principes comptables
Note 2	Evolution du périmètre de consolidation
Note 3	Instruments financiers affectés par la crise financière
Note 4	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat
Note 5	Actifs financiers disponibles à la vente
Note 6	Prêts et créances sur les établissements de crédit
Note 7	Prêts et créances sur la clientèle
Note 8	Dettes envers les établissements de crédit
Note 9	Dettes envers la clientèle
Note 10	Dettes représentées par un titre
Note 11	Provisions et dépréciations
Note 12	Exposition au risque souverain sur les pays ayant fait l'objet d'un plan de soutien de l'Union européenne
Note 13	Actions ordinaires Société Générale, actions détenues en propre, actions détenues par le personnel et instruments de capitaux propres émis
Note 14	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Note 15	Produits et charges d'intérêts
Note 16	Produits et charges de commissions
Note 17	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat
Note 18	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente
Note 19	Frais de personnel
Note 20	Plans d'avantages en actions
Note 21	Coût du risque
Note 22	Impôts sur les bénéfices
Note 23	Résultat par action
Note 24	Information sectorielle

Bilan consolidé

Actif

(En M EUR)		IFRS	
		30.06.2011	31.12.2010
Caisse, Banques centrales		36 612	14 081
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Note 4	430 974	455 160
Instruments dérivés de couverture		7 411	8 162
Actifs financiers disponibles à la vente	Note 5	119 791	103 836
Prêts et créances sur les établissements de crédit	Note 6	76 734	70 268
Prêts et créances sur la clientèle	Note 7	376 004	371 898
Opérations de location financement et assimilées		28 796	29 115
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		1 420	2 376
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		1 789	1 882
Actifs d'impôts		5 081	5 445
Autres actifs		46 276	43 506
Actifs non courants destinés à être cédés		333	64
Participation aux bénéfices différée	Note 11	1 217	1 068
Participations dans les entreprises mises en équivalence		1 984	1 968
Immobilisations corporelles et incorporelles		16 304	15 812
Ecarts d'acquisition		7 282	7 431
Total		1 158 008	1 132 072

Bilan consolidé (suite)

Passif

(En M EUR)		IFRS	
		30.06.2011	31.12.2010
Banques centrales		4 003	2 778
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Note 4	351 221	358 963
Instruments dérivés de couverture		9 127	9 267
Dettes envers les établissements de crédit	Note 8	85 188	77 311
Dettes envers la clientèle	Note 9	341 394	337 447
Dettes représentées par un titre	Note 10	158 470	141 385
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		375	875
Passifs d'impôts		1 212	1 343
Autres passifs		57 057	55 003
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		21	6
Provisions techniques des entreprises d'assurance	Note 11	84 895	82 670
Provisions	Note 11	2 068	2 026
Dettes subordonnées		10 875	12 023
Total dettes		1 105 906	1 081 097
CAPITAUX PROPRES			
Capitaux propres part du Groupe			
Capital souscrit		963	933
Instruments de capitaux propres et réserves liées		25 023	24 021
Réserves consolidées		20 445	18 106
Résultat de l'exercice		1 663	3 917
Sous-total		48 094	46 977
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Note 14	(536)	(556)
Sous-total Capitaux propres part du Groupe		47 558	46 421
Participations ne donnant pas le contrôle		4 544	4 554
Total capitaux propres		52 102	50 975
Total		1 158 008	1 132 072

Compte de résultat consolidé

(En M EUR)		IFRS		
		30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Intérêts et produits assimilés	Note 15	15 101	28 294	14 065
Intérêts et charges assimilées	Note 15	(8 893)	(16 324)	(7 569)
Dividendes sur titres à revenu variable		160	318	99
Commissions (produits)	Note 16	5 149	10 038	4 983
Commissions (charges)	Note 16	(1 356)	(2 553)	(1 306)
Résultat net des opérations financières		2 361	5 374	2 431
<i>dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	Note 17	2 299	5 341	2 409
<i>dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	Note 18	62	33	22
Produits des autres activités		10 484	19 662	10 142
Charges des autres activités		(9 884)	(18 391)	(9 585)
Produit net bancaire		13 122	26 418	13 260
Frais de personnel	Note 19	(4 952)	(9 559)	(4 728)
Autres frais administratifs		(3 203)	(6 053)	(2 880)
Dotations aux amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles		(462)	(933)	(458)
Résultat brut d'exploitation		4 505	9 873	5 194
Coût du risque	Note 21	(2 063)	(4 160)	(2 142)
Résultat d'exploitation		2 442	5 713	3 052
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		78	119	58
Gains ou pertes nets sur autres actifs		64	11	-
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition		-	1	-
Résultat avant impôts		2 584	5 844	3 110
Impôts sur les bénéfices	Note 22	(687)	(1 542)	(806)
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 897	4 302	2 304
Participations ne donnant pas le contrôle		234	385	157
Résultat net part du Groupe		1 663	3 917	2 147
Résultat par action ordinaire	Note 23	2,05	4,96	2,75
Résultat dilué par action ordinaire	Note 23	2,04	4,94	2,74

Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En M EUR)	IFRS		
	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Résultat net	1 897	4 302	2 304
Ecart de conversion	(556)	925	1 537
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	693	78	(178)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	78	(125)	(201)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	(1)	5	5
Impôts	(171)	(34)	42
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres Note 14	43	849	1 205
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 940	5 151	3 509
Dont part du Groupe	1 683	4 640	3 256
Dont participations ne donnant pas le contrôle	257	511	253

Evolution des capitaux propres

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Cf. note 13)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle (Cf. note 13)	Capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées (Cf. note 13)	Elimination des titres auto-détenus		Ecarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impact impôt					
<i>(En M EUR)</i>													
Capitaux propres au 31 décembre 2009	925	25 059	(1 515)	19 014	(1 149)	(635)	260	245	42 204	4 664	(30)	4 634	46 838
Augmentation de capital	3	77							80			-	80
Elimination des titres auto-détenus			152	(163)					(11)			-	(11)
Emissions d'instruments de capitaux propres		(12)		87					75	(500)		(500)	(425)
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		33							33	-		-	33
Distribution S1 2010				(480)					(480)	(236)		(236)	(716)
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires				(5)					(5)	(25)		(25)	(30)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	3	98	152	(561)	-	-	-	-	(308)	(761)	-	(761)	(1 069)
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres						(52)	(201)		(253)		(38)	(38)	(291)
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat						(77)	-		(77)		(11)	(11)	(88)
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat								39	39		3	3	42
Ecarts de conversion et autres variations				(1)	1 395				1 394		142	142	1 536
Résultat S1 2010				2 147					2 147	157		157	2 304
Sous-total	-	-	-	2 146	1 395	(129)	(201)	39	3 250	157	96	253	3 503
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence						5	-	-	5			-	5
Capitaux propres au 30 juin 2010	928	25 157	(1 363)	20 599	246	(759)	59	284	45 151	4 060	66	4 126	49 277
Augmentation de capital	5	153							158			-	158
Elimination des titres auto-détenus			28	(3)					25			-	25
Emissions d'instruments de capitaux propres		(4)		88					84			-	84
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		50							50	-		-	50
Distribution S2 2010				(213)					(213)	(47)		(47)	(260)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle				(222)					(222)	218		218	(4)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	5	199	28	(350)	-	-	-	-	(118)	171	-	171	53
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres						504	77		581		50	50	631
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat						(285)	-		(285)		(14)	(14)	(299)
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat								(76)	(76)		3	3	(73)
Ecarts de conversion et autres variations				4	(603)				(599)	(1)	(9)	(10)	(609)
Résultat S2 2010				1 770					1 770	228		228	1 998
Sous-total	-	-	-	1 774	(603)	219	77	(76)	1 391	227	30	257	1 648
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence						-	-	(3)	(3)			-	(3)
Capitaux propres au 31 décembre 2010	933	25 356	(1 335)	22 023	(357)	(540)	136	205	46 421	4 458	96	4 554	50 975
Augmentation de capital (Cf. note 13)	30	859							889			-	889
Elimination des titres auto-détenus (1)			54	(108)					(54)			-	(54)
Emissions d'instruments de capitaux propres (Cf. note 13)		-		85					85			-	85
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions (2)		89							89	-		-	89
Distribution 2011 (Cf. note 13)				(1 571)					(1 571)	(257)		(257)	(1 828)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle (3) (4)				16					16	(10)		(10)	6
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	30	948	54	(1 578)	-	-	-	-	(546)	(267)	-	(267)	(813)
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres (Cf. note 14)						357	73		430		26	26	456
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat (Cf. note 14)						279	-		279		36	36	315
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat (Cf. note 14)								(164)	(164)		(8)	(8)	(172)
Ecarts de conversion et autres variations (Cf. note 14)					(525)				(525)		(31)	(31)	(556)
Résultat 2011				1 663					1 663	234		234	1 897
Sous-total	-	-	-	1 663	(525)	636	73	(164)	1 683	234	23	257	1 940
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence						(2)	1	1	-			-	-
Capitaux propres au 30 juin 2011	963	26 304	(1 281)	22 108	(882)	94	210	42	47 558	4 425	119	4 544	52 102

(1) Au 30 juin 2011, les 29 265 759 actions détenues par les sociétés du Groupe, à des fins d'autocontrôle, de transaction ou de gestion active des fonds propres représentent 3,80% du capital de Société Générale S.A. Le montant porté en déduction de l'actif net relatif à l'acquisition par le Groupe de ses propres instruments de capitaux propres, fermes ou dérivés est de 1 281 M EUR, dont 309 M EUR au titre des activités de transaction.

L'évolution de l'autocontrôle sur l'année 2011 s'analyse comme suit :

<i>(En M EUR)</i>	Activités de Transaction	Autocontrôle et gestion active des Fonds Propres	Total
Cessions nettes d'achats	(74)	128	54
	(74)	128	54
Plus-values nettes d'impôts sur actions propres et dérivés sur actions propres imputées sur les fonds propres	4	(129)	(124)
Dividendes attachés et éliminés des résultats consolidés	-	16	16
	4	(112)	(108)

(2) Le montant des paiements en actions dénoués par remise d'instruments de capitaux propres relatif à l'année 2011 est de 89 M EUR : 21 M EUR ont été comptabilisés dans le cadre des plans d'options d'achat ou de souscriptions d'actions et 68 M EUR dans le cadre des attributions gratuites d'actions.

(3) Impact sur les capitaux propres part du Groupe des transactions réalisées au titre des participations ne donnant pas le contrôle :

Annulation plus-value de cession			17
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle ne faisant pas l'objet d'une option de vente			(3)
Transactions et variations de valeur relatives aux options de vente accordées à des actionnaires n'ayant pas le contrôle			1
Résultat afférent aux participations ne donnant pas le contrôle représentatives d'actionnaires bénéficiaires d'une option de vente de leurs titres au Groupe affecté aux réserves, part du Groupe			1
Total			16

(4) Les -10 M EUR de mouvements relatifs à l'année 2011 enregistrés dans les réserves des participations ne donnant pas le contrôle sont le résultat des opérations suivantes :
 -1 M EUR d'effet négatif des transactions et variations de valeur relatives aux options de vente accordées à des actionnaires n'ayant pas le contrôle.
 -9 M EUR d'effet négatif des variations de périmètre.

Tableau des flux de trésorerie

(En M EUR)	IFRS		
	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
FLUX DE TRESORERIE NET DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Bénéfice net après impôt (I)	1 897	4 302	2 304
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 514	2 910	1 427
Dotations nettes aux provisions	2 922	10 172	6 621
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	(78)	(119)	(58)
Impôts différés	(50)	117	76
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	(157)	(142)	(71)
Variation des produits constatés d'avance	18	180	104
Variation des charges constatées d'avance	24	(15)	(57)
Variation des produits courus non encaissés	(338)	(9)	(52)
Variation des charges courues non décaissées	73	(85)	(305)
Autres mouvements	1 519	3 418	1 266
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	5 447	16 427	8 951
Reclassement du résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾ (III)	(2 299)	(5 341)	(2 409)
Opérations interbancaires	3 414	(14 435)	(2 719)
Opérations avec la clientèle	(834)	1 499	(4 769)
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	20 549	373	4 994
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	(1 123)	2 555	536
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (IV)	22 006	(10 008)	(1 958)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A) = (I) + (II) + (III) + (IV)	27 051	5 380	6 888
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	773	161	53
Immobilisations corporelles et incorporelles	(1 926)	(2 616)	(1 787)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	(1 153)	(2 455)	(1 734)
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires ⁽²⁾	(993)	(1 240)	(1 160)
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	(929)	(657)	(253)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT (C)	(1 922)	(1 897)	(1 413)
FLUX NET DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A) + (B) + (C)	23 976	1 028	3 741
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	11 303	11 303	11 303
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	7 334	6 306	6 306
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	32 609	11 303	13 122
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	10 004	7 334	8 228
VARIATION DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	23 976	1 028	3 741

(1) Le résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat comprend les résultats réalisés et latents.

(2) Cf. note 13 :

- Dont distribution 2011 de 939 M EUR hors dividendes payés en actions.

Note 1

Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Société Générale (« le Groupe ») au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2011 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International Accounting Standards) 34 « Information financière intermédiaire » révisée¹. Ainsi les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financières du Groupe au cours du premier semestre 2011 ; ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2010 tels qu'ils figurent dans le Document de référence au titre de l'exercice 2010.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Recours à des estimations

Pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés, l'application des principes et méthodes comptables mentionnés ci-après conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent, des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir alors une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions et des écarts d'acquisition.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note 1 « Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés » des états financiers consolidés de l'exercice 2010, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2011.

¹ Améliorations aux IFRS – mai 2010.

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2011

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendement à IAS 32 « Classement des émissions de droits »	23 décembre 2009	1 ^{er} février 2010
Amendements à IFRS 1 « Exemption limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 pour les premiers adoptants »	30 juin 2010	1 ^{er} juillet 2010
IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées »	19 juillet 2010	1 ^{er} janvier 2011
Modification d'IFRIC 14 « Paiements d'avance d'exigences de financement minimal »	19 juillet 2010	1 ^{er} janvier 2011
IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres »	23 juillet 2010	1 ^{er} juillet 2010
Améliorations aux IFRS – mai 2010	18 février 2011	1 ^{er} janvier 2011 (sauf amendements à IFRS 3 et IAS 27 : 1 ^{er} juillet 2010)

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas d'incidence significative sur la période.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB (*International Accounting Standards Board*) a publié des normes et des interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2011 ; elles ne sont donc pas appliquées par le Groupe à cette date.

Normes comptables, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2011

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRS 9 « Instruments financiers - Phase 1 : classement et évaluation »	12 novembre 2009 et 28 octobre 2010	1 ^{er} janvier 2013
Amendement à IFRS 7 « Informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers »	7 octobre 2010	1 ^{er} juillet 2011
Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement d'actifs sous-jacents »	20 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2012
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 11 « Accords conjoints »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IAS 27 révisée « Etats financiers individuels »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel »	16 juin 2011	1 ^{er} janvier 2013
Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers »	16 juin 2011	1 ^{er} juillet 2012

Le Groupe est en cours d'analyse des incidences éventuelles de ces textes sur ses comptes consolidés.

Note 2

Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 836 sociétés au 30 juin 2011 :

- **663** sociétés intégrées globalement ;
- **98** sociétés intégrées proportionnellement ;
- **75** sociétés mises en équivalence.

Ne sont retenues dans le périmètre de consolidation que les entités qui présentent un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés du Groupe et en particulier celles dont le total de bilan est supérieur à 0,005% de celui du Groupe dans le cas d'une intégration globale ou proportionnelle ou dont la quote-part Groupe dans les capitaux propres est supérieure à 0,025% des capitaux propres consolidés du Groupe.

Le niveau de ces seuils a été abaissé par le Groupe en 2011, il s'élevait précédemment à 0,02% pour le total du bilan et à 0,10% pour les capitaux propres. L'incidence de la consolidation de nouvelles sociétés suite à cet abaissement de seuils sur les comptes consolidés au 30 juin 2011 est inférieure à 0,05% du total bilan et à 0,15% du total des fonds propres.

Ces critères ne s'appliquent pas aux paliers de sous-consolidation.

Les principales modifications apportées au périmètre de consolidation retenu au 30 juin 2011, par rapport au périmètre en vigueur pour l'arrêté du 31 décembre 2010 sont les suivantes :

- Le Groupe a intégré dans le périmètre de consolidation, Orhidska Banka détenue à 70,02%. Cette société située en Macédoine est consolidée par intégration globale.
- La participation du Groupe dans Bank Republic passe de 81,18% à 84,04%, soit une variation de 2,86% par rapport au 31 décembre 2010, du fait d'une relation sur une augmentation de capital.
- Le Groupe a cédé sa participation dans Limited Liability Partnership Prostokredit à Eurasian Bank. Cette société, antérieurement consolidée au sein du palier SG Consumer Finance, est ainsi sortie du périmètre de consolidation en février 2011.
- Deltacredit, antérieurement sous-consolidée par intégration globale à 100% dans le palier DC Mortgage Finance Nederland BV, est à présent consolidée directement à 74,89% suite à la cession des titres détenus à Rosbank.
- Limited Liability Company Rusfinance et Limited Liability Company Rusfinance Bank qui étaient sous-consolidées à 100% dans Rusfinance S.A.S. sont à présent consolidées par intégration globale à 74,89% après que leurs titres ont été cédés à Rosbank.
- La participation dans Banka Société Générale Albania Sh.A. est portée à 87,47%, soit une augmentation de 1,65% par rapport au 31 décembre 2010, suite à l'effet relatif d'une augmentation de capital.
- La participation du Groupe dans SG Equipment Finance Czech Republic SRO passe de 100% à 80,18% sous l'effet de la cession de l'intégralité des titres détenus par Gefa Leasing GMBH et de près de la moitié de ceux détenus par SG Equipment Finance International GMBH à Komerčni Banka.
- Le Groupe a intégré dans le périmètre de consolidation ALD Automotive SRL détenue à 91,87% depuis 2004. Cette société située en Roumanie est consolidée par intégration globale.
- La participation dans BOURSORAMA S.A. diminue de 0,31% par rapport au 31 décembre 2010, par l'effet conjugué d'une augmentation de capital non souscrite par le Groupe et d'une diminution des titres d'autodétention détenus par BOURSORAMA S.A., et s'élève désormais à 57,47%.
- Les activités opérationnelles du sous-palier New Esporta Holding Limited sont sorties du périmètre de consolidation au 30 juin 2011 suite à la cession des titres.

En application d'IFRS 5, sont classées dans les rubriques *Actifs et passifs non courants détenus en vue de la vente et abandons d'activité* :

- les activités immobilières du palier de consolidation New Esporta Holding Limited ;
- certaines participations de l'activité de capital-investissement suite à leur mise en vente par le Groupe.

Instruments financiers affectés par la crise financière

Sur le premier semestre 2011, le groupe Société Générale a continué d'être affecté par le contexte de forte volatilité des instruments financiers et d'un environnement économique incertain, principalement sur :

- ses positions sur tranches Super Senior et Senior de CDO (*Collateralised Debt Obligations*) non couverts exposés à l'immobilier résidentiel aux Etats-Unis ;
- ses positions de RMBS « US » (*Residential Mortgage Backed Securities*) ;
- ses positions de CMBS (*Commercial Mortgage Backed Securities*) ;
- son exposition au risque de contrepartie sur les assureurs monolines.

1. CAS DES TRANCHES SUPER SENIOR ET SENIOR DE CDO NON COUVERTS EXPOSES A L'IMMOBILIER RESIDENTIEL AUX ETATS-UNIS

En l'absence de transactions observables, la valorisation des tranches Super Senior et Senior de CDO non couverts exposés à l'immobilier résidentiel aux Etats-Unis a été réalisée à l'aide d'un modèle utilisant pour l'essentiel des données non observables ou ne faisant pas l'objet de cotation sur un marché actif.

Dès lors qu'il y a des données observables, les résultats du modèle sont comparés et ajustés de manière à converger. L'approche du groupe Société Générale est centrée sur la valorisation des « *pools* » de prêts immobiliers individuels, sous-jacents des obligations structurées, de façon à estimer leur valeur, dans un *scenario* prospectif de crédit stressé (par opposition à une approche « *Marked-to-Market* »), des obligations RMBS, et, par conséquence, celle des tranches de CDO.

La méthodologie employée utilise quatre variables clés pour valoriser les *pools* de prêts, à savoir la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, la vitesse de prépaiement et l'horizon de défaut.

Depuis le 31 mars 2011, la méthodologie a été affinée, passant à une méthode plus avancée, en cascade, qui permet de prendre en compte les flux de trésorerie, au niveau des CDO et également au niveau des sous-jacents.

L'exposition brute sur les tranches Super Senior et Senior de CDO de RMBS « US » en juste valeur au bilan est passée de 3,92 Md EUR au 31 décembre 2010 à 2,46 Md EUR au 30 juin 2011 suite au démantèlement de CDO de RMBS « US ». Sur cette position, les pertes de valeur enregistrées au cours du premier semestre 2011 s'élèvent à 0,13 Md EUR et viennent affecter négativement l'encours des obligations et autres instruments de dettes en juste valeur par résultat présenté à l'actif du bilan consolidé. L'exposition nette sur ces tranches de CDO ressort ainsi à 0,57 Md EUR à fin juin 2011.

2. CAS DES RMBS « US » (*RESIDENTIAL MORTGAGE BACKED SECURITIES*)

Pour les positions relatives aux obligations ayant pour sous-jacents des risques *subprime* sur le secteur immobilier résidentiel américain, la méthode de valorisation s'était appuyée depuis le second semestre 2007 sur l'utilisation de prix observables d'après les indices de référence, notamment l'indice ABX. Le retour de la liquidité dans le marché a permis d'observer à nouveau des prix fiables individuellement. Ainsi, depuis le premier semestre 2011, la valorisation dépend de prix de marché externes.

L'exposition résiduelle en juste valeur au bilan aux RMBS US ⁽¹⁾ a augmenté de 0,21 Md EUR au 31 décembre 2010 à 0,90 Md EUR au 30 juin 2011 en raison du démantèlement de CDO de RMBS « US ».

3. CAS DES CMBS (*COMMERCIAL MORTGAGE BACKED SECURITIES*)

Le portefeuille de CMBS est valorisé d'après des paramètres de marché. Chaque obligation CMBS « US » était valorisée à partir du *spread* de crédit de son indice CMBX de référence (même année de production et même *rating*). Cependant, le retour de la liquidité dans le marché a permis au Groupe d'utiliser le *spread* de crédit du marché propre à chaque obligation depuis le premier semestre 2011.

L'exposition résiduelle en juste valeur au bilan aux CMBS ⁽¹⁾ a augmenté de 0,26 Md EUR au 31 décembre 2010 à 0,38 Md EUR au 30 juin 2011.

⁽¹⁾ Hors dérivés de crédit exotiques

4. EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR LES ASSUREURS *MONOLINES*

Les expositions au risque de contrepartie sur les compagnies d'assurance *monolines* figurent en *Actifs financiers à la juste valeur par résultat*. En effet, la juste valeur des expositions du Groupe sur les assureurs *monolines* ayant accordé des rehaussements de crédit sur les actifs comportant notamment un sous-jacent immobilier américain prend en compte la dégradation du risque de contrepartie estimé sur ces acteurs.

Le passage de la valorisation de l'exposition liée aux CLO de Crédits Corporates en méthode Marked-to-Market au cours du premier semestre 2011 a entraîné une hausse de la juste valeur de la protection acquise auprès de ces contreparties.

En conséquence, l'évaluation des sommes qui pourraient être dues au groupe Société Générale au titre des garanties *monolines* est passée de 1,82 Md EUR au 31 décembre 2010 à 1,99 Md EUR au 30 juin 2011.

En prenant en compte les effets combinés des variations des positions de protections et l'achat de CDS (*Credit Default Swap*) complémentaires sur assureurs *monolines*, la couverture (CDS et réserves) de l'exposition brute augmente de 77% à fin décembre 2010 à 85% à fin juin 2011.

Les ajustements de valeur calculés au titre du risque de contrepartie sur ces actifs financiers ont diminué de 0,26 Md EUR au cours du premier semestre 2011, soit un total de 0,59 Md EUR. Cet ajustement est calculé sur la base de l'application de taux de pertes cumulées sévères (jusqu'à 90% sur les assureurs *monolines* les plus mal notés).

Les taux de pertes de valeur appliqués à chaque *monoline* sont revus chaque trimestre et ajustés si nécessaire.

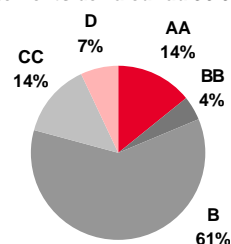
L'exposition au risque de contrepartie sur les assureurs *monolines* se décompose en trois parties :

- l'exposition liée aux CDO de RMBS, pour lesquels notre méthodologie et les paramètres appliqués sont les mêmes que pour les CDO non assurés ;
- l'exposition liée aux CDO « hors marché résidentiel US » de non RMBS et financements d'infrastructures, pour lesquels la méthodologie résulte de Marked-to-Stress (maximum de pertes cumulées historiques sur cinq ans par classe d'actifs) et d'un ajustement découlant des Marked-to-Market ;
- l'exposition liée aux CLO de crédits corporates et autres titres rehaussés mesurée en Marked-to-Market.

EXPOSITION EN RISQUE DE CONTREPARTIE AUX « *MONOLINES* » (SCENARIO DE DEFAULT IMMEDIAT DE L'ENSEMBLE DES ASSUREURS *MONOLINES* CONTREPARTIES DU GROUPE SOCIETE GENERALE)

En Md EUR	31.12.2010	30.06.2011
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur	1,82	1,99
Nominal des couvertures achetées	-0,56	-1,10
Juste valeur de la protection nette de couvertures et avant ajustements de valeur	1,27	0,89
Ajustements de valeur au titre du risque de crédit sur monolines (comptabilisés sur la protection)	-0,85	-0,59
Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur monolines	0,42	0,30
Taux de couverture global sur juste valeur	77%	85%

Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur au 30.06.2011



Notation retenue la plus basse émise par Moody's ou S&P au 30.06.2011

AA : Assured Guaranty
 BB : Radian, Syncora Capital Assurance
 B : MBIA
 CC : CIFG
 D : Ambac

Note 4

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2011				31.12.2010			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Portefeuille de transaction								
Effets publics et valeurs assimilées	48 356	1 059	-	49 415	46 205	607	-	46 812
Obligations et autres instruments de dettes ⁽¹⁾	14 968	7 069	3 650	25 687	11 856	6 298	8 042	26 196
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽²⁾	66 849	5 758	14	72 621	73 577	7 837	24	81 438
Autres actifs financiers	102	70 557	238	70 897	1	73 982	249	74 232
Sous-total portefeuille de transaction	130 275	84 443	3 902	218 620	131 639	88 724	8 315	228 678
<i>dont titres prêtés</i>				13 200				12 114
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat								
Effets publics et valeurs assimilées	21	237	-	258	21	233	-	254
Obligations et autres instruments de dettes	7 485	516	25	8 026	6 988	559	22	7 569
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽²⁾	13 134	2 000	126	15 260	13 610	1 973	118	15 701
Autres actifs financiers	-	12 926	279	13 205	-	11 961	240	12 201
Sous-total actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	20 640	15 679	430	36 749	20 619	14 726	380	35 725
<i>dont titres prêtés</i>				-				-
Instruments de taux d'intérêt	27	96 878	723	97 628	22	105 417	1 569	107 008
<i>Instruments fermes</i>								
Swaps				72 056				78 459
FRA				624				537
<i>Instruments conditionnels</i>								
Options sur marchés organisés				8				1
Options de gré à gré				17 899				19 697
Caps, floors, collars				7 041				8 314
Instruments de change	321	26 029	134	26 484	201	27 116	123	27 440
<i>Instruments fermes</i>				20 759				21 967
<i>Instruments conditionnels</i>				5 725				5 473
Instruments sur actions et indices	338	19 270	1 431	21 039	416	19 697	1 249	21 362
<i>Instruments fermes</i>				1 331				961
<i>Instruments conditionnels</i>				19 708				20 401
Instruments sur matières premières	339	9 020	218	9 577	318	10 815	366	11 499
<i>Instruments fermes-Futures</i>				7 756				9 298
<i>Instruments conditionnels</i>				1 821				2 201
Dérivés de crédit	-	18 317	2 186	20 503	-	21 627	1 381	23 008
Autres instruments financiers à terme	158	13	203	374	146	44	250	440
<i>Instruments sur marchés organisés</i>				115				130
<i>Instruments de gré à gré</i>				259				310
Sous-total dérivés de transaction	1 183	169 527	4 895	175 605	1 103	184 716	4 938	190 757
Total instruments financiers à la juste valeur par résultat	152 098	269 649	9 227	430 974	153 361	288 166	13 633	455 160

(1) Dont transferts de Niveau 3 vers Niveau 1 : 1 998 M EUR au 30 juin 2011.

(2) Y compris les OPCVM.

Note 4 (suite)

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2011				31.12.2010			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Portefeuille de transaction								
Dettes représentées par un titre ⁽³⁾	-	11 494	17 561	29 055	-	11 019	16 341	27 360
Dettes sur titres empruntés	533	49 049	-	49 582	576	53 711	33	54 320
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	5 030	75	-	5 105	5 448	311	-	5 759
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	2 430	95	14	2 539	2 259	92	-	2 351
Autres passifs financiers	-	68 480	752	69 232	-	60 830	480	61 310
Sous-total portefeuille de transaction ⁽⁴⁾	7 993	129 193	18 327	155 513	8 283	125 963	16 854	151 100
Instruments de taux d'intérêt	32	94 937	2 167	97 136	7	105 186	2 076	107 269
<i>Instruments fermes</i>								
Swaps				70 645				78 035
FRA				572				548
<i>Instruments conditionnels</i>								
Options sur marchés organisés				40				23
Options de gré à gré				17 530				19 008
Caps, floors, collars				8 349				9 655
Instruments de change	366	26 323	60	26 749	187	27 423	134	27 744
<i>Instruments fermes</i>				20 746				22 449
<i>Instruments conditionnels</i>				6 003				5 295
Instruments sur actions et indices	124	23 279	1 183	24 586	157	24 090	1 172	25 419
<i>Instruments fermes</i>				1 530				1 402
<i>Instruments conditionnels</i>				23 056				24 017
Instruments sur matières premières	338	10 196	351	10 885	391	11 087	449	11 927
<i>Instruments fermes-Futures</i>				8 077				9 757
<i>Instruments conditionnels</i>				2 808				2 170
Dérivés de crédit	-	17 093	1 186	18 279	-	19 602	1 346	20 948
Autres instruments financiers à terme	159	1 391	1	1 551	99	1 781	1	1 881
<i>Instruments sur marchés organisés</i>				123				101
<i>Instruments de gré à gré</i>				1 428				1 780
Sous-total dérivés de transaction	1 019	173 219	4 948	179 186	841	189 169	5 178	195 188
Sous-total passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat ^{(4) (5)}	223	15 596	703	16 522	460	11 491	724	12 675
Total instruments financiers à la juste valeur par résultat	9 235	318 008	23 978	351 221	9 584	326 623	22 756	358 963

Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30.06.2011			31.12.2010		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
<i>(En M EUR)</i>						
Total passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat ^{(4) (5)}	16 522	17 372	(850)	12 676	13 674	(998)

(3) Dont transferts de Niveau 3 vers Niveau 2 : 1 673 M EUR au 30 juin 2011.

(4) La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre a généré une charge de 345 M EUR au 30 juin 2011.

Les écarts de réévaluation liés au risque de crédit émetteur du Groupe sont évalués à l'aide de modèles sur la base de données de marché incluant notamment la courbe du CDS Société Générale et tenant compte de la maturité résiduelle des passifs concernés.

(5) Constitués essentiellement par des EMTN indexés.

Note 5

Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2011				31.12.2010			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Activité courante								
Effets publics et valeurs assimilées	30 376	2 524	1 409 ⁽²⁾	34 309	22 115	2 144	-	24 259
<i>dont créances rattachées</i>				458				401
<i>dont dépréciation</i>				(407)				(24)
Obligations et autres instruments de dettes	61 733	11 637	597	73 967	54 713	12 292	556	67 561
<i>dont créances rattachées</i>				1 035				1 037
<i>dont dépréciation</i>				(397)				(632)
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	7 116	462	274	7 852	7 171	589	264	8 024
<i>dont créances rattachées</i>				3				2
<i>dont perte de valeur</i>				(2 118)				(2 193)
Sous-total activité courante	99 225	14 623	2 280	116 128	83 999	15 025	820	99 844
Titres actions détenus à long terme	901	687	2 075	3 663	1 040	611	2 341	3 992
<i>dont créances rattachées</i>				4				13
<i>dont perte de valeur</i>				(612)				(726)
Total des actifs financiers disponibles à la vente	100 126	15 310	4 355	119 791	85 039	15 636	3 161	103 836
<i>dont titres prêtés</i>				94				114

(1) Y compris les OPCVM.

(2) Y compris les titres d'Etat grecs.

Note 6

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(En M EUR)	30.06.2011	31.12.2010
Comptes et prêts		
à vue et au jour le jour		
Comptes ordinaires	20 137	15 320
Prêts et comptes au jour le jour et autres	4 916	4 402
Valeurs reçues en pension au jour le jour	21	4
à terme		
Prêts et comptes à terme	20 935	21 635
Prêts subordonnés et participatifs	536	570
Valeurs reçues en pension à terme	246	324
Créances rattachées	143	213
Total brut ⁽¹⁾	46 934	42 468
Dépréciation		
Dépréciation sur créances individualisées	(148)	(141)
Dépréciation sur groupes d'actifs homogènes	(1)	(10)
Réévaluation des éléments couverts	69	74
Total net	46 854	42 391
Titres reçus en pension livrée	29 880	27 877
Total	76 734	70 268
Juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit	76 880	70 372

(1) Au 30 juin 2011, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 285 M EUR contre 327 M EUR au 31 décembre 2010.

Note 7

Prêts et créances sur la clientèle

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2011	31.12.2010
Prêts et avances à la clientèle		
Créances commerciales	8 960	9 156
Autres concours à la clientèle		
Crédits de trésorerie	104 650	106 925
Crédits à l'exportation	11 186	10 642
Crédits à l'équipement	61 855	62 815
Crédits à l'habitat	101 987	99 305
Autres crédits	64 768	67 723
Sous-total	344 446	347 410
Comptes ordinaires débiteurs	19 203	14 901
Créances rattachées	1 552	1 417
Total brut ⁽¹⁾	374 161	372 884
Dépréciation		
Dépréciation sur créances individualisées	(13 881)	(13 496)
Dépréciation sur groupes d'actifs homogènes	(1 274)	(1 227)
Réévaluation des éléments couverts	679	765
Total net	359 685	358 926
Valeurs reçues en pension	123	59
Titres reçus en pension livrée	16 196	12 913
Total des prêts et créances sur la clientèle	376 004	371 898
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	384 021	378 068

(1) Au 30 juin 2011, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 25 059 M EUR contre 24 868 M EUR au 31 décembre 2010.

Note 8

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2011	31.12.2010
Dettes à vue et au jour le jour		
Dépôts et comptes ordinaires	10 133	7 986
Comptes et emprunts au jour le jour et autres	10 788	8 784
Sous-total	20 921	16 770
Dettes à terme		
Emprunts et comptes à terme	44 671	44 564
Valeurs données en pension à terme	83	166
Sous-total	44 754	44 730
Dettes rattachées	152	128
Réévaluation des éléments couverts	58	86
Titres donnés en pension	19 303	15 597
Total	85 188	77 311
Juste valeur des dettes envers les établissements de crédit	84 834	77 018

Note 9

Dettes envers la clientèle

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2011	31.12.2010
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue	48 533	44 311
A terme	18 230	17 984
Sous-total	66 763	62 295
Autres dépôts clientèle à vue		
Sociétés et entrepreneurs individuels	52 103	50 206
Particuliers	45 035	44 610
Clientèle financière	40 419	38 509
Autres	14 921	16 169
Sous-total	152 478	149 494
Autres dépôts clientèle à terme		
Sociétés et entrepreneurs individuels	46 604	45 610
Particuliers	19 014	19 283
Clientèle financière	20 626	23 501
Autres	9 292	9 098
Sous-total	95 536	97 492
Dettes rattachées	1 163	1 014
Réévaluation des éléments couverts	97	102
Total dépôts clientèle	316 037	310 397
Valeurs données en pension à la clientèle	224	239
Titres donnés en pension à la clientèle	25 133	26 811
Total	341 394	337 447
Juste valeur des dettes envers la clientèle	341 392	337 694

Note 10

Dettes représentées par un titre

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2011	31.12.2010
Bons de caisse	2 026	2 139
Emprunts obligataires	12 439	9 939
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	142 858	128 013
Dettes rattachées	790	748
Sous-total	158 113	140 839
Réévaluation des éléments couverts	357	546
Total	158 470	141 385
Dont montant des dettes à taux variable	43 201	35 351
Juste valeur des dettes représentées par un titre	158 367	141 672

Note 11

Provisions et dépréciations

1. Dépréciations d'actifs

(En M EUR)	Stock au 31.12.2010	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2011
Etablissements de crédit	141	22	(23)	(1)	(7)	15	148
Crédits à la clientèle	13 496	3 495	(2 100)	1 395	(787)	(223)	13 881
Créances de location financement et assimilées	563	286	(205)	81	(37)	(4)	603
Groupes d'actifs homogènes	1 244	263	(222)	41	-	(4)	1 281
Actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾	3 575	525	(330)	195	(88)	(148)	3 534
Autres ⁽¹⁾	427	123	(99)	24	(14)	14	451
Total	19 446	4 714	(2 979)	1 735	(933)	(350)	19 898

(1) Dont dotations nettes relatives au risque de contrepartie : 363 M EUR.

2. Provisions

(En M EUR)	Stock au 31.12.2010	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Effet de l'actualisation	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2011
Provisions sur engagements hors-bilan avec les établissements de crédit	-	1	-	1	-	-	(1)	-
Provisions sur engagements hors-bilan avec la clientèle	226	105	(91)	14	(1)	-	3	242
Provisions sur avantages au personnel	781	184	(103)	81	-	-	(9)	853
Provisions fiscales	411	52	(93)	(41)	(12)	-	(4)	354
Autres provisions ^{(2) (3)}	608	156	(79)	77	(18)	-	(48)	619
Total	2 026	498	(366)	132	(31)	-	(59)	2 068

(2) Dont dotations nettes relatives au coût net du risque : 56 M EUR.

(3) Les autres provisions comprennent notamment les provisions PEL/CEL à hauteur de 123 M EUR au 30 juin 2011 pour les réseaux en France Métropolitaine et dans les DOM-TOM.

Les conséquences estimées au 30 juin 2011 des litiges et des risques fiscaux qui ont eu dans un passé récent ou qui sont susceptibles d'avoir une incidence sensible sur la situation financière du Groupe, son activité ou son résultat, ont été intégrées dans les comptes du Groupe.

3. Provisions techniques des entreprises d'assurance

(En M EUR)	30.06.2011	31.12.2010
Provisions techniques des contrats d'assurance en unités de compte	16 847	16 798
Provisions techniques des autres contrats d'assurance-vie	67 427	65 268
Provisions techniques des autres contrats d'assurance non-vie	621	604
Total	84 895	82 670
Participation aux bénéfices différée ⁽⁴⁾	(1 217)	(1 068)
Part des réassureurs	(366)	(371)
Provisions techniques (y compris participation aux bénéfices différée) nettes de la part des réassureurs	83 312	81 231

(4) Conformément à la recommandation du CNC du 19 décembre 2008, un test de recouvrabilité de la provision pour participation aux bénéfices différée active (PBDA) a été réalisé. Les méthodes comptables appliquées pour le calcul de la PBDA reposent sur la prise en compte de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur historique. Le test de recouvrabilité repose sur des projections de flux de trésorerie s'appuyant sur différentes hypothèses de collectes et de rachats qui ont été stressées. Dans ce cadre, des projections de flux de trésorerie ont été réalisées à partir de plusieurs scénarii de stress combinant ou non des baisses de chiffre d'affaires et/ou des augmentations des rachats : le chiffre d'affaires est abattu jusqu'à 85 % et les taux de rachats sont multipliés par un facteur atteignant 6 certaines années. Il est démontré que, dans de tels scénarii, aucune réalisation de moins-values latentes ne serait nécessaire. Dans ces conditions, le test de recouvrabilité est probant et démontre le caractère recouvrable de la PBDA.

Note 12

Exposition au risque souverain sur les pays ayant fait l'objet d'un plan de soutien de l'Union européenne

1. Montants des expositions

Au 30 juin 2011, l'exposition au risque souverain sur les pays ayant fait l'objet de plan de soutien de l'Union européenne, présentée selon la méthodologie appliquée dans le cadre des stress tests conduits par l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) est la suivante :

(En M EUR)	Banking book			Trading book	Total des Expositions directes nettes ⁽¹⁾
	dont Prêts et Créances	Disponibles à la vente ⁽¹⁾	dont Détenus jusqu'à l'échéance ⁽¹⁾		
Grèce	187	1 417	35	234	1 873
Irlande	-	300	-	96	396
Portugal	-	200	10	351	561
Total	187	1 917	45	681	2 830

(1) Après provisions pour dépréciation et hors expositions directes et indirectes sur dérivés (non significatives au 30 juin 2011).

Par ailleurs, au 30 juin 2011, le Groupe est également exposé au risque souverain sur ces mêmes pays au titre de ses activités d'assurance à hauteur des montants suivants (expositions qui n'entraient pas dans le cadre des stress tests ABE) :

(En M EUR)	Expositions brutes ⁽²⁾	Expositions nettes ⁽³⁾
Grèce	30	1
Irlande	496	26
Portugal	195	13
Total	721	40

(2) Expositions brutes (valeur nette comptable).

(3) Expositions nettes après impôts et règles contractuelles de participation aux bénéfices.

2. Appréciation des risques

2.1. Grèce

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro qui s'est tenu le 21 juillet 2011 a adopté un plan d'aide à la Grèce. Ce plan prévoit, entre autres mesures, que les détenteurs de titres souverains grecs auront la possibilité d'échanger leurs obligations venant à échéance entre mi-2011 et fin 2020 contre de nouveaux titres qui seront émis par l'Etat grec sur des maturités plus longues pouvant aller jusqu'à 30 ans. Cet échange se fera sur une base volontaire, avec un objectif de succès de 90%, selon les modalités qui ont été concomitamment proposées par l'International Institute of Finance (IIF) avec le soutien de plusieurs institutions financières, dont Société Générale.

Bien que cette offre ait été annoncée le 21 juillet 2011, le processus de négociation des modalités du plan avait été entamé dès le mois de juin.

Sur la base de ce plan d'aide favorisant la stabilité de la Grèce et plus globalement de la zone euro, le Président-Directeur général a confirmé au Conseil d'administration de Société Générale, le 2 août 2011, sa volonté de participer à cet échange dont les modalités précises seront décidées ultérieurement, dès que tous les détails techniques du plan seront connus.

Les titres d'Etat grecs détenus par le Groupe dans la catégorie *Actifs financiers disponibles à la vente* s'élèvent, avant dépréciation, à 1 824,6⁽⁴⁾ M EUR et les titres d'Etat grecs détenus dans la catégorie *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance* s'élèvent, avant dépréciation, à 45,3 M EUR. Tous ces titres viennent à échéance entre mi-2011 et 2020 et sont donc en principe éligibles à cet échange.

Dans le contexte particulier caractérisé, au 30 juin 2011, par l'attente de la finalisation des dispositions du plan d'aide à la Grèce initié au cours du mois de juin 2011 d'une part, et par l'absence de marché actif sur l'essentiel des échéances des titres d'Etat grecs d'autre part, le Groupe a intégré dans ses comptes au 30 juin 2011 les conséquences de son soutien au plan d'aide européen en faveur de la Grèce. Ainsi, les titres d'Etat grecs détenus par le Groupe dans la catégorie des *Actifs financiers disponibles à la vente* ont été valorisés puis dépréciés sur la base d'un prix décoté de 21% par rapport à leur valeur nominale⁽⁵⁾. Cette même décote a été retenue pour déprécier les titres d'Etat grecs détenus par le Groupe dans la catégorie *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance*. Le niveau de cette décote résulte de l'estimation de la valeur des nouveaux titres à recevoir sur la base d'une courbe de taux normalisée. Le taux de rendement attendu de 9% utilisé pour cette estimation est cohérent avec les indications de marché pour les échéances correspondant aux nouvelles obligations grecques à 30 ans, après correction de la courbe de taux au 30 juin 2011, dont l'inversion à cette date est caractéristique d'une situation anormale de marché. Les titres d'Etat grecs n'ont pas fait l'objet de reclassement de catégorie au 30 juin 2011.

La charge de dépréciation ainsi enregistrée dans le *Coût du risque* s'élève à 394,8 M EUR ; après effet fiscal et prise en compte des participations ne donnant pas le contrôle, l'incidence sur le résultat net part du Groupe s'élève à 268,3 M EUR. Au 30 juin 2011, cette charge est présentée dans le résultat du Hors Pôles et sera réallouée aux Pôles concernés lors de l'échange effectif des titres.

(4) *Coût amorti avant dépréciation au 30 juin 2011.*

(5) *Avant prise en compte de ces éléments, les pertes latentes sur titres d'Etat grecs disponibles à la vente comptabilisées directement en capitaux propres s'élevaient à 369,1 M EUR avant impôts.*

2.2. Autres pays sous programme d'aide UE-FMI (Irlande et Portugal) :

Des mesures ont été prises par l'Union européenne (UE) pour éviter le risque de contagion de la crise Grecque à d'autres Etats de la zone euro. Les nouvelles conditions de maturité et de taux d'intérêt consenties à la Grèce pour les prêts du Fonds Européen de stabilité financière (FESF) s'appliqueront également aux deux autres pays sous programme d'aide UE-FMI (Irlande et Portugal).

Les situations de la Grèce et de ces deux autres pays ne sont pas comparables. En effet, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) associées à ces programmes font apparaître des trajectoires de leur ratio d'endettement public restant très significativement inférieures à celle relative à la Grèce. Les notations externes émises par les agences de notation reflètent clairement cette forte différenciation, ainsi d'ailleurs que les prix de marché observés. Les notations internes du Groupe intègrent elles aussi ces éléments.

Sur ces bases, les expositions sur ces deux pays ne présentent pas de situation de défaut qui justifierait une dépréciation et n'ont pas fait l'objet de reclassement de catégorie au 30 juin 2011.

3. Montant des pertes latentes sur actifs financiers disponibles à la vente

(En M EUR)	30.06.2011
Grèce ⁽⁶⁾	-
Irlande ⁽⁷⁾	46
Portugal	9
Total	55

(6) *Les titres ayant été dépréciés, la moins-value latente figurant en capitaux propres est nulle au 30 Juin 2011.*

(7) *Dont 0,9 M EUR au titre des activités d'assurance (montant net après application des règles contractuelles de participation aux bénéfices).*

4. Juste valeur au 30 juin 2011 des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(En M EUR)	Valeur comptable au 30.06.2011	Juste Valeur au 30.06.2011
Grèce (valeur dépréciée des titres, Cf. 2.)	36	36
Irlande	-	-
Portugal (prix de marché observés au 30 juin 2011)	10	8
Total	46	44

Note 13

Actions ordinaires Société Générale, actions détenues en propre, actions détenues par le personnel et instruments de capitaux propres émis

1. Actions ordinaires émises par Société Générale S.A.

(En nombre d'actions)	30.06.2011	31.12.2010
Actions ordinaires	770 323 063	746 421 631
Dont actions détenues en propre avec droits de vote ⁽¹⁾	20 036 883	21 306 663
Dont actions détenues par le personnel	53 518 238	54 025 794

(1) Ne comprend pas les actions Société Générale détenues à des fins de transaction.

Au 30 juin 2011, le capital de Société Générale S.A. entièrement libéré s'élève à 962 903 829 EUR et se compose de 770 323 063 actions d'une valeur nominale de 1,25 EUR.

Société Générale S.A. a procédé au cours du premier semestre 2011 à une augmentation de capital d'un montant de 30 M EUR assortie d'une prime d'émission de 859 M EUR. Cette émission d'actions ordinaires était relative à l'exercice par les actionnaires de l'option de distribution des dividendes 2010 en actions Société Générale.

2. Instruments de capitaux propres émis

2.1. Titres subordonnés à durée indéterminée

Les titres subordonnés à durée indéterminée émis par le Groupe et intégrant des clauses discrétionnaires relatives au paiement des intérêts sont qualifiés d'instruments de capitaux propres.

Au 30 juin 2011, le montant des titres subordonnés à durée indéterminée émis par le Groupe présentés parmi les capitaux propres part du Groupe est de 844 M EUR.

Date d'émission	Montant en devises d'origine	Montant en M EUR	Rémunération
1 ^{er} juillet 1985	70 M EUR	70	TMO -0,25% avec TMO = Moyenne Arithmétique des Taux Moyen Obligataire de la période du 01.06 au 31.05 précédant chaque échéance
24 novembre 1986	248 M USD	171	Moyenne des taux de dépôt EuroDollar 6 mois communiqués par les banques de référence +0,075%
30 juin 1994	15 000 M JPY	129	5,385% jusqu'en décembre 2014 puis pour les échéances suivantes : le taux le plus favorable entre le taux fixe et un taux variable + marge définie comme suit : Taux <i>Mid Swap</i> JPY 5 ans +1,25% jusqu'en décembre 2019 puis taux <i>Mid Swap</i> JPY 5 ans + 2% pour les échéances suivantes
30 décembre 1996	10 000 M JPY	86	3,936% jusqu'en septembre 2016 puis pour les échéances suivantes : le taux le plus favorable entre le taux fixe et un taux variable + marge définie comme suit : Taux <i>Mid Swap</i> JPY 5 ans + 2,0%
27 mars 2007	350 M GBP	388	5,75% jusqu'en mars 2012 puis pour les échéances suivantes Libor GBP 3 mois + 1,10%

Note 13 (suite)

2.2. Actions de préférence émises par les filiales

Compte tenu du caractère discrétionnaire de la décision de verser un dividende aux porteurs, les actions de préférence émises par les filiales sont qualifiées d'instruments de capitaux propres.

Au 30 juin 2011, le montant des actions de préférence émises par les filiales du Groupe et présentées parmi les participations ne donnant pas le contrôle est de 944 M EUR.

Date d'émission	Montant en devises d'origine	Montant en M EUR	Rémunération
4 ^e trimestre 2001 (clause de step up au bout de 10 ans)	335 M USD	232	6,302%, à partir de 2011 Libor USD 3 mois + 1,92%/an
4 ^e trimestre 2001 (clause de step up au bout de 10 ans)	90 M USD	62	Libor USD 3 mois + 0,92%, à partir de 2011 Libor 3 mois + 1,92%/an
4 ^e trimestre 2003 (clause de step up au bout de 10 ans)	650 M EUR	650	5,419%, à partir de 2013 Euribor 3 mois + 1,95%/an

2.3. Titres super subordonnés à durée indéterminée

Compte tenu du caractère discrétionnaire de la décision de versement de la rémunération de ces titres, ils ont été classés en capitaux propres parmi les *Instruments de capitaux propres et réserves liées*.

Au 30 juin 2011, le montant des titres super subordonnés à durée indéterminée émis par le Groupe présentés parmi les capitaux propres part du Groupe est de 6 218 M EUR.

Date d'émission	Montant en devises d'origine	Montant en M EUR	Rémunération
26 janvier 2005	1 000 M EUR	1 000	4,196%, à partir de 2015 Euribor 3 mois + 1,53%/an
5 avril 2007	200 M USD	138	Libor USD 3 mois + 0,75%/an, à partir de 2017 Libor USD 3 mois + 1,75%/an
5 avril 2007	1 100 M USD	761	5,922%, à partir de 2017 Libor USD 3 mois + 1,75%/an
19 décembre 2007	595 M EUR *	595	6,999%, à partir de 2018 Euribor 3 mois + 3,35%/an
22 mai 2008	1 000 M EUR	1 000	7,76%, à partir de 2013 Euribor 3 mois + 3,35%/an
12 juin 2008	700 M GBP	776	8,875%, à partir de 2018 Libor GBP 3 mois + 3,4%/an
27 février 2009	450 M USD	311	Libor USD 3 mois + 6,77%/an
4 septembre 2009	945 M EUR *	945	9,375%, à partir de 2019 Euribor 3 mois + 8,901%/an
7 octobre 2009	1 000 M USD	692	8,75%

Les mouvements relatifs aux TSDI et aux TSS enregistrés dans les *Réserves consolidées* sont détaillés ci-dessous :

(En M EUR)	TSS	TSDI	Total
Economie d'impôts relative à la rémunération à verser aux porteurs de titres, comptabilisée en réserves	79	6	85
Rémunération versée comptabilisée en dividendes (ligne distribution 2010)	256	28	284

3. Distribution de dividendes

Le montant de dividendes distribués en 2011 par le Groupe s'élève à 1 828 M EUR et se décompose de la manière suivante :

(En M EUR)	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Actions ordinaires	1 287	249	1 536
Dont payé en actions	889	-	889
Dont payé en numéraire	398	249	647
Autres instruments de capitaux propres	284	8	292
Total	1 571	257	1 828

* Montants modifiés par rapport aux états financiers du 31 décembre 2010 pour rendre compte de la détention par des entités du groupe Société Générale d'une partie des titres super subordonnés émis.

Note 14

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En M EUR)

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30.06.2011	Période	31.12.2010
Ecarts de conversion ⁽¹⁾	(859)	(556)	(303)
Ecarts de réévaluation de la période		(556)	
Recyclage en résultat		-	
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	192	693	(501)
Ecarts de réévaluation de la période		378	
Recyclage en résultat		315	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	207	78	129
Ecarts de réévaluation de la période		78	
Recyclage en résultat		-	
Montants transférés dans la valeur de l'élément couvert		-	
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	14	(1)	15
Impôts	29	(171)	200
TOTAL	(417)	43	(460)

	30.06.2011			31.12.2010		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Ecarts de conversion	(859)		(859)	(303)		(303)
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	192	100	292	(501)	243	(258)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	207	(67)	140	129	(39)	90
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	14	(4)	10	15	(4)	11
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(446)	29	(417)	(660)	200	(460)
Part du groupe			(536)			(556)
Participations ne donnant pas le contrôle			119			96

(1) La variation sur l'année 2011 de l'écart de conversion en part du Groupe s'élève à -525 M EUR.

Cette variation est principalement liée à la dépréciation par rapport à l'Euro du Dollar US pour -309 M EUR, de la Livre égyptienne pour -85 M EUR, de la Livre sterling pour -75 M EUR, du Yen pour -44 M EUR que vient partiellement compenser l'appréciation par rapport à l'Euro de la Couronne tchèque pour 49 M EUR.

La variation de l'écart de conversion dans les participations ne donnant pas le contrôle s'élève à -31 M EUR.

Elle s'explique essentiellement par l'appréciation de la Couronne tchèque par rapport à l'Euro pour 34 M EUR et par la dépréciation par rapport à l'Euro de la Livre égyptienne pour -27 M EUR et du Dollar US pour -24 M EUR.

Note 15

Produits et charges d'intérêts

(En M EUR)	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Opérations avec les établissements de crédits	922	1 592	751
Comptes à vue et prêts interbancaires	722	1 259	577
Titres et valeurs reçus en pension	200	333	174
Opérations avec la clientèle	8 434	16 448	8 504
Créances commerciales	317	737	384
Autres concours à la clientèle	7 681	14 968	7 744
Comptes ordinaires débiteurs	375	683	350
Titres et valeurs reçus en pension	61	60	26
Opérations sur instruments financiers	5 027	8 685	4 023
Actifs financiers disponibles à la vente	1 837	3 059	1 504
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	38	79	40
Prêts de titres	13	27	17
Dérivés de couverture	3 139	5 520	2 462
Opérations de location financement	718	1 569	787
Location financement immobilier	137	251	120
Location financement mobilier	581	1 318	667
Total produits d'intérêts	15 101	28 294	14 065
Opérations avec les établissements de crédits	(677)	(1 292)	(557)
Emprunts interbancaires	(587)	(1 148)	(482)
Titres et valeurs donnés en pension	(90)	(144)	(75)
Opérations avec la clientèle	(3 301)	(6 307)	(3 067)
Comptes d'épargne à régime spécial	(591)	(1 076)	(498)
Autres dettes envers la clientèle	(2 485)	(5 070)	(2 515)
Titres et valeurs donnés en pension	(225)	(161)	(54)
Opérations sur instruments financiers	(4 915)	(8 724)	(3 944)
Dettes représentées par des titres	(1 209)	(1 708)	(779)
Dettes subordonnées et convertibles	(250)	(539)	(274)
Emprunts de titres	(38)	(54)	(33)
Dérivés de couverture	(3 418)	(6 423)	(2 858)
Autres charges d'intérêts	-	(1)	(1)
Total charges d'intérêts⁽¹⁾	(8 893)	(16 324)	(7 569)
Dont produits d'intérêts relatifs à des actifs financiers dépréciés	235	443	221

(1) Ces charges intègrent le coût de refinancement des instruments financiers à la juste valeur par résultat qui sont classés en gains ou pertes nets sur ces instruments (Cf. note 17). Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement.

Note 16

Produits et charges de commissions

(En M EUR)	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Produits de commissions			
Opérations avec les établissements de crédit	123	277	140
Opérations avec la clientèle	1 455	2 821	1 379
Opérations sur titres	338	626	312
Opérations sur marchés primaires	164	111	40
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	445	875	504
Engagements de financement et de garantie	401	804	402
Prestations de services	2 059	4 202	2 063
Autres	164	322	143
Total des produits	5 149	10 038	4 983
Charges de commissions			
Opérations avec les établissements de crédit	(130)	(316)	(153)
Opérations sur titres	(307)	(487)	(266)
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	(361)	(727)	(415)
Engagements de financement et de garantie	(61)	(89)	(46)
Autres	(497)	(934)	(426)
Total des charges	(1 356)	(2 553)	(1 306)

Note 17

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En M EUR)	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	2 796	8 743	1 176
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	558	180	13
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	(3 516)	(3 500)	(756)
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option	(804)	(471)	(212)
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction	3 421	(2 110)	(59)
Résultat net sur instruments de couverture en juste valeur	(31)	761	1 548
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	181	(712)	(1 210)
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	-	1	-
Résultat net des opérations de change	(306)	2 449	1 909
Total ⁽¹⁾	2 299	5 341	2 409

(1) Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement. Il convient de noter que les résultats ci-dessus n'intègrent pas le coût de refinancement de ces instruments financiers, qui est présenté parmi les charges et produits d'intérêts.

Le montant restant à comptabiliser dans le compte de résultat dû à la différence entre le prix de transaction et le montant qui serait déterminé à cette date au moyen de techniques de valorisation, diminué des montants enregistrés dans le compte de résultat après la comptabilisation initiale, se présente comme suit :

(En M EUR)	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Montant restant à comptabiliser en résultat en début de période	796	823	823
Montant généré par les nouvelles transactions de la période	195	362	197
Montant enregistré dans le compte de résultat durant la période	(209)	(389)	(160)
<i>Amortissement</i>	(93)	(227)	(111)
<i>Passage à des paramètres observables</i>	(31)	(54)	(37)
<i>Arrivée à échéance ou à terminaison</i>	(67)	(140)	(59)
<i>Différences de change</i>	(18)	32	47
Montant restant à comptabiliser en résultat en fin de période	782	796	860

Ce montant est enregistré en compte de résultat au fur et à mesure de l'écoulement du temps ou lorsque les paramètres deviennent observables.

Note 18

Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Activité courante			
Plus-value de cession ⁽¹⁾	254	227	121
Moins-value de cession ⁽²⁾	(248)	(149)	(68)
Pertes de valeur des titres à revenu variable	(21)	(110)	(42)
Participation aux bénéfices différée sur actifs financiers disponibles à la vente des filiales d'assurance	(20)	23	3
Sous-total	(35)	(9)	14
Titres à revenu variable détenus à long terme			
Plus-value de cession	108	174	87
Moins-value de cession	(5)	(25)	(13)
Pertes de valeur des titres à revenu variable	(6)	(107)	(66)
Sous-total	97	42	8
Total	62	33	22

(1) Dont 73 M EUR au titre des activités d'assurance au 30 juin 2011.

(2) Dont -39 M EUR au titre des activités d'assurance au 30 juin 2011.

Note 19

Frais de personnel

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Rémunérations du personnel	(3 545)	(6 853)	(3 342)
Charges sociales et fiscales sur rémunérations	(667)	(1 287)	(664)
Charges de retraite nettes - régimes à cotisations définies	(310)	(616)	(298)
Charges de retraite nettes - régimes à prestations définies	(59)	(125)	(69)
Autres charges sociales et fiscales	(204)	(397)	(206)
Participation, intéressement, abondement et décote	(167)	(281)	(149)
Total	(4 952)	(9 559)	(4 728)

Note 20

Plans d'avantages en actions

1. Montant de la charge enregistrée en résultat

	30.06.2011			31.12.2010			30.06.2010		
	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes
(En M EUR)									
Charges nettes provenant des plans d'achat d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges nettes provenant des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions	119,4	96,4	215,8	304,5	92,3	396,8	179,5	52,9	232,4

La charge mentionnée ci-dessus porte sur les plans réglés en titres et sur les plans réglés en espèces.

2. Description des nouveaux plans mis en place au cours du premier semestre 2011

Les régimes sur capitaux propres offerts aux salariés du Groupe au cours de la période se terminant le 30 juin 2011 sont brièvement décrits ci-dessous.

Emetteur	Société Générale
Année	2011
Type de plan	attribution gratuite d'actions
Autorisation des actionnaires	25.05.2010
Décision du Conseil d'Administration	07.03.2011
Nombre d'actions attribuées	2 351 605
Modalités de règlement	Actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	07.03.2011 - 31.03.2013 (1)
Conditions de performance	oui (2)
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (EUR)	46,55
Actions perdues	1 870
Actions restantes au 30.06.11	2 349 735
Nombre d'actions réservées au 30.06.11	2 349 735
Cours des actions réservées (EUR)	45,67
Valeur des actions réservées (M EUR)	107
1ère date de cession	31.03.2015
Période d'interdiction de cession	2 ans (3)
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	86%
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

(1) Pour les non-résidents fiscaux français, la période d'acquisition est majorée de deux ans.

(2) Les conditions de performance sont déclinées par pôle, direction fonctionnelle, entité ou catégorie de population. Elles sont basées sur des indicateurs de performance tels que le résultat net part du Groupe, le bénéfice net par action, le résultat d'exploitation, les pertes opérationnelles. La condition de performance dite « Groupe » qui s'applique au plus grand nombre d'attributaires est basée sur le résultat net part du Groupe 2012.

(3) Pour les non-résidents fiscaux français, il n'y a pas de période obligatoire de conservation des titres.

3. Informations sur les autres plans sur capitaux propres

Attribution d'actions SG avec décote

Plan mondial d'actionnariat salarié

Au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, la Société Générale a proposé le 19/04/2011 à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 37,50 EUR avec une décote de 20% par rapport à la moyenne des 20 dernières cotations de l'action Société Générale précédant cette date.

5 756 928 actions ont été souscrites. La charge de ce plan pour le Groupe est nulle. En effet, le modèle de valorisation utilisé qui est conforme aux préconisations du Conseil national de la comptabilité sur les plans d'épargne entreprise, compare le gain qu'aurait obtenu le salarié à la disposition immédiate des titres Société Générale et le coût notionnel que représente pour lui le blocage sur 5 ans. Or, ce modèle de valorisation conduit à une valeur unitaire nulle de l'avantage : la moyenne des cours de clôture de l'action Société Générale observés pendant la période de souscription (du 11 mai au 26 mai) réduite du coût que représente le blocage sur 5 ans est inférieure au prix de souscription.

Plan 2010 d'attribution gratuite d'actions TCW - Nouvelles attributions en 2011

Plan réglé en titres

Dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions TCW mis en place en 2010, de nouvelles attributions d'actions ont eu lieu au 1er semestre 2011 représentant 1 343 500 titres. Ces attributions sont soumises à des conditions de présence et, en partie, à des conditions de performance. La période d'acquisition des droits est étalée sur 4 ans. Le plan est assorti d'une garantie de liquidité en titres SG.

Note 21

Coût du risque

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Risque de contrepartie			
Dotations nettes pour dépréciation ⁽¹⁾	(1 894)	(3 963)	(2 110)
Pertes non couvertes	(190)	(359)	(99)
sur créances irrécouvrables	(174)	(312)	(85)
sur autres risques	(16)	(47)	(14)
Récupérations	77	198	89
sur créances irrécouvrables	72	197	88
sur autres risques	5	1	1
Autres risques			
Dotations nettes aux autres provisions	(56)	(36)	(22)
Total	(2 063)	(4 160)	(2 142)

(1) Dont 394,8 M EUR de dépréciation des titres d'Etat grecs (Cf. note 12).

Note 22

Impôts sur les bénéfices

(En M EUR)	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Charge fiscale courante	(737)	(1 425)	(730)
Charge fiscale différée	50	(117)	(76)
Total de la charge d'impôt ⁽¹⁾	(687)	(1 542)	(806)

(1) La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif s'analyse comme suit :

	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Résultat avant impôt, hors résultat des sociétés mises en équivalence et pertes de valeur sur les écarts d'acquisition (En M EUR)	2 506	5 724	3 052
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution de 3,3%)	34,43%	34,43%	34,43%
Différences permanentes	-1,59%	-1,78%	-3,66%
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	-0,69%	-0,14%	-0,33%
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	-5,76%	-5,20%	-4,05%
Effet des pertes de l'exercice non déductibles et de l'utilisation des reports déficitaires	1,01%	-0,37%	0,01%
Taux effectif Groupe	27,40%	26,94%	26,40%

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33% ; s'y ajoute une Contribution Sociale de 3,3% (après application d'un abattement de 0,76 M EUR) instaurée en 2000. Depuis le 1er janvier 2007, les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 5% de la plus-value.

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5% sont exonérés.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 34,43% pour les résultats imposés au taux normal ; pour les résultats imposés au taux réduit, le taux retenu est de 1,72% compte tenu de la nature des opérations concernées.

Note 23

Résultat par action

(En M EUR)	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Résultat net part du Groupe	1 663	3 917	2 147
Résultat net attribuable aux Titres super subordonnés	150	311	155
Résultat net attribuable aux Titres subordonnés à durée indéterminée	12	25	12
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions ordinaires	1 501	3 581	1 980
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ⁽¹⁾	733 928 289	721 724 753	719 465 057
Résultat par action ordinaire (En EUR)	2,05	4,96	2,75

(En M EUR)	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Résultat net part du Groupe	1 663	3 917	2 147
Résultat net attribuable aux Titres super subordonnés	150	311	155
Résultat net attribuable aux Titres subordonnés à durée indéterminée	12	25	12
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions ordinaires	1 501	3 581	1 980
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ⁽¹⁾	733 928 289	721 724 753	719 465 057
Nombre moyen de titres ordinaires retenu au titre des éléments dilutifs ⁽²⁾	2 954 152	3 436 912	3 438 689
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat net dilué par action	736 882 441	725 161 665	722 903 746
Résultat dilué par action ordinaire (En EUR)	2,04	4,94	2,74

Le montant du dividende versé en 2011 au titre de l'exercice 2010 s'élève à 1,75 EUR par action.

(1) Hors actions d'autocontrôle.

(2) Le nombre d'actions retenu dans les éléments dilutifs est calculé selon la méthode du « rachat d'actions » et prend en compte les attributions d'actions gratuites et les plans d'options de souscription d'actions.

Les plans d'options de souscription d'actions ont un effet dilutif dépendant du cours moyen de l'action Société Générale qui s'élève en 2011 à 44,67 EUR. Au 30 juin 2011, dans ce contexte, seul le plan d'options de souscription d'actions sans condition de performance de 2009 présente un effet dilutif.

Le nombre d'actions retenu au titre des éléments dilutifs comprend également les actions gratuites attribuées sans condition de performance des plans 2009 et 2010.

Note 24

Information sectorielle

Information sectorielle par pôle et sous-pôle

(En M EUR)	Réseaux France			Réseaux Internationaux			Services Financiers Spécialisés et Assurances		
	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Produit net bancaire	4 076	7 791	3 823	2 449	4 930	2 423	1 744	3 539	1 775
Charges générales d'exploitation ⁽²⁾	(2 617)	(5 058)	(2 481)	(1 492)	(2 769)	(1 357)	(928)	(1 841)	(912)
Résultat brut d'exploitation	1 459	2 733	1 342	957	2 161	1 066	816	1 698	863
Coût du risque	(339)	(864)	(448)	(591)	(1 340)	(700)	(427)	(1 174)	(610)
Résultat d'exploitation	1 120	1 869	894	366	821	366	389	524	253
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	4	8	4	5	11	6	9	(12)	(8)
Gains nets sur autres actifs	1	6	5	4	1	4	(2)	(5)	(4)
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Résultat courant avant impôts	1 125	1 883	903	375	834	376	396	507	241
Impôts sur les bénéfices	(381)	(637)	(306)	(82)	(156)	(71)	(111)	(148)	(71)
Résultat net	744	1 246	597	293	678	305	285	359	170
Participations ne donnant pas le contrôle	8	13	6	133	186	66	8	16	8
Résultat net part du Groupe	736	1 233	591	160	492	239	277	343	162

(En M EUR)	Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs								
	Gestion d'Actifs			Banque Privée			Services aux investisseurs et courtage		
	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Produit net bancaire	169	477	218	414	699	325	544	1 094	553
Charges générales d'exploitation ⁽²⁾	(165)	(457)	(227)	(310)	(551)	(264)	(508)	(994)	(486)
Résultat brut d'exploitation	4	20	(9)	104	148	61	36	100	67
Coût du risque	-	(3)	(3)	(11)	(4)	(1)	(13)	-	(1)
Résultat d'exploitation	4	17	(12)	93	144	60	23	100	66
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	62	100	47	-	-	-	-	-	(1)
Gains nets sur autres actifs	-	(1)	-	-	-	-	2	-	-
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat courant avant impôts	66	116	35	93	144	60	25	100	65
Impôts sur les bénéfices	(1)	(5)	4	(18)	(33)	(13)	(8)	(33)	(22)
Résultat net	65	111	39	75	111	47	17	67	43
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Résultat net part du Groupe	65	111	39	74	111	47	17	67	43

(En M EUR)	Banque de Financement et d'Investissement			Hors Pôles ⁽¹⁾			Groupe Société Générale		
	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Produit net bancaire ⁽³⁾	4 115	7 836	3 895	(389)	52	248	13 122	26 418	13 260
Charges générales d'exploitation ⁽²⁾	(2 478)	(4 706)	(2 226)	(119)	(169)	(113)	(8 617)	(16 545)	(8 066)
Résultat brut d'exploitation	1 637	3 130	1 669	(508)	(117)	135	4 505	9 873	5 194
Coût du risque	(281)	(768)	(375)	(401)	(7)	(4)	(2 063)	(4 160)	(2 142)
Résultat d'exploitation	1 356	2 362	1 294	(909)	(124)	131	2 442	5 713	3 052
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	9	9	(2)	3	1	78	119	58
Gains nets sur autres actifs	65	(6)	(2)	(6)	16	(3)	64	11	-
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Résultat courant avant impôts	1 421	2 365	1 301	(917)	(105)	129	2 584	5 844	3 110
Impôts sur les bénéfices	(376)	(625)	(346)	290	95	19	(687)	(1 542)	(806)
Résultat net	1 045	1 740	955	(627)	(10)	148	1 897	4 302	2 304
Participations ne donnant pas le contrôle	5	10	4	79	160	73	234	385	157
Résultat net part du Groupe	1 040	1 730	951	(706)	(170)	75	1 663	3 917	2 147

(1) Les produits ou charges ne relevant pas directement de l'activité des pôles sont intégrés dans le résultat du Hors Pôles. Ainsi, les écarts de réévaluation des dettes liés au risque de crédit propre (-345 M EUR au 30 juin 2011) sont rattachés au Hors Pôles.

(2) Y compris dotations aux amortissements.

(3) Ventilation du Produit net bancaire par activité de la Banque de Financement et d'Investissement :

(En M EUR)	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Global Markets	2 734	5 021	2 589
Financement et Conseil	1 296	2 744	1 258
Actifs gérés en extinction	85	71	48
Total Produit net bancaire	4 115	7 836	3 895

Note 24 (suite)

Information sectorielle

Information sectorielle par pôle et sous-pôle

(En M EUR)	Réseaux France		Réseaux Internationaux		Services Financiers Spécialisés et Assurances		Banque de Financement et d'Investissement	
	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010
Actifs sectoriels	193 529	191 428	94 738	92 875	139 659	136 449	599 189	609 795
Passifs sectoriels ⁽⁴⁾	157 913	150 997	73 180	73 081	91 808	89 910	633 692	611 663

(En M EUR)	Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs		Services aux investisseurs et courtage		Total Branche		Hors Pôles ⁽⁵⁾		Groupe Société Générale			
	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010		
Actifs sectoriels	2 769	2 941	20 273	20 678	55 209	50 003	78 251	73 622	52 642	27 903	1 158 008	1 132 072
Passifs sectoriels ⁽⁴⁾	603	650	26 035	24 755	65 107	65 940	91 745	91 345	57 568	64 101	1 105 906	1 081 097

(4) Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).

(5) Les actifs ou passifs ne relevant pas directement de l'activité des pôles sont intégrés dans le bilan du Hors Pôles. Ainsi, les écarts de réévaluation des dettes liés au risque de crédit propre sont rattachés au Hors Pôles.

Note 24 (suite)

Information sectorielle

Information sectorielle par zone géographique

Décomposition du PNB par zone géographique

(En M EUR)	France			Europe			Amériques		
	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010
Produits nets d'intérêts et assimilés	3 334	6 345	3 633	2 190	4 029	2 064	268	726	319
Produits nets de commissions	2 379	4 506	2 193	881	1 764	881	279	692	337
Résultat net des opérations financières	374	1 873	517	920	2 058	1 005	681	823	631
Autres produits nets d'exploitation	(14)	354	159	582	956	429	31	(35)	(26)
Produit net bancaire	6 073	13 078	6 502	4 573	8 807	4 379	1 259	2 206	1 261

(En M EUR)	Asie		Afrique			Océanie			Total			
	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2010			
Produits nets d'intérêts et assimilés	95	159	59	468	909	451	13	120	69	6 368	12 288	6 595
Produits nets de commissions	71	137	70	183	368	179	-	18	17	3 793	7 485	3 677
Résultat net des opérations financières	373	577	272	20	82	40	(6)	(39)	(34)	2 362	5 374	2 431
Autres produits nets d'exploitation	-	3	-	-	(5)	(4)	-	(2)	(1)	599	1 271	557
Produit net bancaire	539	876	401	671	1 354	666	7	97	51	13 122	26 418	13 260

Décomposition des agrégats bilantiels par zone géographique

(En M EUR)	France		Europe		Amériques	
	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010
Actifs sectoriels	840 861	813 508	160 716	159 882	115 306	117 275
Passifs sectoriels ⁽⁵⁾	796 260	770 503	154 533	153 416	116 629	118 411

(En M EUR)	Asie		Afrique		Océanie		Total	
	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010	30.06.2011	31.12.2010
Actifs sectoriels	18 556	18 000	22 541	23 222	28	185	1 158 008	1 132 072
Passifs sectoriels ⁽⁵⁾	17 868	17 463	20 568	21 161	48	143	1 105 906	1 081 097

(5) Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).

ERNST & YOUNG Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris-La Défense Cedex

DELOITTE & ASSOCIÉS
185, avenue Charles de Gaulle
B.P. 136
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Société Anonyme
17, Cours Valmy
92972 Paris-La Défense Cedex

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de Société Générale, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte caractérisé par une crise des finances publiques de certains pays de la zone euro et en particulier la Grèce. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 4 août 2011

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit

DELOITTE & ASSOCIÉS

Philippe PEUCH-LESTRADE

Jean-Marc MICKELER

INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE

Paris, le 3 août 2011

DEUXIEME TRIMESTRE 2011 : RESULTATS RESILIENTS ET RENFORCEMENT DU CAPITAL

- Revenus** en progression par rapport au T2-10 : 6,5** Md EUR (+2,1%*)
- Baisse du coût du risque confirmée dans tous les métiers : 58 pb*** (-28 pb par rapport au T2-10)
- Dépréciation des titres d'Etat grecs : -395 MEUR avant impôt, -268 MEUR après impôt
- Résultat net part du Groupe : 747 M EUR
- Renforcement de la solidité financière du Groupe : ratios Core Tier 1 de 9,3% et Tier 1 (Bâle 2) de 11,3%⁽¹⁾ → génération de +0,5 pts de capital au T2-11

PREMIER SEMESTRE 2011 : DES PERFORMANCES SOLIDES

- Revenus** du Groupe : 13,5** Md EUR, +4,4%* vs S1-10
- Résultat net part du Groupe :
 - 1 663 M EUR
 - 1 891 M EUR hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre (stable par rapport à S1-10)
- BNPA⁽²⁾ 2,05 EUR

* A périmètre et taux de change constants.

** Hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre

*** Coût du risque hors litiges et hors actifs gérés en extinction et dépréciation des titres d'Etat grecs

(1) Hors effets du floor (exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers)

(2) Après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI (respectivement 150 millions d'euros et 12 millions d'euros)

Le Conseil d'administration de Société Générale a examiné, le 2 août 2011, les comptes du Groupe pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2011. Le résultat net part du Groupe s'établit à 747 millions d'euros au deuxième trimestre. Il intègre, à hauteur de 268 millions d'euros (395 millions d'euros avant impôt et minoritaires), une dépréciation des titres d'Etat grecs calculée selon les conditions des accords européens intervenus le 21 juillet dernier.

Alors que la reprise modérée dans les économies développées s'est confirmée au deuxième trimestre 2011, les inquiétudes croissantes relatives à la dette souveraine européenne ont provoqué une aversion pour le risque et des mouvements de marchés erratiques, au gré de l'actualité politique. Dans ce contexte, Société Générale a continué à mettre en œuvre sa stratégie d'adaptation à un environnement réglementaire plus contraignant en renforçant la gestion de son capital, en réduisant son exposition aux risques de marché, en sécurisant ses besoins en liquidité et en diversifiant ses sources de financement.

Les résultats des métiers du trimestre reflètent la situation économique et financière globale qui reste contrastée. La performance des Réseaux France est satisfaisante. Le résultat des Réseaux Internationaux, affecté au premier trimestre par les conséquences des mouvements politiques en Afrique et dans le Bassin Méditerranéen, se redresse. La contribution aux résultats du Groupe des métiers de Financements Spécialisés et Assurances continue à progresser. La Banque de Financement et d'Investissement affiche une bonne résistance de ses revenus compte tenu de l'environnement de marché dégradé, alors que, ce trimestre, les activités de Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs subissent les conséquences d'un environnement de marché défavorable et de flux de provisions non-récurrents.

Frédéric Oudéa, Président-Directeur général du Groupe, a déclaré : « Les résultats du deuxième trimestre témoignent de la résilience du Groupe dans un environnement économique et financier incertain. Outre les performances solides de nos métiers, ces résultats incorporent les dépréciations constatées sur les titres d'Etat grecs, dont l'impact est toutefois limité, comme attendu. Au final, le Groupe démontre une nouvelle fois sa capacité à renforcer son capital de façon significative sur le semestre.

A horizon fin 2013, le groupe Société Générale atteindra un ratio Core Tier 1 Bâle 3 d'au moins 9% grâce à ses résultats solides et avec la même priorité accordée à la gestion très disciplinée de son capital et de ses encours pondérés et à la maîtrise rigoureuse des coûts et des risques, même si l'objectif de résultat net part du Groupe de 6 milliards d'euros en 2012 paraît désormais difficilement réalisable dans les délais prévus.

Fort de nos réalisations du premier semestre, je reste confiant dans la poursuite de la croissance de nos résultats et dans l'atteinte de nos objectifs de transformation présentés dans le cadre du plan Ambition SG 2015. »

1. RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE

M EUR	T2-10	T2-11	Var T2/T2	S1-10	S1-11	Var S1/S1
Produit net bancaire	6 679	6 503	-2,6%	13 260	13 122	-1,0%
<i>A données constantes*</i>			-1,6%			-1,1%
Produit net bancaire**	6 425	6 487	+1,0%	12 905	13 467	+4,4%
<i>A données constantes*</i>			+2,1%			+4,4%
Frais de gestion	(4 065)	(4 241)	+4,3%	(8 066)	(8 617)	+6,8%
<i>A données constantes*</i>			+6,0%			+7,6%
Résultat brut d'exploitation	2 614	2 262	-13,5%	5 194	4 505	-13,3%
<i>A données constantes*</i>			-13,4%			-14,4%
Coût net du risque	(1 010)	(1 185)	+17,3%	(2 142)	(2 063)	-3,7%
Résultat d'exploitation	1 604	1 077	-32,9%	3 052	2 442	-20,0%
<i>A données constantes*</i>			-33,5%			-22,0%
Résultat net part du Groupe	1 084	747	-31,1%	2 147	1 663	-22,5%
Résultat net part du Groupe**	916	737	-19,6%	1 913	1 891	-1,1%

	T2-10	T2-11
ROE Groupe après impôt	10,9%	6,9%
ROE Groupe après impôt**	9,1%	6,8%

	S1-10	S1-11
	11,0%	7,8%
	9,7%	9,0%

Produit net bancaire

Le produit net bancaire total du Groupe s'établit à 6,5 milliards d'euros au deuxième trimestre 2011 (6,7 milliards au T2-10), et à 13,1 milliards au premier semestre 2011, en léger retrait par rapport au premier semestre 2010 (13,3 milliards d'euros).

Hors effet de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, qui avait flatté les revenus du T2-10 et réduit ceux du T1-11, les revenus progressent de +2,1%* par rapport au T2-10 et de +4,4%* sur le semestre (à 13,5 milliards d'euros).

Cette évolution reflète les performances satisfaisantes des métiers de banque de détail et la résistance des activités de banque de financement et d'investissement de Société Générale :

- Les **Réseaux France** enregistrent au T2-11 des revenus à hauteur de 2 038 millions d'euros en hausse de +5,5% par rapport au T2-10 (+1,0% hors PEL/CEL et SMC). Sur le semestre, le produit net bancaire des Réseaux France progresse de +6,6% en données courantes entre 2010 et 2011 (+2,8% hors PEL/CEL et SMC) ;
- Le produit net bancaire des **Réseaux Internationaux**, atteint 1 260 millions d'euros (+1,4%* en comparaison avec le T2-10). Le retour progressif à des conditions normales d'exploitation en Afrique et dans le Bassin Méditerranéen, ainsi que le début d'amélioration des conditions économiques observé dans les pays d'Europe centrale et orientale expliquent ce redressement. Sur le semestre, le produit net bancaire des Réseaux Internationaux s'établit à 2 449 millions d'euros, à +1,1% par rapport au S1-10 ;
- La **Banque de Financement et d'Investissement** montre une bonne résistance de ses revenus, (+7,4%* par rapport au T2-10 à 1 835 millions d'euros), dans un environnement peu porteur, notamment sur les activités de flux. Les résultats ont été soutenus au deuxième trimestre par les activités de financement et de conseil, ainsi que par les ventes de produits structurés.

Les actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement contribuent de façon légèrement positive au produit net bancaire du trimestre (43 millions d'euros).

Globalement, les revenus du pôle progressent de +6,5%* entre le S1-10 et le S1-11, pour s'établir à 4 115 millions d'euros.

- Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** voit ses revenus progresser légèrement sur le trimestre (+0,3%* par rapport au T2-10) et sur le semestre (+4,2%* par rapport au S1-10), reflétant notamment, pour les activités de Financements Spécialisés, les bonnes performances des activités de location longue durée et gestion de flotte de véhicules, ainsi que le recentrage engagé sur les activités de crédit à la consommation. Parallèlement, les activités d'assurance du pôle contribuent de façon croissante au produit net bancaire, avec une progression de +17,7%* entre le T2-10 et le T2-11 (+16,4%* en données semestrielles).
- Le produit net bancaire des métiers de **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** subit au cours du deuxième trimestre les conséquences d'une situation de marché défavorable qui affecte particulièrement l'activité de Gestion d'Actifs et de Courtage, avec des revenus en diminution (547 millions d'euros contre 592 au T2-10), malgré le dynamisme des activités de Banque Privée et de Services aux Investisseurs. En comparaison semestrielle, les revenus du pôle progressent de +3,0%* à 1 127 millions d'euros.

L'impact de la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre est négligeable au deuxième trimestre (+16 millions d'euros), contre +254 millions d'euros au T2-10. Sur le semestre, l'effet global s'établit ainsi à -345 millions d'euros, contre +355 au S1-10.

Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à 4,2 milliards d'euros au T2-11 (+4,3% par rapport au T2-10) et 8,6 milliards d'euros pour le semestre (+6,8% par rapport au S1-10).

Ils s'inscrivent en légère diminution par rapport au T1-11 en variations courantes (-3,1%).

Au total, le coefficient d'exploitation est de 65,4%** au T2-11 et de 64,0%** au S1-11, traduisant les efforts d'investissement dans la transformation du Groupe et l'environnement moins porteur au T2-11 pour les activités financières.

Résultat d'exploitation

Sur le trimestre, le résultat brut d'exploitation du Groupe hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre s'établit à 2,2 milliards d'euros (2,4 milliards d'euros au T2-10). Il atteint 4,9 milliards d'euros au S1-11, stable par rapport au S1-10.

Au T2-11 la **charge du risque** s'établit à 1 185 millions d'euros, en hausse de +17,3% par rapport au T2-10 et de +35,0% par rapport au T1-11, en raison d'une dépréciation des titres d'État grecs de -395 millions d'euros. Retraitée de cette dépréciation et de la charge du risque pour actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement, la charge du risque du Groupe s'inscrit à 660 millions d'euros, en baisse de -15,5% par rapport au T1-11.

Sur le semestre, en dépit de la dépréciation des titres d'Etat grecs, la charge du risque totale est en baisse de -3,7%, à 2 063 millions d'euros contre 2 142 millions d'euros au premier semestre 2010.

Le coût du risque du Groupe s'établit à 58^(a) points de base au T2-11, et confirme la tendance à la baisse amorcée au premier trimestre 2010 (-12 pb par rapport au T1-11).

- Conformément aux attentes, le coût du risque des **Réseaux France** poursuit sa baisse à 36 points de base (contre 52 pb au T2-10 et 40 pb au T1-11).

** Hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre

^(a) Annualisé, hors litiges, hors actifs gérés en extinction sur actifs début de période et hors dépréciation des titres d'Etat grecs

- A 149 points de base (contre 192 pb au T2-10 et 174 pb au T1-11), le coût du risque des **Réseaux Internationaux** continue de se réduire. Compte tenu de la situation économique dans ces pays, le coût du risque demeure bas en République tchèque et en Russie tandis qu'il est stable en Roumanie. La charge du risque reste limitée ce trimestre en Afrique subsaharienne et dans le Bassin Méditerranéen. Cependant, en ligne avec la politique prudente du Groupe, les provisions base portefeuille constituées au T1-11 pour 51 millions d'euros ont été maintenues sur cette région. En Grèce, dans un contexte économique toujours dégradé, la charge nette du risque reste à un niveau élevé.
- Au T2-11, le coût du risque des activités pérennes de **la Banque de Financement et d'Investissement** est négligeable (à 0 pb contre 10 pb au T2-10 et 12 pb au T1-11). La charge du risque des actifs gérés en extinction est maîtrisée à -130 millions d'euros sur la période.
- Le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** s'améliore de près de 80 pb sur un an, à 156 points de base au T2-11 par rapport à 234 pb au T2-10. Sur le trimestre, la charge du risque sur les activités de crédit à la consommation et de financement d'équipements reste globalement stable par rapport au trimestre précédent.

En parallèle, au niveau du Groupe, le taux de couverture des encours provisionnables est de 71% au T2-11, quasiment stable par rapport à fin T1-11 (72%).

Le Groupe a constaté au T2-11 une dépréciation des titres d'État grecs de -395 millions d'euros à la suite des accords européens du 21 juillet 2011. Cette dépréciation est comptabilisée en Hors Pôle, dans l'attente des opérations effectives d'échange.

Au total, le résultat d'exploitation du Groupe s'élève à 1 077 millions d'euros au T2-11 en retrait de -33,5%* par rapport au T2-10, mais en hausse de 7,9% hors impacts liés à la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre et dépréciation des titres d'État grecs.

Rapporté au semestre, le résultat d'exploitation du S1-11 s'établit à 2 442 millions d'euros, soit +18,02% hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre et dépréciation des titres d'État grecs, par rapport au S1-10 (-22,0%*).

Résultat net

Après prise en compte de la charge fiscale (taux effectif d'impôts du Groupe de 27,8%) et des participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net part du Groupe s'élève à 747 millions d'euros sur le trimestre (contre 1 084 au T2-10), et à 1 663 millions d'euros sur le semestre (à comparer à 2 147 millions d'euros au S1-10).

Le résultat net part du Groupe est stable** par rapport au S1-10. Il baisse de -19,6%** au T2-11 par rapport au T2-10, compte tenu de l'impact de la dépréciation des titres d'Etat grecques.

Le ROE du Groupe après impôt atteint 6,9% au T2-11 et 7,8% sur le semestre.

Le bénéfice net par action sur cette période est de 2,05 euros, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI¹.

¹ Les intérêts nets d'effet fiscal à verser à fin juin 2011 sont de 150 millions d'euros aux porteurs de TSS et de 12 millions d'euros aux porteurs de TSDI.

** Hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre

2. STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Le succès de la souscription à l'offre de paiement du dividende en action a permis de renforcer les Fonds Propres du Groupe de 0,9 milliard d'euros et conduisant à émettre 23,9 millions d'actions nouvelles à un prix de 37,18 EUR, portant le nombre total d'actions du Groupe à 770,3 millions.

Au 30 juin 2011, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 47,6 milliards d'euros¹ et l'actif net par action à 54,15 euros (intégrant +0,46 euros de plus-values latentes).

Au deuxième trimestre, Société Générale n'est pas intervenu pour racheter ses propres titres. Société Générale détient donc, de manière directe et indirecte, au 30 juin 2011, 20,0 millions d'actions (dont 8,9 millions d'actions d'autocontrôle), soit 2,6% du capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading). Par ailleurs, le Groupe détient à cette date 7,5 millions d'options d'achat sur son propre titre, en couverture de plans de stock-options attribués à ses salariés.

Les encours pondérés en référentiel Bâle II s'élèvent à 333,0 milliards d'euros au 30 juin 2011 contre 333,3 milliards d'euros au 31 mars 2011, reflétant la politique de gestion prudente du Groupe dans l'environnement économique instable du trimestre, avec notamment la réduction des expositions aux risques de marché.

Le ratio Tier 1 de Société Générale au 30 juin 2011 s'établit à 11,3%² contre 10,8% au 31 mars, en amélioration de 44 points de base ce trimestre. La structure financière du Groupe s'est renforcée de manière très significative au cours du premier semestre. Le ratio Core Tier One en normes Bâle 2 se monte à 9,3% au 30 juin 2011 contre 8,5% au 31 décembre 2010 (8,8% à fin mars 2011), soit +74 pb issus principalement de la capacité bénéficiaire du Groupe et de l'incorporation des bons résultats de 2010, grâce à la souscription par 68% des actionnaires à l'offre de paiement du dividende en actions (effet conjugué de +60 pb en Core Tier 1). La gestion dynamique du portefeuille d'actifs gérés en extinction permet, notamment grâce à des cessions et démantèlements d'actifs de constater une progression de 15 pb du ratio Tier 1 ce semestre.

Cette croissance va se poursuivre au cours du deuxième semestre, grâce notamment à l'augmentation de +6 pb de Core Tier 1 résultant de la large participation des salariés aux offres qui leur sont réservées dans le cadre du Plan Mondial d'Actionariat Salarié.

En matière de liquidité, au 20 juillet 2011, le groupe a émis pour 24,1 milliards d'euros de dette senior à plus d'un an, correspondant à 94% de son programme total pour 2011. Le programme d'émissions « vanille », regroupant les émissions non sécurisées en nom Société Générale et les financements sécurisés, est accompli à hauteur de 92%.

Le Groupe est noté Aa2 par Moody's et A+ par S&P et Fitch.

¹ Ce montant comprend notamment (i) 6,2 milliards d'euros de titres super-subordonnés, 0,8 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée et (ii) des plus-values latentes nettes pour 0,35 milliard d'euros

² Hors effet du floor (exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers) : -18 points de base sur le ratio Tier 1

3. RESEAUX FRANCE

M EUR	T2-10	T2-11	Var T2/T2	S1-10	S1-11	Var S1/S1
Produit net bancaire	1 931	2 038	+5,5%	3 823	4 076	+6,6%
<i>PNB hors PEL/CEL et hors SMC</i>			<i>+1,0%</i>			<i>+2,8%</i>
Frais de gestion	(1 240)	(1 293)	+4,3%	(2 481)	(2 617)	+5,5%
Résultat brut d'exploitation	691	745	+7,8%	1 342	1 459	+8,7%
<i>RBE hors PEL/CEL et hors SMC</i>			<i>+0,3%</i>			<i>+3,2%</i>
Coût net du risque	(216)	(160)	-25,9%	(448)	(339)	-24,3%
Résultat d'exploitation	475	585	+23,2%	894	1 120	+25,3%
Résultat net part du Groupe	312	384	+23,1%	591	736	+24,5%
<i>RNPG hors PEL/CEL</i>			<i>+15,3%</i>			<i>+19,1%</i>

Au deuxième trimestre 2011, les **Réseaux France** (Société Générale, Crédit du Nord, Boursorama) publient des résultats commerciaux conformes aux objectifs du Groupe.

Dans un environnement de défiance vis-à-vis des marchés financiers et de hausse des taux d'intérêts à court terme, les encours de dépôts progressent de +10,0%^(a) par rapport au T2-10 à 136,2 milliards d'euros, notamment les dépôts à vue (+8,9%^(a) par rapport au T2-10) et l'Épargne à Régime Spécial (+11,9%^(a) hors PEL par rapport au T2-10), ainsi que sur les dépôts à terme de la clientèle entreprise (+23,4%^(a) par rapport au T2-10).

L'activité avec la clientèle commerciale a bénéficié des mesures visant à renforcer la satisfaction des clients, notamment l'optimisation des délais d'octroi de crédits. Les Réseaux France ont ainsi vu la production de crédits à moyen terme augmenter fortement, profitant pleinement du frémissement de l'investissement des entreprises. Une production dynamique de prêts immobiliers (+4,8%^(a) par rapport à T2-10) permet aux encours de crédit d'atteindre 169,3 milliards d'euros (+2,9%^(a) par rapport au T2-10).

Le **ratio crédits / dépôts** s'établit à 124%, en baisse de 9,7 points sur un an.

La recherche par les épargnants de placements liquides et non risqués n'a pas remis en cause l'attractivité des produits **d'assurance-vie** des Réseaux. Dans un marché français en ralentissement, le Groupe affiche une production brute de +2 374 millions d'euros (hors SMC), stable par rapport au T2-10, et les encours du Groupe, à 80,4 milliards d'euros.

Les **résultats financiers** au T2-11 du pôle s'inscrivent en ligne avec l'objectif de début d'année. En dépit des augmentations des taux de rémunération de l'Épargne à Régime Spécial et de la compression des marges des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises dans un environnement très concurrentiel, le produit net bancaire progresse de +3,7%^(b) par rapport au T2-10, à 2 038 millions d'euros (+1,0%^(b) hors acquisition SMC). Les revenus ont été soutenus par l'évolution positive de la marge d'intérêt (+4,4%^(b) par rapport au T2-10), portée par la croissance des dépôts, et dans une moindre mesure de celle des commissions (+2,9%^(b) par rapport au T2-10). Tout en intégrant les investissements liés à la mutualisation des systèmes d'information, et à l'intégration de SMC, les frais de gestion restent sous contrôle à 1 293 millions d'euros au T2-11 (+4,3% par rapport au T2-10). Au total le coefficient d'exploitation ressort à 64,4%^(b) au deuxième trimestre.

Sur le semestre, les revenus sont en hausse de +5,5%^(b) (+2,8%^(b) hors acquisition SMC) par rapport au S1-10 à 4 076 millions d'euros. Les frais de gestion augmentent de +5,5% par rapport au S1-10 à 2 617 millions d'euros et le coefficient d'exploitation reste stable à 64,6%^(b).

^(a) Hors acquisition SMC

^(b) Hors PEL/CEL

Le **résultat brut d'exploitation** progresse de +2,6%^(b) par rapport au T2-10 à 745 millions d'euros et de +5,4%^(b) par rapport au S1-10 à 1 459 millions d'euros.

Le coût du risque des **Réseaux France** s'élève à 36 points de base (contre 52 pb au T2-10). Cette évolution à la baisse reflète une amélioration sur la clientèle des entreprises. La sinistralité reste très modérée sur la clientèle des particuliers.

Au T2-11, les Réseaux France dégagent un résultat net part du Groupe de 384 millions d'euros (+23,1% par rapport au T2-10) et de 736 millions d'euros pour le semestre (+24,5% par rapport au S1-10).

4. RESEAUX INTERNATIONAUX

M EUR	T2-10	T2-11	Var T2/T2	S1-10	S1-11	Var S1/S1
Produit net bancaire	1 240	1 260	+1,6%	2 423	2 449	+1,1%
<i>A données constantes*</i>			+1,4%			-0,5%
Frais de gestion	(699)	(754)	+7,9%	(1 357)	(1 492)	+9,9%
<i>A données constantes*</i>			+8,0%			+8,7%
Résultat brut d'exploitation	541	506	-6,5%	1 066	957	-10,2%
<i>A données constantes*</i>			-7,1%			-12,2%
Coût net du risque	(334)	(268)	-19,8%	(700)	(591)	-15,6%
Résultat d'exploitation	207	238	+15,0%	366	366	0,0%
<i>A données constantes*</i>			+12,8%			-4,4%
Résultat net part du Groupe	125	116	-7,2%	239	160	-33,1%

Après un premier trimestre affecté par les turbulences politiques et la situation économique difficile dans certains pays, le deuxième trimestre marque un retour à une tendance plus positive et des revenus en légère hausse sur l'ensemble des **Réseaux Internationaux**, démontrant ainsi la résilience du modèle.

Forts d'une stratégie commerciale adaptée, les encours de crédits et de dépôts progressent respectivement à 65,9 et de 65,1 milliards d'euros, +5,1%* et +2,1%* par rapport au T2-10. Le ratio crédits / dépôts s'établit à 101%, en légère hausse par rapport au T1-11.

Dans les pays d'**Europe Centrale et Orientale hors Russie**, on observe au deuxième trimestre une reprise de l'activité commerciale et une amélioration de la performance financière par rapport au premier trimestre 2011. L'évolution des encours est de +2,6%* sur les crédits et de +1,7%* sur les dépôts par rapport au T1-11.

En République tchèque, la reprise économique et les efforts commerciaux au T2-11 se traduisent dans une évolution positive des encours de crédits à +4,3%* et de dépôts à +2,6%* par rapport au T1-11.

Dans un contexte de retour à la croissance plus lent que prévu en Roumanie, la BRD a lancé des campagnes ciblées pour soutenir le dynamisme commercial. L'entité génère des revenus en hausse de +11,3%* sur le trimestre.

Les autres pays de la zone démontrent également une bonne activité commerciale avec des encours de crédits en hausse de +0,9%* par rapport au trimestre précédent.

La situation demeurant difficile en Grèce, le Groupe poursuit les mesures de réorganisation des activités mises en œuvre depuis plusieurs trimestres.

En **Russie**, dans le cadre de la réorganisation des activités du Groupe, d'importants investissements sont en cours de réalisation afin d'adapter le dispositif et harmoniser le modèle opérationnel. Les revenus progressent par rapport au T2-10, tirés par la clientèle de particuliers dont les encours de crédits et dépôts progressent respectivement de +10,4%* et de +5,7%* par rapport au T2-10.

La reprise de l'activité des implantations du **Bassin Méditerranéen** au T2-11 est marquée par une augmentation du nombre de clients de +8,7%* sur un an avec +9,1%* de clients particuliers. En Egypte et en Tunisie la situation se normalise avec des encours de crédits en hausse respectivement de +18,3%* et de +22,5%*, notamment sur la clientèle de particuliers (+18,0%* et +16,6%* par rapport au T2-10). Dans toute la zone, les dépôts progressent sur cette même période de +8,8%* dont +14,3%* sur la clientèle des entreprises en Egypte.

Le trimestre a été marqué en **Afrique Sub-saharienne et Outre-mer**, par la réouverture de l'implantation en Côte d'Ivoire qui génère 23,5 millions d'euros de revenus sur le trimestre. Sur toute la zone, les encours de crédits et de dépôts sont à la hausse (+6,9%* et +8,3%* par rapport au T2-10).

A 1 260 millions d'euros, les revenus des Réseaux Internationaux sont en légère progression, de +1,4%* par rapport au T2-10 (+1,6% en données courantes) et de +6,0% par rapport au T1-11.

Les frais de gestion s'établissent à 754 millions d'euros au T2-11, soit +8,0%* par rapport au T2-10, notamment en raison de la progression des frais en Russie (+16,5%* par rapport à T2-10) compte tenu de la persistance d'une inflation élevée, des coûts de fusion et de l'augmentation des taux de contributions sociales.

Au total, le résultat brut d'exploitation est en retrait de -7,1%* par rapport au T2-10, à 506 millions d'euros et le coefficient d'exploitation augmente de 3,4 points, à 59,8%.

Sur le semestre, les revenus sont à 2 449 millions d'euros, stables par rapport au S1-10 (-0,5%*, +1,1% en données courantes), et les frais de gestion sont de 1 492 millions d'euros, soit +8,7%* par rapport au S1-10 (+9,9% en données courantes) en particulier en raison de l'évolution déjà mentionnée des frais en Russie. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 957 millions d'euros, en baisse de -12,2%* (-10,2% en données courantes) et le coefficient d'exploitation, à 60,9% contre 56,0% au S1-10.

Les Réseaux Internationaux enregistrent ce trimestre une charge nette du risque en baisse sensible, à -268 millions d'euros (contre -334 millions d'euros au T2-10), soit 149 points de base (contre 192 au T2-10 et 174 au T1-11). La baisse est particulièrement marquée ce trimestre dans le Bassin Méditerranéen. En léger recul en République tchèque et en Russie, le coût du risque reste stable en Roumanie. En accord avec la politique de prudence et de gestion stricte des risques du Groupe, et compte tenu de l'environnement toujours difficile, les provisions base portefeuille ont été maintenues en Côte d'Ivoire, Tunisie et Egypte.

Au global, les Réseaux Internationaux dégagent un résultat net part du Groupe de 116 millions d'euros au T2-11 et de 160 millions d'euros au S1-11.

5. BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

M EUR	T2-10	T2-11	Var T2/T2	S1-10	S1-11	Var S1/S1
Produit net bancaire	1 751	1 835	+4,8%	3 895	4 115	+5,6%
<i>A données constantes*</i>			<i>+7,4%</i>			<i>+6,5%</i>
<i>Activités de Financement et Conseil</i>	<i>656</i>	<i>655</i>	<i>-0,2%</i>	<i>1 258</i>	<i>1 296</i>	<i>+3,0%</i>
<i>Activités de Marché (1)</i>	<i>1 024</i>	<i>1 137</i>	<i>+11,0%</i>	<i>2 589</i>	<i>2 734</i>	<i>+5,6%</i>
<i>Actifs gérés en extinction</i>	<i>71</i>	<i>43</i>	<i>-39,4%</i>	<i>48</i>	<i>85</i>	<i>+77,1%</i>
Frais de gestion	(1 074)	(1 163)	+8,3%	(2 226)	(2 478)	+11,3%
<i>A données constantes*</i>			<i>+12,7%</i>			<i>+12,3%</i>
Résultat brut d'exploitation	677	672	-0,7%	1 669	1 637	-1,9%
<i>A données constantes*</i>			<i>-0,6%</i>			<i>-1,3%</i>
Coût net du risque	(142)	(147)	+3,5%	(375)	(281)	-25,1%
<i>Dont Actifs gérés en extinction</i>	<i>(97)</i>	<i>(130)</i>	<i>+34,0%</i>	<i>(311)</i>	<i>(226)</i>	<i>-27,3%</i>
Résultat d'exploitation	535	525	-1,9%	1 294	1 356	+4,8%
<i>A données constantes*</i>			<i>-3,1%</i>			<i>+5,4%</i>
Résultat net part du Groupe	410	449	+9,5%	951	1 040	+9,4%

(1) Dont "Actions" 615 M EUR au T2-11 (357 M EUR au T2-10) et "Taux, Change, Matières Premières" 523 M EUR au T2-11 (667 M EUR au T2-10)

Dans un environnement de marché marqué par la crise de la dette souveraine en Europe et l'attentisme des investisseurs, les revenus de la **Banque de Financement et d'Investissement** affichent une bonne résistance. Au total, à 1 835 millions d'euros au T2-11 (dont 43 millions d'euros au titre des actifs gérés en extinction) les revenus sont en hausse de +7,4%* (+4,8% en données courantes).

Au cours du deuxième trimestre, les **Activités de Marché** ont été pénalisées par un contexte peu porteur qui a amené SG CIB à réduire son profil de risque (VaR de marché en baisse de 9% par rapport au T1-11). Les produits structurés affichent une bonne tenue, contrastant avec les résultats en retrait sur les produits de flux. Parmi les leaders mondiaux sur ce segment, SG CIB a été désignée « Meilleure banque de l'année en produits structurés » (*Euromoney*, Juillet 2011). Au total pour le deuxième trimestre, les revenus ressortent en hausse de +13,1%* (+11,0% en données courantes par rapport au T2-10).

A 615 millions d'euros au T2-11, les revenus des activités **Actions** sont en forte hausse par rapport au T2-10, +72% en données courantes. SG CIB réalise une bonne performance sur les produits structurés et un trimestre record sur les produits listés, en particulier ETF. La banque de Financement et d'Investissement confirme par ailleurs sa position de leader sur les dérivés actions en terminant n°1 du classement « Meilleur fournisseur de dérivés actions » et n°1 du classement « Meilleur fournisseur de dérivés actions exotiques » (*Risk magazine - Institutional investor rankings*, Juin 2011).

Dans un contexte de marché défavorable, les activités **Taux, Changes et Matières premières** enregistrent des revenus en baisse au T2-11 à 523 millions d'euros contre 667 millions d'euros au T2-10. La bonne tendance sur les produits structurés se confirme, notamment sur les produits de taux et changes en Asie. Malgré des résultats en retrait ce trimestre, SG CIB poursuit son développement sur les activités de flux, notamment sur le change : la ligne métier continue de gagner des parts de marché sur la plateforme FX All (6,7% au T2-11, contre 6% au T1-11) et a été nommée « Meilleur fournisseur FX en Europe Centrale et Europe de l'Est » (*Global Finance*, Janvier 2011). La nouvelle plateforme Alpha FX a par ailleurs été désignée « Innovation de l'année (Digital FX awards) » (*Profit & Loss magazine*, Avril 2011).

Les métiers de **Financement et Conseil** affichent des résultats solides. A 655 millions d'euros, les revenus sont stables par rapport au T2-10 en dépit de l'impact défavorable de la baisse du dollar US. Les financements structurés enregistrent de bonnes performances avec des revenus en hausse de +19% par rapport au T2-10, notamment sur les financements à effet de levier, d'infrastructures et export. Dans un contexte de faibles volumes sur les émissions *Corporate Investment Grade*, l'activité Marchés de Capitaux maintient son niveau de revenus.

Par ailleurs, le second trimestre enregistre les premiers effets positifs des investissements sur le marché de la dette en USD/GBP et *High Yield* : SG CIB a obtenu son premier mandat pour une émission de dette subordonnée en Livres sterling au cours de ce trimestre (Aviva) et est classée n°15 sur les émissions de dette *Investment Grade Corporate* en dollar US au premier semestre 2011 (*Thomson Reuters*).

Sur le trimestre, la ligne-métier a joué un rôle de premier plan dans plusieurs opérations notables : SG CIB est intervenue comme unique conseiller financier, arrangeur principal et teneur de livre dans le cadre de l'acquisition de Parmalat par Lactalis ; SG CIB a également été co-preneur de livre dans l'émission en US dollar de Mubadala. Enfin, SG CIB a confirmé sa position de leader en financements structurés avec la récompense de « Meilleur arrangeur en financement export » (*Trade Finance magazine*, Juin 2011) pour la dixième fois consécutive.

Au T2-11, la contribution aux revenus des **actifs gérés en extinction** est de 43 millions d'euros. La réduction de l'exposition s'élève à 1,9 milliards d'euros en nominal au T2-11 (1,1 milliard d'euros de cessions et 0,8 milliard d'euros d'amortissements). Sur le semestre, les revenus sont de 85 millions d'euros contre 48 millions d'euros au S1-10, et l'exposition a été réduite de 3,7 milliards d'euros sur cette période.

Les frais de gestion de la Banque de Financement et d'Investissement du T2-11 s'établissent à 1 163 millions d'euros, en baisse de -10,1%* (-11,6% en données courantes) par rapport au T1-11, traduisant les premiers effets des mesures de réduction de coûts engagées. Au deuxième trimestre, le coefficient d'exploitation de SG CIB s'inscrit à 63,4% et le résultat brut d'exploitation atteint 672 millions d'euros.

Au S1-11, les frais de gestion s'élèvent à 2 478 millions d'euros contre 2 226 au S1-10 et le résultat brut d'exploitation s'inscrit à 1 637 millions d'euros contre 1 669 au S1-10. Le coefficient d'exploitation reste contenu à 60,2% au S1-11.

Le **coût net du risque** trimestriel des activités pérennes est négligeable (0 en pb), reflétant la très bonne gestion des risques de la division. La charge du risque des actifs gérés en extinction est maîtrisée à -130 millions d'euros sur la période.

Au total, la Banque de Financement et d'Investissement extériorise un résultat d'exploitation de 525 millions d'euros au T2-11 (contre 535 millions d'euros au T2-10) et une contribution au résultat net part du Groupe de 449 millions d'euros (contre 410 millions d'euros au T2-10).

Au S1-11, la contribution au résultat net part du Groupe est de 1 040 millions d'euros contre 951 millions d'euros au S1-10.

6. SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

M EUR	T2-10	T2-11	Var T2/T2	S1-10	S1-11	Var S1/S1
Produit net bancaire	926	871	-5,9%	1 775	1 744	-1,7%
<i>A données constantes*</i>			+0,3%			+4,2%
Frais de gestion	(466)	(458)	-1,7%	(912)	(928)	+1,8%
<i>A données constantes*</i>			+8,9%			+12,3%
Résultat brut d'exploitation	460	413	-10,2%	863	816	-5,4%
<i>A données constantes*</i>			-7,7%			-3,7%
Coût net du risque	(311)	(214)	-31,2%	(610)	(427)	-30,0%
Résultat d'exploitation	149	199	+33,6%	253	389	+53,8%
<i>A données constantes*</i>			+41,0%			+57,3%
Résultat net part du Groupe	92	146	+58,7%	162	277	+71,0%

Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** regroupe :

- (i) l'**Assurance** (Vie, Prévoyance, Dommages),
- (ii) les **Services Financiers Spécialisés** (Location longue durée et gestion de flottes de véhicules, Financement des biens d'équipements professionnels, Crédit à la consommation).

Les métiers **Services Financiers Spécialisés et Assurances** confirment leur bonne performance sur le T2-11. Leur contribution au résultat net part du Groupe progresse de +72,7%* (+58,7% en données courantes) par rapport au T2-10 à 146 millions d'euros.

Les métiers d'**Assurances** confirment leur dynamisme au T2-11. Dans un marché difficile, la collecte nette en assurance-vie s'élève à +0,6 milliard d'euros sur le trimestre. Les primes en assurance-prévoyance progressent de +35,3%* par rapport au T2-10 et bénéficient d'un bon développement de l'activité en Russie. L'assurance-dommages affiche une production nette en hausse de +6,9% par rapport au T2-10 (hors assurance des moyens de paiements). Au total, les revenus de l'activité Assurances progressent de +17,7%* par rapport au T2-10 à 153 millions d'euros et le résultat net part du Groupe s'élève à 68 millions d'euros sur le T2-11 (+21,4%* par rapport au T2-10). Sur le semestre, le produit net bancaire atteint 298 millions d'euros (+16,4%* par rapport au S1-10).

Au T2-11, ALD Automotive (**location longue durée et gestion de flottes de véhicules**) montre un très bon niveau d'activité avec une production en hausse de +32,3%⁽¹⁾ par rapport au T2-10. Sur la période, le parc de véhicules progresse de +8,1%⁽¹⁾ par rapport au T2-10 et atteint près de 878 000 véhicules.

Avec une production de 1,9 milliard d'euros (hors affacturage), les activités de **Financement des biens d'équipements professionnels** restent sur une tendance positive (+2,4%* par rapport au T2-10). Les encours s'élèvent à 18,3 milliards d'euros à fin juin 2011 (hors affacturage), en diminution de -4,2%* par rapport au T2-10 et stables par rapport au T1-11.

L'activité de **Crédit à la consommation** poursuit son redressement sur le trimestre. La production est stable à 2,8 milliards d'euros (+0,6%* par rapport au T2-10) ; le financement automobile demeure particulièrement dynamique (+17,5%* par rapport au T2-10), confirmant l'orientation stratégique du métier. Les encours de crédit à la consommation s'élèvent à 22,8 milliards d'euros à fin juin, en légère baisse (-1,2%*) sur un an.

Au total, le produit net bancaire trimestriel des **Services Financiers Spécialisés** s'établit à 718 millions d'euros, en baisse de -2,7%* par rapport au T2-10 en lien avec la baisse des encours partiellement compensée par un bon maintien des marges. Les frais de gestion s'élèvent à 402 millions d'euros, en hausse de +8,8%* sous l'effet des investissements réalisés pour accompagner la croissance et de la poursuite du recentrage engagé depuis plusieurs trimestres.

⁽¹⁾ A isopérimètre

Le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** continue de s'améliorer au T2-11 à 156 points de base contre 234 points de base au T2-10, soit une baisse de -78 points.

Sur le semestre, les revenus des Services Financiers Spécialisés atteignent 1 446 millions d'euros (+2,0%* par rapport au S1-10) et les frais de gestion s'élèvent à 815 millions d'euros (+12,3%* par rapport au S1-10). Le résultat brut d'exploitation s'établit à 631 millions d'euros (-8,7%* par rapport au S1-10).

Au total, les **Services Financiers Spécialisés et Assurances** affichent un résultat net part du Groupe de 146 millions d'euros au T2-11 (contre 92 millions d'euros au T2-10) et 277 millions d'euros au S1-11 (contre 162 millions d'euros au S1-10).

7. BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

M EUR	T2-10	T2-11	Var T2/T2	S1-10	S1-11	Var S1/S1
Produit net bancaire	592	547	-7,6%	1 096	1 127	+2,8%
<i>A données constantes*</i>			-5,9%			+3,0%
Frais de gestion	(511)	(499)	-2,3%	(977)	(983)	+0,6%
<i>A données constantes*</i>			-0,4%			+1,0%
Résultat d'exploitation	76	36	-52,6%	114	120	+5,3%
<i>A données constantes*</i>			-52,0%			+3,4%
Résultat net part du Groupe	74	59	-20,3%	129	156	+20,9%
<i>dont Banque Privée</i>	23	31	+34,8%	47	74	+57,4%
<i>dont Gestion d'Actifs</i>	20	25	+25,0%	39	65	+66,7%
<i>dont Services aux investisseurs et Courtage</i>	31	3	-90,3%	43	17	-60,5%

en Md EUR	T2-10	T2-11
Collecte nette de la période (a)	-1,8	2,2
Actifs gérés fin de période (a)	171	169

S1-10	S1-11
-13,0	5,2
171	169

(a) Hors actifs gérés par Lyxor et hors Amundi

Le pôle regroupe trois activités :

- (i) **la Banque Privée** (Société Générale Private Banking),
- (ii) **la Gestion d'Actifs** (Amundi, TCW),
- (iii) **les Services aux Investisseurs** (Société Générale Securities & Services) et **Courtage** (Newedge).

Au T2-11, le pôle **Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** affiche une consolidation de ses positions commerciales, dans un contexte de marché défavorable.

Avec un niveau d'actifs gérés en hausse atteignant 86,1 milliards d'euros à fin juin 2011 (contre 82,3 milliards à fin juin 2010), la **Banque Privée** enregistre une croissance significative de ses encours (+10,2% annualisés) au T2-11 et renforce donc sa franchise client. Elle a été nommée « Best Private Bank in the Middle East » (the Banker Middle East magazine, avril 2011) et « Best Global Wealth Manager of the year in the United Kingdom » (Investors Chronicle magazine, Financial Times, mai 2011).

Les métiers des **Gestion d'Actifs, Services aux Investisseurs et Courtage (Newedge)** ont été pénalisés ce trimestre par des conditions de marché adverses mais affichent une dynamique commerciale solide avec une collecte nette semestrielle de +1,4 milliard d'euros pour TCW en **Gestion d'Actifs**, un niveau d'actifs en conservation en progression de 4,6% sur un an dans le métier de **Services aux Investisseurs**, et une position de leader confirmée pour **Newedge** (11,5% de parts de marché sur le semestre).

Les revenus trimestriels du pôle sont en baisse de -5,9%* par rapport au T2-10 (-7,6% en données courantes) à 547 millions d'euros. Les frais de gestion sont maîtrisés à 499 millions d'euros (-0,4%* ou -2,3% en données courantes par rapport au T2-10). Le pôle génère un résultat brut d'exploitation de 48 millions d'euros en forte baisse par rapport au T2-10 (-40,7% par rapport au T2-10). Le résultat net part du Groupe de 59 millions d'euros est en baisse de -20,3% sur un an en raison de dotations aux provisions pour litige commercial.

Sur le semestre et par rapport au S1-10, le résultat brut d'exploitation s'élève à 144 millions d'euros en hausse de +19%*. Le coefficient d'exploitation s'améliore de 1,9 point à 87,2%. En conséquence, le résultat net part du Groupe progresse de +19,1%* (+20,9% en données courantes) à 156 millions d'euros.

Banque Privée

La Banque Privée enregistre un très bon niveau de collecte nette au T2-11 : +2,1 milliards d'euros, correspondant à un rythme annualisé de 10,2% (au dessus des pairs au T1-11). Par rapport à fin décembre 2010, compte-tenu d'une collecte nette de 3,8 milliards d'euros, d'effets « marché » de -1,0 milliard d'euros et « change » de -1,7 milliards d'euros et « périmètre » de +0,5 milliard d'euros, les actifs gérés par la Banque Privée atteignent 86,1 milliards d'euros à fin juin 2011.

A 194 millions d'euros, le produit net bancaire de la ligne-métier est en croissance significative de +16,2%* (+19,0% en données courantes), par rapport au T2-10 qui avait été marqué par une dépréciation sur titres d'une trentaine de millions d'euros. Hors cet élément non-récurrent, les revenus sont stables, et la marge brute décroît de -8 pb par rapport à T2-10, à 91pb.

A -155 millions d'euros, les frais de gestion augmentent du fait du développement commercial de la ligne métier, mais la hausse du produit net bancaire permet d'afficher un résultat brut d'exploitation trimestriel de 39 millions d'euros (+25,8%* par rapport au T2-10) et une contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe de 31 millions d'euros (contre 23 millions d'euros au T2-10).

Sur le semestre et en comparaison annuelle, les revenus de la ligne-métier s'élèvent à 414 millions d'euros, en forte hausse (+23,2%* et +27,4% en données courantes). Les frais de gestion s'élèvent à -310 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 104 millions d'euros, en progression significative : +62,5%* (+70,5% en données courantes), et le résultat net part du Groupe à 74 millions d'euros (+51,0%* et +57,4% en données courantes).

Gestion d'Actifs

Dans un contexte de marché marqué au T2-11 par de faibles volumes et des indices en fort recul, TCW enregistre une collecte nette trimestrielle légèrement positive. Sur le semestre, la ligne-métier confirme ainsi la tendance engagée fin 2010 avec +1,4 milliard d'euros de collecte nette.

Le produit net bancaire de la ligne-métier, à 80 millions d'euros, se contracte de -34,4%* par rapport au T2-10, ponctuellement du fait d'une atonie des commissions de performance au T2-11, mais pour l'essentiel à cause d'un changement de mode de rémunération de certaines activités. Touchant simultanément les frais généraux, ce changement n'a pas d'effet sur le résultat brut d'exploitation.

Les frais de gestion sont en retrait de -28,7%* par rapport au T2-10 (-34,6% en données courantes), pour s'établir à -87 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation ressort au T2-11 à -7 millions d'euros contre 2 millions au T2-10. La contribution d'Amundi sur le trimestre s'établit à 30 millions d'euros.

Au total le résultat net part du Groupe atteint 25 millions d'euros contre 20 millions d'euros au T2-10.

Sur le semestre et en comparaison annuelle, le produit net bancaire de la ligne-métier s'élève à 169 millions d'euros, en retrait de -18,4%*. Les frais de gestion diminuent plus rapidement pour s'établir à -165 millions d'euros (-24,3%* et -27,3% en données courantes). Le résultat brut d'exploitation ressort à 4 millions d'euros contre -9 millions au S1-10. La contribution d'Amundi de 62 millions d'euros porte le résultat net part du Groupe à 65 millions d'euros contre 39 millions d'euros au S1-10.

Services aux Investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

Les activités de **Services aux Investisseurs** affichent une bonne dynamique des revenus au T2-11 (+9,4% par rapport au T2-10) portée à la fois par des commissions en hausse de +3% sur les 50 clients les plus importants (sur un an à fin mai 2011), des actifs en conservation en progression de +4,6% sur un an et des actifs administrés en augmentation de 2,7% sur un an et une augmentation des revenus de trésorerie.

Newedge affiche une performance en retrait dans un contexte de marché difficile au T2-11. Les volumes d'activité s'établissent en baisse de -7,4%. Le résultat de Newedge a de plus été réduit par des dotations aux provisions sur litiges commerciaux.

L'activité Services aux Investisseurs et Newedge réalise au global un produit net bancaire en retrait de -6,5%* (-7,1% données courantes) par rapport au T2-10, à 273 millions d'euros. Les frais de gestion de -257 millions d'euros progressent de +5,8%* par rapport au T2-10 (+5,3% en données courantes) et reflètent des investissements sur l'activité de Services aux Investisseurs.

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 16 millions d'euros au T2-11 (contre 50 millions d'euros au T2-10).

Au total, la contribution de la division Services aux Investisseurs et Courtage au résultat net part du groupe est en diminution à 3 millions d'euros contre 31 millions d'euros un an plus tôt.

Sur le semestre et en comparaison annuelle, le produit net bancaire de cette ligne-métier s'élève à 544 millions d'euros, globalement stable (-1,3%*). Les frais de gestion sont en progression pour s'établir à -508 millions d'euros (+5,2%* et +4,5% en données courantes). Le résultat brut d'exploitation ressort à 36 millions d'euros contre 67 millions au S1-10. Au total, le résultat net part du Groupe s'affiche à 17 millions d'euros contre 43 millions d'euros au S1-10.

8. HORS POLES

Le résultat brut d'exploitation **Hors Pôles** au T2-11 s'établit à -122 millions d'euros contre +164 millions au T2-10. Il intègre en particulier :

- la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre du Groupe à hauteur de +16 millions d'euros (+254 millions d'euros au T2-10)
- la réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de crédits corporates pour +1 million (+18 millions d'euros au T2-10)
- les nouvelles taxes bancaires dites « systémiques » mises en place en France et au Royaume Uni pour -25 millions d'euros

La provision pour dépréciation des titres d'État grecs détenues par le Groupe réduit le résultat brut d'exploitation de -395 millions d'euros

Au 30 juin 2011, le prix de revient IFRS du portefeuille de participations industrielles est de 542 millions d'euros, pour une valeur de marché de 721 millions d'euros.

9. CONCLUSION

Avec un résultat net part du Groupe trimestriel de 747 millions d'euros, Société Générale démontre la résistance de son modèle de banque universelle dans un contexte économique et financier perturbé par la crise de la dette souveraine européenne. L'ensemble des métiers affiche une contribution croissante au résultat net part du Groupe sur le semestre, qui s'établit à 1 663 millions d'euros au 30 juin 2011.

Dans le même temps, le Groupe a continué à renforcer son capital et à améliorer son ratio Core Tier 1 de façon très significative sur le semestre.

Le Groupe a présenté en juin 2010 son plan stratégique "Ambition SG 2015" et ses objectifs financiers à l'horizon 2012. Ces derniers s'inscrivaient dans un contexte de normalisation de l'environnement économique et financier qui n'a pas eu lieu, avec au contraire des gains de tension sur les marchés liés à l'activité économique mondiale et à la situation de la zone euro et de la dette américaine et, pour certaines des implantations du Groupe en Afrique ou en Europe Centrale, des changements politiques ou économiques majeurs. Par ailleurs, le contexte réglementaire s'est considérablement durci en matière d'exigence en capital et en liquidité et différents pays européens ont mis en place des taxes supplémentaires visant le secteur bancaire (en France et Royaume-Uni notamment).

A horizon fin 2013, le groupe Société Générale atteindra un ratio Core Tier 1 Bâle 3 d'au moins 9% grâce à ses résultats solides et avec la même priorité accordée à la gestion très disciplinée de son capital et de ses encours pondérés et à la maîtrise rigoureuse des coûts et des risques. Cet objectif est conforté par la dynamique de génération de capital affichée au premier semestre, qui se poursuivra, et par le potentiel supplémentaire lié notamment à l'optimisation des encours pondérés et à la gestion proactive du portefeuille d'actifs gérés en extinction.

Calendrier de communication financière 2011 et 2012

8 novembre 2011	Publication des résultats du troisième trimestre 2011
16 février 2012	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2011
3 mai 2012	Publication des résultats du premier trimestre 2012
1er août 2012	Publication des résultats du deuxième trimestre 2012
8 novembre 2012	Publication des résultats du troisième trimestre 2012

Ce document peut comporter des éléments de projection et des commentaires relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale. Par nature, ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment - sauf mention spécifique - l'application des principes et méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux projetés dans le présent communiqué de presse.

Le risque existe que ces projections ne soient pas atteintes. Avant de fonder une décision sur les éléments de ce document, les investisseurs doivent considérer les facteurs d'incertitude et de risque susceptibles d'affecter l'activité.

Les sources des classements sont mentionnées explicitement, à défaut, l'information est de source interne.

ANNEXE 1: DONNEES CHIFFREES ET SERIES TRIMESTRIELLES DES RESULTATS PAR METIERS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en millions d'euros)	2e trimestre				1er semestre			
	T2-10	T2-11	Var T2/T2		S1-10	S1-11	Var S1/S1	
Produit net bancaire	6 679	6 503	-2,6%	-1,6%*	13 260	13 122	-1,0%	-1,1%*
<i>Produit net bancaire (1)</i>	6 425	6 487	+1,0%	+2,1%*	12 905	13 467	+4,4%	+4,4%*
Frais de gestion	(4 065)	(4 241)	+4,3%	+6,0%*	(8 066)	(8 617)	+6,8%	+7,6%*
Résultat brut d'exploitation	2 614	2 262	-13,5%	-13,4%*	5 194	4 505	-13,3%	-14,4%*
Coût net du risque	(1 010)	(1 185)	+17,3%	+18,6%*	(2 142)	(2 063)	-3,7%	-3,7%*
Résultat d'exploitation	1 604	1 077	-32,9%	-33,5%*	3 052	2 442	-20,0%	-22,0%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(12)	63	n/s		0	64	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	18	40	x 2,2		58	78	+34,5%	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s		0	0	n/s	
Charge fiscale	(431)	(317)	-26,5%		(806)	(687)	-14,8%	
Résultat net	1 179	863	-26,8%		2 304	1 897	-17,7%	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	95	116	+22,1%		157	234	+49,0%	
Résultat net part du Groupe	1 084	747	-31,1%	-36,1%*	2 147	1 663	-22,5%	-26,4%*
Résultat net part du Groupe (1)	916	737	-19,6%	-25,4%*	1 913	1 891	-1,1%	-5,1%*
ROE Groupe (après impôt)	10,9%	6,9%			11,0%	7,8%		
<i>ROE Groupe (après impôt) (1)</i>	9,1%	6,8%			9,7%	9,0%		
Ratio Tier 1 fin de période	10,7%	11,3%			10,7%	11,3%		

* A périmètre et taux de change constants

(1) Hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT PAR METIER (en millions d'euros)	2e trimestre			1er semestre		
	T2-10	T2-11	Var T2/T2	S1-10	S1-11	Var S1/S1
Réseaux France	312	384	+23,1%	591	736	+24,5%
Réseaux Internationaux	125	116	-7,2%	239	160	-33,1%
Banque de Financement et d'Investissement	410	449	+9,5%	951	1 040	+9,4%
Services Financiers Spécialisés et Assurances	92	146	+58,7%	162	277	+71,0%
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	74	59	-20,3%	129	156	+20,9%
dont Banque Privée	23	31	+34,8%	47	74	+57,4%
dont Gestion d'Actifs	20	25	+25,0%	39	65	+66,7%
dont Services aux investisseurs et Courtage	31	3	-90,3%	43	17	-60,5%
TOTAL METIERS	1 013	1 154	+13,9%	2 072	2 369	+14,3%
Hors Pôles	71	(407)	n/s	75	(706)	n/s
GROUPE	1 084	747	-31,1%	2 147	1 663	-22,5%

BILAN CONSOLIDE

<i>Actif - en Md EUR</i>	30.06.2011	31.12.2010	Variation en %
Caisse, Banques centrales	36,6	14,1	x2,6
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	431,0	455,1	-5%
Instruments dérivés de couverture	7,4	8,2	-9%
Actifs financiers disponibles à la vente	119,8	103,8	+15%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	76,7	70,3	+9%
Prêts et créances sur la clientèle	376,0	371,8	+1%
Opérations de location financement et assimilées	28,8	29,1	-1%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	1,4	2,4	-40%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1,8	1,9	-5%
Actifs d'impôts et autres actifs	51,4	49,0	+5%
Actifs non courants destinés à être cédés	0,3	0,1	x5,2
Participation aux bénéfices différée	1,2	1,1	+11%
Valeurs immobilisées	25,6	25,2	+1%
Total	1 158,0	1 132,1	+2%

<i>Passif - en Md EUR</i>	30.06.2011	31.12.2010	Variation en %
Banques centrales	4,0	2,8	+44%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	351,2	359,0	-2%
Instruments dérivés de couverture	9,1	9,3	-2%
Dettes envers les établissements de crédit	85,2	77,3	+10%
Dettes envers la clientèle	341,4	337,4	+1%
Dettes représentées par un titre	158,4	141,4	+12%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,4	0,9	-57%
Passifs d'impôts et autres passifs	58,3	56,3	+4%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,0	0,0	x3,5
Provisions techniques des entreprises d'assurance	84,9	82,7	+3%
Provisions	2,1	2,0	+3%
Dettes subordonnées	10,9	12,0	-10%
Capitaux propres part du Groupe	47,6	46,4	+2%
Participations ne donnant pas le contrôle	4,5	4,6	-0%
Total	1 158,0	1 132,1	+2%

SERIES TRIMESTRIELLES DES RESULTATS PAR METIERS

(en millions d'euros)	2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2011 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème
	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre
Réseaux France												
Produit net bancaire	1 781	1 875	1 867	1 943	1 892	1 931	1 913	2 055	2 038	2 038		
Frais de gestion	-1 198	-1 206	-1 181	-1 326	-1 241	-1 240	-1 199	-1 378	-1 324	-1 293		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>583</i>	<i>669</i>	<i>686</i>	<i>617</i>	<i>651</i>	<i>691</i>	<i>714</i>	<i>677</i>	<i>714</i>	<i>745</i>		
Coût net du risque	-230	-214	-220	-306	-232	-216	-197	-219	-179	-160		
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>353</i>	<i>455</i>	<i>466</i>	<i>311</i>	<i>419</i>	<i>475</i>	<i>517</i>	<i>458</i>	<i>535</i>	<i>585</i>		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	1	0	1	4	1	0	1	1	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	2	2	3	6	3	1	2	2	2	2		
Charge fiscale	-120	-155	-158	-107	-144	-162	-176	-155	-182	-199		
<i>Résultat net</i>	<i>235</i>	<i>303</i>	<i>311</i>	<i>211</i>	<i>282</i>	<i>315</i>	<i>343</i>	<i>306</i>	<i>356</i>	<i>388</i>		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	11	13	15	14	3	3	3	4	4	4		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>224</i>	<i>290</i>	<i>296</i>	<i>197</i>	<i>279</i>	<i>312</i>	<i>340</i>	<i>302</i>	<i>352</i>	<i>384</i>		
Fonds propres moyens	6 078	6 160	6 224	6 291	6 569	6 494	6 189	6 487	6 607	6 551		
Réseaux Internationaux												
Produit net bancaire	1 167	1 189	1 174	1 219	1 183	1 240	1 250	1 257	1 189	1 260		
Frais de gestion	-663	-681	-657	-680	-658	-699	-695	-717	-738	-754		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>504</i>	<i>508</i>	<i>517</i>	<i>539</i>	<i>525</i>	<i>541</i>	<i>555</i>	<i>540</i>	<i>451</i>	<i>506</i>		
Coût net du risque	-299	-310	-336	-353	-366	-334	-305	-335	-323	-268		
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>205</i>	<i>198</i>	<i>181</i>	<i>186</i>	<i>159</i>	<i>207</i>	<i>250</i>	<i>205</i>	<i>128</i>	<i>238</i>		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	10	0	-4	4	0	-2	-1	4	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	1	2	2	1	3	3	3	2	2	3		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0		
Charge fiscale	-41	-42	-36	-36	-31	-40	-46	-39	-29	-53		
<i>Résultat net</i>	<i>166</i>	<i>168</i>	<i>147</i>	<i>147</i>	<i>135</i>	<i>170</i>	<i>205</i>	<i>168</i>	<i>105</i>	<i>188</i>		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	45	42	35	47	21	45	56	64	61	72		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>121</i>	<i>126</i>	<i>112</i>	<i>100</i>	<i>114</i>	<i>125</i>	<i>149</i>	<i>104</i>	<i>44</i>	<i>116</i>		
Fonds propres moyens	3 559	3 611	3 562	3 574	3 603	3 653	3 770	3 865	3 980	3 916		

	2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2011 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
Banque de Financement et d'Investissement												
Produit net bancaire	1 232	2 645	2 348	803	2 144	1 751	1 934	2 007	2 280	1 835		
Frais de gestion	-937	-1 162	-1 037	-845	-1 152	-1 074	-1 159	-1 321	-1 315	-1 163		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	295	1 483	1 311	-42	992	677	775	686	965	672		
Coût net du risque	-569	-257	-605	-889	-233	-142	-123	-270	-134	-147		
<i>Résultat d'exploitation</i>	-274	1 226	706	-931	759	535	652	416	831	525		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-2	1	-6	1	-3	0	-5	2	63		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	21	13	18	9	0	0	0	0	0		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	108	-361	-200	360	-225	-121	-181	-97	-239	-137		
<i>Résultat net</i>	-166	884	520	-559	544	411	471	314	594	451		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	5	6	2	3	3	1	3	3	3	2		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	-171	878	518	-562	541	410	468	311	591	449		
Fonds propres moyens	9 336	9 229	8 877	8 401	8 196	8 717	9 626	9 981	9 848	9 616		
Activités pérennes												
Produit net bancaire	2 824	2 810	2 635	1 579	2 167	1 680	2 024	1 894	2 238	1 792		
Activités de Financement et Conseil	578	661	642	629	602	656	729	757	641	655		
Activités de Marché	2 246	2 149	1 993	950	1 565	1 024	1 295	1 137	1 597	1 137		
dont Actions	647	1 034	1 057	693	786	357	639	684	884	615		
dont Taux, Changes et Matières premières	1 599	1 115	936	257	779	667	656	453	713	523		
Frais de gestion	-928	-1 153	-1 026	-834	-1 140	-1 060	-1 139	-1 295	-1 299	-1 148		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	1 896	1 657	1 609	745	1 027	620	885	599	939	644		
Coût net du risque	-348	-239	-249	-86	-19	-45	-15	7	-38	-17		
<i>Résultat d'exploitation</i>	1 548	1 418	1 360	659	1 008	575	870	606	901	627		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-1	0	-6	1	-4	1	-5	2	63		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	21	14	18	9	0	0	0	0	0		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	-494	-424	-416	-165	-305	-133	-251	-158	-260	-169		
<i>Résultat net</i>	1 054	1 014	958	506	713	438	620	443	643	521		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	5	6	3	2	3	1	4	2	3	2		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	1 049	1 008	955	504	710	437	616	441	640	519		
Fonds propres moyens	7 936	7 427	6 882	6 557	6 486	6 771	7 026	7 075	6 782	6 806		
Actifs gérés en extinction												
Produit net bancaire	-1 592	-165	-287	-776	-23	71	-90	113	42	43		
Frais de gestion	-9	-9	-11	-11	-12	-14	-20	-26	-16	-15		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	-1 601	-174	-298	-787	-35	57	-110	87	26	28		
Coût net du risque	-221	-18	-356	-803	-214	-97	-108	-277	-96	-130		
<i>Résultat d'exploitation</i>	-1 822	-192	-654	-1 590	-249	-40	-218	-190	-70	-102		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-1	1	0	0	1	-1	0	0	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	-1	0	0	0	0	0	0	0		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	602	63	216	525	80	12	70	61	21	32		
<i>Résultat net</i>	-1 220	-130	-438	-1 065	-169	-27	-149	-129	-49	-70		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	0	-1	1	0	0	-1	1	0	0		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	-1 220	-130	-437	-1 066	-169	-27	-148	-130	-49	-70		
Fonds propres moyens	1 400	1 802	1 995	1 844	1 710	1 946	2 600	2 906	3 066	2 810		

	2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2011 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
	Services Financiers Spécialisés et Assurances											
Produit net bancaire	740	805	810	884	849	926	888	876	873	871		
Frais de gestion	-430	-441	-446	-501	-446	-466	-464	-465	-470	-458		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>310</i>	<i>364</i>	<i>364</i>	<i>383</i>	<i>403</i>	<i>460</i>	<i>424</i>	<i>411</i>	<i>403</i>	<i>413</i>		
Coût net du risque	-234	-293	-338	-359	-299	-311	-299	-265	-213	-214		
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>76</i>	<i>71</i>	<i>26</i>	<i>24</i>	<i>104</i>	<i>149</i>	<i>125</i>	<i>146</i>	<i>190</i>	<i>199</i>		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	1	1	-18	0	-4	0	-1	-1	-1		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-18	-13	-7	-16	-1	-7	1	-5	1	8		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	-19	1	-26	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	-22	-18	-8	0	-30	-41	-35	-42	-55	-56		
<i>Résultat net</i>	<i>36</i>	<i>22</i>	<i>13</i>	<i>-36</i>	<i>73</i>	<i>97</i>	<i>91</i>	<i>98</i>	<i>135</i>	<i>150</i>		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	3	2	3	1	3	5	4	4	4	4		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>33</i>	<i>20</i>	<i>10</i>	<i>-37</i>	<i>70</i>	<i>92</i>	<i>87</i>	<i>94</i>	<i>131</i>	<i>146</i>		
Fonds propres moyens	4 423	4 511	4 611	4 712	4 739	4 825	4 954	4 806	4 968	5 009		
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs												
Produit net bancaire	588	670	636	640	504	592	568	606	580	547		
Frais de gestion	-554	-562	-557	-555	-466	-511	-504	-521	-484	-499		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>34</i>	<i>108</i>	<i>79</i>	<i>85</i>	<i>38</i>	<i>81</i>	<i>64</i>	<i>85</i>	<i>96</i>	<i>48</i>		
Coût net du risque	-18	-9	-12	-1	0	-5	5	-7	-12	-12		
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>16</i>	<i>99</i>	<i>67</i>	<i>84</i>	<i>38</i>	<i>76</i>	<i>69</i>	<i>78</i>	<i>84</i>	<i>36</i>		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-1	2	-1	-1	0	0	0	-1	2	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	26	21	28	25	32	30		
Charge fiscale	1	-26	-15	-20	-9	-22	-17	-23	-21	-6		
<i>Résultat net</i>	<i>16</i>	<i>75</i>	<i>51</i>	<i>63</i>	<i>55</i>	<i>75</i>	<i>80</i>	<i>79</i>	<i>97</i>	<i>60</i>		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	1	1	1	0	1	0	-1	0	1		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>15</i>	<i>74</i>	<i>50</i>	<i>62</i>	<i>55</i>	<i>74</i>	<i>80</i>	<i>80</i>	<i>97</i>	<i>59</i>		
Fonds propres moyens	1 368	1 327	1 323	1 352	1 391	1 466	1 422	1 391	1 376	1 409		
dont Banque Privée												
Produit net bancaire	197	222	206	204	162	163	203	171	220	194		
Frais de gestion	-131	-132	-131	-132	-130	-134	-147	-140	-155	-155		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>66</i>	<i>90</i>	<i>75</i>	<i>72</i>	<i>32</i>	<i>29</i>	<i>56</i>	<i>31</i>	<i>65</i>	<i>39</i>		
Coût net du risque	-17	-9	-11	-1	0	-1	0	-3	-11	0		
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>49</i>	<i>81</i>	<i>64</i>	<i>71</i>	<i>32</i>	<i>28</i>	<i>56</i>	<i>28</i>	<i>54</i>	<i>39</i>		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	0	-1	1	0	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	-11	-18	-15	-16	-8	-5	-13	-7	-10	-8		
<i>Résultat net</i>	<i>38</i>	<i>63</i>	<i>49</i>	<i>55</i>	<i>24</i>	<i>23</i>	<i>42</i>	<i>22</i>	<i>44</i>	<i>31</i>		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>38</i>	<i>63</i>	<i>49</i>	<i>55</i>	<i>24</i>	<i>23</i>	<i>42</i>	<i>22</i>	<i>43</i>	<i>31</i>		
Fonds propres moyens	452	436	443	427	405	461	473	476	502	487		
dont Gestion d'Actifs												
Produit net bancaire	113	169	171	193	83	135	109	150	89	80		
Frais de gestion	-152	-151	-174	-179	-94	-133	-116	-114	-78	-87		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>-39</i>	<i>18</i>	<i>-3</i>	<i>14</i>	<i>-11</i>	<i>2</i>	<i>-7</i>	<i>36</i>	<i>11</i>	<i>-7</i>		
Coût net du risque	0	0	0	0	0	-3	4	-4	1	-1		
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>-39</i>	<i>18</i>	<i>-3</i>	<i>14</i>	<i>-11</i>	<i>-1</i>	<i>-3</i>	<i>32</i>	<i>12</i>	<i>-8</i>		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-1	1	-1	0	0	0	-1	0	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	26	21	28	25	32	30		
Charge fiscale	13	-5	0	-4	4	0	1	-10	-4	3		
<i>Résultat net</i>	<i>-26</i>	<i>12</i>	<i>-2</i>	<i>9</i>	<i>19</i>	<i>20</i>	<i>26</i>	<i>46</i>	<i>40</i>	<i>25</i>		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>-26</i>	<i>10</i>	<i>-2</i>	<i>8</i>	<i>19</i>	<i>20</i>	<i>26</i>	<i>46</i>	<i>40</i>	<i>25</i>		
Fonds propres moyens	402	375	355	418	491	435	418	419	435	446		
dont Services aux investisseurs et Courtage												
Produit net bancaire	278	279	259	243	259	294	256	285	271	273		
Frais de gestion	-271	-279	-252	-244	-242	-244	-241	-267	-251	-257		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>7</i>	<i>0</i>	<i>7</i>	<i>-1</i>	<i>17</i>	<i>50</i>	<i>15</i>	<i>18</i>	<i>20</i>	<i>16</i>		
Coût net du risque	-1	0	-1	0	0	-1	1	0	-2	-11		
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>6</i>	<i>0</i>	<i>6</i>	<i>-1</i>	<i>17</i>	<i>49</i>	<i>16</i>	<i>18</i>	<i>18</i>	<i>5</i>		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-1	3	-2	0	0	0	1	-1	2	0		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	-1	-3	0	0	-5	-17	-5	-6	-7	-1		
<i>Résultat net</i>	<i>4</i>	<i>0</i>	<i>4</i>	<i>-1</i>	<i>12</i>	<i>32</i>	<i>12</i>	<i>11</i>	<i>13</i>	<i>4</i>		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	-1	1	0	0	1	0	-1	-1	1		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>3</i>	<i>1</i>	<i>3</i>	<i>-1</i>	<i>12</i>	<i>31</i>	<i>12</i>	<i>12</i>	<i>14</i>	<i>3</i>		
Fonds propres moyens	514	516	525	507	495	570	532	496	439	476		

	2009 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2010 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)				2011 Bâle II - Normes IFRS (y compris IAS 32-39 et IFRS 4)			
	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème
	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre	trimestre
Hors Pôles												
Produit net bancaire	-595	-1 468	-865	-358	9	239	-252	56	-341	-48		
Frais de gestion	5	-55	-20	-77	-38	-75	-18	-38	-45	-74		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>-590</i>	<i>-1 523</i>	<i>-885</i>	<i>-435</i>	<i>-29</i>	<i>164</i>	<i>-270</i>	<i>18</i>	<i>-386</i>	<i>-122</i>		
Coût net du risque	-4	8	-2	2	-2	-2	1	-4	-17	-384		
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>-594</i>	<i>-1 515</i>	<i>-887</i>	<i>-433</i>	<i>-31</i>	<i>162</i>	<i>-269</i>	<i>14</i>	<i>-403</i>	<i>-506</i>		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	-1	-1	725	3	-6	0	20	-7	1		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-1	-2	1	0	0	0	-1	4	1	-3		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	1	-1	2	0	0	0	0	0	0		
Charge fiscale	134	480	377	213	64	-45	83	-8	156	134		
<i>Résultat net</i>	<i>-458</i>	<i>-1 037</i>	<i>-511</i>	<i>507</i>	<i>36</i>	<i>111</i>	<i>-187</i>	<i>30</i>	<i>-253</i>	<i>-374</i>		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	42	42	49	46	32	40	41	47	46	33		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>-500</i>	<i>-1 079</i>	<i>-560</i>	<i>461</i>	<i>4</i>	<i>71</i>	<i>-228</i>	<i>-17</i>	<i>-299</i>	<i>-407</i>		
Groupe												
Produit net bancaire	4 913	5 716	5 970	5 131	6 581	6 679	6 301	6 857	6 619	6 503		
Frais de gestion	-3 777	-4 107	-3 898	-3 984	-4 001	-4 065	-4 039	-4 440	-4 376	-4 241		
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	<i>1 136</i>	<i>1 609</i>	<i>2 072</i>	<i>1 147</i>	<i>2 580</i>	<i>2 614</i>	<i>2 262</i>	<i>2 417</i>	<i>2 243</i>	<i>2 262</i>		
Coût net du risque	-1 354	-1 075	-1 513	-1 906	-1 132	-1 010	-918	-1 100	-878	-1 185		
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>-218</i>	<i>534</i>	<i>559</i>	<i>-759</i>	<i>1 448</i>	<i>1 604</i>	<i>1 344</i>	<i>1 317</i>	<i>1 365</i>	<i>1 077</i>		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	11	0	697	12	-12	-2	13	1	63		
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-16	10	12	9	40	18	33	28	38	40		
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	-18	0	-24	0	0	0	1	0	0		
Charge fiscale	60	-122	-40	410	-375	-431	-372	-364	-370	-317		
<i>Résultat net</i>	<i>-171</i>	<i>415</i>	<i>531</i>	<i>333</i>	<i>1 125</i>	<i>1 179</i>	<i>1 003</i>	<i>995</i>	<i>1 034</i>	<i>863</i>		
Dont participations ne donnant pas le contrôle	107	106	105	112	62	95	107	121	118	116		
<i>Résultat net part du Groupe</i>	<i>-278</i>	<i>309</i>	<i>426</i>	<i>221</i>	<i>1 063</i>	<i>1 084</i>	<i>896</i>	<i>874</i>	<i>916</i>	<i>747</i>		
Fonds propres moyens	29 274	29 373	29 889	32 442	35 339	36 503	37 187	37 538	37 972	38 754		
ROE Groupe (après impôt)	n/s	2,9%	4,1%	1,5%	11,1%	10,9%	8,7%	8,4%	8,8%	6,9%		

ANNEXE 2 : NOTES METHODOLOGIQUES

1- Les résultats consolidés semestriels du Groupe au 30 juin 2011 ont été examinés par le Conseil d'Administration en date du 2 août 2011

Les éléments financiers présentés au titre de la période de six mois close le 30 juin 2011 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les informations financières ont été soumises à la revue des Commissaires aux comptes qui émettront un rapport sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2011.

2- Le **ROE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés. Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période et, depuis 2006, aux porteurs des TSS et TSDI reclassés (81 millions au T2-11 et 162 millions d'euros au premier semestre 2011).

3- Pour le calcul du **bénéfice net par action**, le « résultat net part du Groupe de la période » est corrigé (réduit dans le cas d'un bénéfice et augmenté dans le cas d'une perte) des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de :

- (i) TSS (75 millions d'euros au T2-11 et 150 millions d'euros au premier semestre 2011),
- (ii) TSDI reclassés en capitaux propres (6 millions d'euros au T2-11 et 12 millions d'euros au premier semestre 2011).

Ce bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenus par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- L'**actif net** correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (6,2 milliards d'euros), des TSDI reclassés (0,8 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. Le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 30 juin 2011 (y compris actions de préférence), hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

5- Les **fonds propres Core Tier One** du groupe Société Générale sont définis comme les fonds propres Tier 1 diminués des encours d'instruments hybrides éligibles au Tier 1 et d'une quote-part des déductions Bâle 2. Cette quote part correspond au rapport entre les fonds propres de base hors instruments hybrides éligibles aux fonds propres Tier 1 et les fonds propres de base .

Société Générale rappelle que des informations relatives aux résultats de l'exercice sont également disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

VII. CHAPITRE 11 : ELEMENTS JURIDIQUES

7.1 STATUTS AU 13 JUILLET 2011

■ Extrait des statuts

Article 4.1. Capital social

Le capital est de 970.099.988,75 EUR. Il est divisé en 776.079.991 actions ayant chacune une valeur nominale de 1,25 EUR et entièrement libérées.

VIII. CHAPITRE 12 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

8.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

M. Frédéric OUDEA, Président-Directeur général de Société Générale

8.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2011 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section 9.2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence 2011, de son actualisation A-01 et de la présente actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2011 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 343 à 344 et 416 à 417 du document de référence 2011, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2008 et 2009, respectivement en pages 310 à 311 et 382 à 383 du document de référence 2009 et en pages 331 à 332 et 404 à 405 du document de référence 2010. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes sociaux 2010 et aux comptes sociaux et consolidés 2009 et 2008 contiennent des observations.

Fait à Paris, le 4 août 2011

M. Frédéric OUDEA
Président-Directeur général de Société Générale

8.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Nom : Cabinet Ernst & Young Audit

représenté par M. Philippe Peuch-Lestrade

Adresse : Faubourg de l'Arche – 11, allée de l'Arche – 92037 Paris - La Défense

Début du 1^{er} mandat : 18 avril 2000

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Nom : Société Deloitte et Associés

représentée par M. Jean-Marc Mickeler

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle – B.P. 136 – 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Début du 1^{er} mandat : 22 avril 2003

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Nom : M. Robert Gabriel GALET

Adresse : Faubourg de l'Arche – 11, allée de l'Arche – 92037 Paris - La Défense

Date de nomination : 30 mai 2006

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Nom : M. Alain PONS

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle – B.P. 136 – 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de nomination : 22 avril 2003

Durée du mandat en cours : 6 exercices

IX. CHAPITRE 13 : TABLES DE CONCORDANCE

9.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION

Rubriques	Document de référence 2011	Première actualisation	Deuxième actualisation
1. PERSONNES RESPONSABLES	434	65	127
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	435	66	128
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES			
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	18 - 19		
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA		12-16
	162 - 164 ; 174 - 216	27-36 Annexe 1	47-59
4. FACTEURS DE RISQUE			
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR			
5.1. Histoire et évolution de la Société	2 ; 32		
5.2. Investissements	62-63		37
6. APERÇU DES ACTIVITES			
6.1. Principales activités	4 - 15 ; 60 - 61	3	4-6 ; 10-44
6.2. Principaux marchés	339 - 342		
6.3. Evénements exceptionnels	NA		
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	212 - 215		
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	Sommaire	Sommaire
7. ORGANIGRAMME			
7.1. Description sommaire du Groupe	2 ; 36 - 37		11
7.2. Liste des filiales importantes	43 - 57 ; 328- 338 ; 396 - 415		11 ; 69
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS			
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	70		43
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	154 - 160		
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT			
9.1. Situation financière	58 - 59 ; 66 - 69		34 ; 38-42
9.2. Résultat d'exploitation	38 - 57		12-33
10. TRESORERIE ET CAPITAUX			
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	223 - 228		7-9 ; 65 ; 105
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	229		66
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	58 - 59 ; 69		34 ; 42 ;
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	33		
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	59		
11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	NA		
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	64		
13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	NA		
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE			
14.1. Conseil d'administration et Direction générale	72 - 84	5	45-46
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	82		

Rubriques	Document de référence 2011	Première actualisation	Deuxième actualisation
15. REMUNERATION ET AVANTAGES			
15.1. Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	107 -126	6-26	
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	325 - 326	8	
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION			
16.1. Date d'expiration du mandat actuel	72 - 81		
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA		
16.3. Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	88 - 90		
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	85		
17. SALARIES			
17.1. Nombre de salariés	134		
	72 - 74 ; 107 -		
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	127		91
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	138		8
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES			
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	26		9
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	26 ; 33		9
18.3. Contrôle de l'émetteur	26		
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA		
	325 - 327 ; 396 - 414 ; 131		44
19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES			
20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR			
	223 - 342 ; 345 - 415 ; 438		
20.1. Informations financières historiques	415 ; 438		
20.2. Informations financières pro forma	NA		
	223 - 342 ; 345 - 415		
20.3. Etats financiers	415		
	343 - 344 ; 416 - 417		
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	417		
20.5. Date des dernières informations financières	223 ; 345		60
20.6. Informations financières intermédiaires	NA	37-61	60-97 ;100-125
20.7. Politique de distribution des dividendes	20 - 21		
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	212 - 215		
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	NA		
21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES			
21.1. Capital social	23 - 34	4	9
21.2. Acte constitutif et statuts	420 - 425	62-64	126
22. CONTRATS IMPORTANTS	NA		
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	NA		
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	34		
	36 - 37 ; 328 - 338 ; 396 -		
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	414		

9.2 TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Rapport financier semestriel	N° de page
Etats financiers au 30 juin 2011	60-97
Rapport semestriel d'activité	10-44
<input type="checkbox"/> Evénements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	10-43
<input type="checkbox"/> Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	43
<input type="checkbox"/> Principales transactions intervenues entre parties liées	44
Attestation du responsable	127
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du 1er semestre de l'exercice 2011	98-99

**ANNEXE 1 : TEMPLATE : RESULTATS DU TEST DE RESISTANCE REALISE DANS L ENSEMBLE DE
L'UE**

Results of the 2011 EBA EU-wide stress test: Summary ⁽¹⁻³⁾

Name of the bank: SOCIETE GENERALE

Actual results at 31 December 2010	million EUR, %
Operating profit before impairments	9,258
Impairment losses on financial and non-financial assets in the banking book	-3,979
Risk weighted assets ⁽⁴⁾	343,862
Core Tier 1 capital ⁽⁴⁾	27,824
Core Tier 1 capital ratio, % ⁽⁴⁾	8.1%
Additional capital needed to reach a 5 % Core Tier 1 capital benchmark	

Outcomes of the adverse scenario at 31 December 2012, excluding all mitigating actions taken in 2011	%
Core Tier 1 Capital ratio	6.6%

Outcomes of the adverse scenario at 31 December 2012, including recognised mitigating measures as of 30 April 2011	million EUR, %
2 yr cumulative operating profit before impairments	11,522
2 yr cumulative impairment losses on financial and non-financial assets in the banking book	-9,539
2 yr cumulative losses from the stress in the trading book <i>of which valuation losses due to sovereign shock</i>	-4,328 -508
Risk weighted assets	445,529
Core Tier 1 Capital	29,221
Core Tier 1 Capital ratio (%)	6.6%
Additional capital needed to reach a 5 % Core Tier 1 capital benchmark	

Effects from the recognised mitigating measures put in place until 30 April 2011 ⁽⁵⁾
<i>Equity raisings announced and fully committed between 31 December 2010 and 30 April 2011 (CT1 million EUR)</i>
<i>Effect of government support publicly announced and fully committed in period from 31 December 2010 to 30 April 2011 on Core Tier 1 capital ratio (percentage points of CT1 ratio)</i>
<i>Effect of mandatory restructuring plans, publicly announced and fully committed in period from 31 December 2010 to 30 April 2011 on Core Tier 1 capital ratio (percentage points of CT1 ratio)</i>

Additional taken or planned mitigating measures	percentage points contributing to capital ratio
Use of provisions and/or other reserves (including release of countercyclical provisions)	
Divestments and other management actions taken by 30 April 2011	
Other disinvestments and restructuring measures, including also future mandatory restructuring not yet approved with the EU Commission under the EU State Aid rules	
Future planned issuances of common equity instruments (private issuances)	
Future planned government subscriptions of capital instruments (including hybrids)	
Other (existing and future) instruments recognised as appropriate back-stop measures by national supervisory authorities	
Supervisory recognised capital ratio after all current and future mitigating actions as of 31 December 2012, % ⁽⁶⁾	6.6%

Notes

- (1) The stress test was carried using the EBA common methodology, which includes a static balance sheet assumption and incorporates regulatory transitional floors, where binding (see <http://www.eba.europa.eu/EU-wide-stress-testing/2011.aspx> for the details on the EBA methodology).
- (2) All capital elements and ratios are presented in accordance with the EBA definition of Core Tier 1 capital set up for the purposes of the EU-wide stress test, and therefore may differ from the definitions used by national supervisory authorities and/or reported by institutions in public disclosures.
- (3) Neither baseline scenario nor the adverse scenario and results of the stress test should in any way be construed as a bank's forecast or directly compared to bank's other published information.
- (4) Full static balance sheet assumption excluding any mitigating management actions, mandatory restructuring or capital raisings post 31 December 2010 (all government support measures and capital raisings fully paid in before 31 December 2010 are included).
- (5) Effects of capital raisings, government support and mandatory restructuring plans publicly announced and fully committed in period from 31 December 2010 to 30 April 2011, which are incorporated in the Core Tier 1 capital ratio reported as the outcome of the stress test.
- (6) The supervisory recognised capital ratio computed on the basis of additional mitigating measures presented in this section. The ratio is based primarily on the EBA definition, but may include other mitigating measures not recognised by the EBA methodology as having impacts in the Core Tier 1 capital, but which are considered by the national supervisory authorities as appropriate mitigating measures for the stressed conditions. Where applicable, such measures are explained in the additional announcements issued by banks/national supervisory authorities. Details of all mitigating measures are presented in the worksheet "3 - Mitigating measures).

Results of the 2011 EBA EU-wide stress test: Aggregate information and evolution of capital ⁽¹⁻⁴⁾

Name of the bank: SOCIETE GENERALE

All in million EUR, or %

A. Results of the stress test based on the full static balance sheet assumption without any mitigating actions, mandatory restructuring or capital raisings post 31 December 2010 (all government support measures fully paid in before 31 December 2010 are included)

Capital adequacy	2010	Baseline scenario		Adverse scenario	
		2011	2012	2011	2012
Risk weighted assets (full static balance sheet assumption)	343,862	386,205	394,318	418,651	445,529
Common equity according to EBA definition	27,824	30,341	32,921	28,374	29,221
<i>of which ordinary shares subscribed by government</i>					
Other existing subscribed government capital (before 31 December 2010)	0				
Core Tier 1 capital (full static balance sheet assumption)	27,824	30,341	32,921	28,374	29,221
Core Tier 1 capital ratio (%)	8.1%	7.9%	8.3%	6.8%	6.6%

B. Results of the stress test recognising capital issuance and mandatory restructuring plans publicly announced and fully committed before 31 December 2010

Capital adequacy	2010	Baseline scenario		Adverse scenario	
		2011	2012	2011	2012
Risk weighted assets (full static balance sheet assumption)	343,862	386,205	394,318	418,651	445,529
<i>Effect of mandatory restructuring plans, publicly announced and fully committed before 31 December 2010 on RWA (+/-)</i>					
Risk weighted assets after the effects of mandatory restructuring plans publicly announced and fully committed before 31 December 2010	343,862	386,205	394,318	418,651	445,529
Core Tier 1 Capital (full static balance sheet assumption)	27,824	30,341	32,921	28,374	29,221
<i>Effect of mandatory restructuring plans, publicly announced and fully committed before 31 December 2010 on Core Tier 1 capital (+/-)</i>					
Core Tier 1 capital after the effects of mandatory restructuring plans publicly announced and fully committed before 31 December 2010	27,824	30,341	32,921	28,374	29,221
Core Tier 1 capital ratio (%)	8.1%	7.9%	8.3%	6.8%	6.6%

C. Results of the stress test recognising capital issuance and mandatory restructuring plans publicly announced and fully committed before 30 April 2011

Capital adequacy	2010	Baseline scenario		Adverse scenario	
		2011	2012	2011	2012
Risk weighted assets after the effects of mandatory restructuring plans publicly announced and fully committed before 31 December 2010	343,862	386,205	394,318	418,651	445,529
<i>Effect of mandatory restructuring plans, publicly announced and fully committed in period from 31 December 2010 to 30 April 2011 on RWA (+/-)</i>					
Risk weighted assets after the effects of mandatory restructuring plans publicly announced and fully committed before 30 April 2011		386,205	394,318	418,651	445,529
<i>of which RWA in banking book</i>		281,079	286,589	303,754	325,112
<i>of which RWA in trading book</i>		58,056	60,659	67,827	73,347
<i>RWA on securitisation positions (banking and trading book)</i>		36,208	43,373	62,126	85,433
Total assets after the effects of mandatory restructuring plans publicly announced and fully committed and equity raised and fully committed by 30 April 2011	1,051,323	1,053,839	1,056,420	1,051,873	1,052,720
Core Tier 1 capital after the effects of mandatory restructuring plans publicly announced and fully committed before 31 December 2010	27,824	30,341	32,921	28,374	29,221
<i>Equity raised between 31 December 2010 and 30 April 2011</i>					
<i>Equity raisings fully committed (but not paid in) between 31 December 2010 and 30 April 2011</i>					
<i>Effect of government support publicly announced and fully committed in period from 31 December 2010 to 30 April 2011 on Core Tier 1 capital (+/-)</i>					
<i>Effect of mandatory restructuring plans, publicly announced and fully committed in period from 31 December 2010 to 30 April 2011 on Core Tier 1 capital (+/-)</i>					
Core Tier 1 capital after government support, capital raisings and effects of restructuring plans fully committed by 30 April 2011		30,341	32,921	28,374	29,221
<i>Tier 1 capital after government support, capital raisings and effects of restructuring plans fully committed by 30 April 2011</i>		37,880	40,460	35,913	36,760
<i>Total regulatory capital after government support, capital raisings and effects of restructuring plans fully committed by 30 April 2011</i>		42,659	44,395	40,627	40,630
Core Tier 1 capital ratio (%)	8.1%	7.9%	8.3%	6.8%	6.6%
Additional capital needed to reach a 5% Core Tier 1 capital benchmark					

Profit and losses	2010	Baseline scenario		Adverse scenario	
		2011	2012	2011	2012
Net interest income	11,933	11,605	11,380	10,867	10,787
Trading income	5,401	5,193	5,193	3,622	3,622
<i>of which trading losses from stress scenarios</i>		-757	-757	-2,164	-2,164
<i>of which valuation losses due to sovereign shock</i>				-254	-254
Other operating income ⁽⁵⁾	5,330	5,300	5,300	5,000	5,000
Operating profit before impairments	9,258	8,550	8,324	5,801	5,721
<i>Impairments on financial and non-financial assets in the banking book ⁽⁶⁾</i>	-3,979	-3,546	-2,807	-5,309	-4,230
Operating profit after impairments and other losses from the stress	5,279	5,004	5,516	492	1,490
Other income ^(5,8)	600	550	550	500	500
Net profit after tax ⁽⁷⁾	4,301	3,665	4,004	655	1,314
<i>of which carried over to capital (retained earnings)</i>	2,796	2,317	2,530	409	870
<i>of which distributed as dividends</i>	1,505	1,349	1,473	246	443

Additional information	2010	Baseline scenario		Adverse scenario	
		2011	2012	2011	2012
Deferred Tax Assets ⁽⁸⁾	4,819	4,284	3,722	4,622	4,586
Stock of provisions ⁽⁹⁾	14,472	17,557	20,204	19,214	23,164
of which stock of provisions for non-defaulted assets	1,252	1,252	1,252	1,507	1,778
of which Sovereigns ⁽¹⁰⁾	34	34	34	282	513
of which Institutions ⁽¹⁰⁾	10	10	10	17	57
of which Corporate (excluding Commercial real estate)	1,118	1,118	1,118	1,118	1,118
of which Retail (excluding Commercial real estate)	56	56	56	56	56
of which Commercial real estate ⁽¹¹⁾	34	34	34	34	34
of which stock of provisions for defaulted assets	13,219	16,305	18,952	17,706	21,386
of which Corporate (excluding Commercial real estate)	5,518	6,627	7,784	7,405	9,038
of which Retail (excluding Commercial real estate)	7,141	9,043	10,457	9,577	11,477
of which Commercial real estate	250	280	310	330	410
Coverage ratio (%) ⁽¹²⁾					
Corporate (excluding Commercial real estate)	52.1%	47.8%	45.8%	48.0%	45.6%
Retail (excluding Commercial real estate)	61.2%	55.2%	51.7%	53.7%	49.8%
Commercial real estate	22.4%	23.3%	24.2%	25.0%	26.7%
Loss rates (%) ⁽¹³⁾					
Corporate (excluding Commercial real estate)	0.6%	0.5%	0.5%	0.8%	0.7%
Retail (excluding Commercial real estate)	1.0%	1.0%	0.8%	1.3%	1.0%
Commercial real estate		0.5%	0.5%	1.2%	1.2%
Funding cost (bps)	136			257	260

D. Other mitigating measures (see Mitigating measures worksheet for details), million EUR ⁽¹⁴⁾

All effects as compared to regulatory aggregates as reported in Section C	Baseline scenario		Adverse scenario	
	2011	2012	2011	2012
A) Use of provisions and/or other reserves (including release of countercyclical provisions), capital ratio effect ⁽⁶⁾				
B) Divestments and other management actions taken by 30 April 2011, RWA effect (+/-)				
B1) Divestments and other business decisions taken by 30 April 2011, capital ratio effect (+/-)				
C) Other disinvestments and restructuring measures, including also future mandatory restructuring not yet approved with the EU Commission under the EU State Aid rules, RWA effect (+/-)				
C1) Other disinvestments and restructuring measures, including also future mandatory restructuring not yet approved with the EU Commission under the EU State Aid rules, capital ratio effect (+/-)				
D) Future planned issuances of common equity instruments (private issuances), capital ratio effect				
E) Future planned government subscriptions of capital instruments (including hybrids), capital ratio effect				
F) Other (existing and future) instruments recognised as appropriate back-stop measures by national supervisory authorities, RWA effect (+/-)				
F1) Other (existing and future) instruments recognised as appropriate back-stop measures by national supervisory authorities, capital ratio effect (+/-)				
Risk weighted assets after other mitigating measures (B+C+F)	386,205	394,318	418,651	445,529
Capital after other mitigating measures (A+B1+C1+D+E+F1)	30,341	32,921	28,374	29,221
Supervisory recognised capital ratio (%) ⁽¹⁵⁾	7.9%	8.3%	6.8%	6.6%

Notes and definitions

- (1) The stress test was carried using the EBA common methodology, which includes a static balance sheet assumption (see <http://www.eba.europa.eu/EU-wide-stress-testing/2011.aspx> for the details on the EBA methodology).
- (2) All capital elements and ratios are presented in accordance with the EBA definition of Core Tier 1 capital set up for the purposes of the EU-wide stress test, and therefore may differ from the definitions used by national supervisory authorities and/or reported by institutions in public disclosures.
- (3) Neither baseline scenario nor the adverse scenario and results of the stress test should in any way be construed as a bank's forecast or directly compared to bank's other published information.
- (4) Regulatory transitional floors are applied where binding. RWA for credit risk have been calculated in accordance with the EBA methodology assuming an additional floor imposed at a level of RWA, before regulatory transitional floors, for December 2010 for both IRB and STA portfolios.
- (5) Banks are required to provide explanations of what "Other operating income" and "Other income" constitutes for.
- Composition of "Other operating income" and "Other income":**
"Other operating income" stands for income in relation to pure leasing business.
"Other income" stands for share of profits in associates and joint ventures, impairment of tangible and intangible assets.
- (6) If under the national legislation, the release of countercyclical provisions and/or other similar reserves is allowed, this figure for 2010 could be included either in rows "Impairments on financial assets in the banking book" or "Other income" for 2010, whereas under the EU-wide stress test methodology such release for 2011-2012 should be reported in Section D as other mitigating measures.
- (7) Net profit includes profit attributable to minority interests.
- (8) Deferred tax assets as referred to in paragraph 69 of BCBS publication dated December 2010: "Basel 3 – a global regulatory framework for more resilient banks and banking systems".
- (9) Stock of provisions includes collective and specific provisions as well as countercyclical provisions, in the jurisdictions, where required by the national legislation.
- (10) Provisions for non-defaulted exposures to sovereigns and financial institutions have been computed taking into account benchmark risk parameters (PDs and LGDs) provided by the EBA and referring to external credit ratings and assuming hypothetical scenario of rating agency downgrades of sovereigns.
- (11) For definition of commercial real estate please refer to footnote (5) in the worksheet "4 - EADs".
- (12) Coverage ratio = stock of provisions on defaulted assets / stock of defaulted assets expressed in EAD for the specific portfolio.
- (13) Loss rate = total impairment flow (specific and collective impairment flow) for a year / total EAD for the specific portfolio (including defaulted and non-defaulted assets but excluding securitisation and counterparty credit risk exposures).
- (14) All elements are reported net of tax effects.
- (15) The supervisory recognised capital ratio computed on the basis of additional mitigating measures presented in this section. The ratio is based primarily on the EBA definition, but may include other mitigating measures not recognised by the EBA methodology as having impacts in the Core Tier 1 capital, but which are considered by the national supervisory authorities as appropriate mitigating measures for the stressed conditions. Where applicable, such measures are explained in the additional announcements issued by banks/national supervisory authorities. Details of all mitigating measures are presented in the worksheet "3 - Mitigating measures".

Results of the 2011 EBA EU-wide stress test: Composition of capital as of 31 December 2010

Name of the bank:

SOCIETE GENERALE

Situation at December 2010	December 2010		References to COREP reporting
	Million EUR	% RWA	
A) Common equity before deductions (Original own funds without hybrid instruments and government support measures other than ordinary shares) (+)	31,327	9.1%	COREP CA 1.1 - hybrid instruments and government support measures other than ordinary shares
Of which: (+) eligible capital and reserves	35,761	10.4%	COREP CA 1.1.1 + COREP line 1.1.2.1
Of which: (-) intangibles assets (including goodwill)	-9,837	-2.9%	Net amount included in T1 own funds (COREP line 1.1.5.1)
Of which: (-/+) adjustment to valuation differences in other AFS assets ⁽¹⁾	988	0.3%	Prudential filters for regulatory capital (COREP line 1.1.2.6.06)
B) Deductions from common equity (Elements deducted from original own funds) (-)	-3,503	-1.0%	COREP CA 1.3.T1* (negative amount)
Of which: (-) deductions of participations and subordinated claims	-1,182	-0.3%	Total of items as defined by Article 57 (l), (m), (n) (o) and (p) of Directive 2006/48/EC and deducted from original own funds (COREP lines from 1.3.1 to 1.3.5 included in line 1.3.T1*)
Of which: (-) securitisation exposures not included in RWA	-2,128	-0.6%	COREP line 1.3.7 included in line 1.3.T1*
Of which: (-) IRB provision shortfall and IRB equity expected loss amounts (before tax)	-193	-0.1%	As defined by Article 57 (q) of Directive 2006/48/EC (COREP line 1.3.8 included in 1.3.T1*)
C) Common equity (A+B)	27,824	8.1%	
Of which: ordinary shares subscribed by government	0	0.0%	Paid up ordinary shares subscribed by government
D) Other Existing government support measures (+)	0	0.0%	
E) Core Tier 1 including existing government support measures (C+D)	27,824	8.1%	Common equity + Existing government support measures included in T1 other than ordinary shares
Difference from benchmark capital threshold (CT1 5%)	10,631	3.1%	Core tier 1 including government support measures - (RWA*5%)
F) Hybrid instruments not subscribed by government	7,539	2.2%	Net amount included in T1 own funds (COREP line 1.1.4.1a + COREP lines from 1.1.2.2***01 to 1.1.2.2***05 + COREP line 1.1.5.2a (negative amount)) not subscribed by government
Tier 1 Capital (E+F) (Total original own funds for general solvency purposes)	35,363	10.3%	COREP CA 1.4 = COREP CA 1.1 + COREP CA 1.3.T1* (negative amount)
Tier 2 Capital (Total additional own funds for general solvency purposes)	8,988	2.6%	COREP CA 1.5
Tier 3 Capital (Total additional own funds specific to cover market risks)	0	0.0%	COREP CA 1.6
Total Capital (Total own funds for solvency purposes)	40,506	11.9%	COREP CA 1
Memorandum items			
Amount of holdings, participations and subordinated claims in credit, financial and insurance institutions not deducted for the computation of core tier 1 but deducted for the computation of total own funds	5,027	1.5%	Total of items as defined by Article 57 (l), (m), (n) (o) and (p) of Directive 2006/48/EC not deducted for the computation of original own funds
Amount of securitisation exposures not included in RWA and not deducted for the computation of core tier 1 but deducted for the computation of total own funds	2,128	0.6%	Total of items as defined by Article 57 (r) of Directive 2006/48/EC not deducted for the computation of original own funds
Deferred tax assets ⁽²⁾	4,819	1.4%	As referred to in paragraph 69 of BCBS publication dated December 2010 : "Basel 3 – a global regulatory framework for more resilient banks and banking systems"
Minority interests (excluding hybrid instruments) ⁽²⁾	3,359	1.0%	Gross amount of minority interests as defined by Article 65 1. (a) of Directive 2006/48/EC
Valuation differences eligible as original own funds (-/+) ⁽³⁾	- 58	0.0%	COREP line 1.1.2.6

Notes and definitions

(1) The amount is already included in the computation of the eligible capital and reserves and it is provided separately for information purposes.

(2) According to the Basel 3 framework specific rules apply for the treatment of these items under the Basel 3 framework, no full deduction is required for the computation of common equity.

(3) This item represents the impact in original own funds of valuation differences arising from the application of fair value measurement to certain financial instruments (AFS/FVO) and property assets after the application of prudential filters.

Results of the 2011 EBA EU-wide stress test: Overview of mitigating measures ⁽¹⁻²⁾

Name of the bank: SOCIETE GENERALE

Use of countercyclical provisions, divestments and other management actions

Please fill in the table using a separate row for each measure	Narrative description	Date of completion (actual or planned for future issuances)	Capital / P&L impact (in million EUR)	RWA impact (in million EUR)	Capital ratio impact (as of 31 December 2012) %
A) Use of provisions and/or other reserves (including release of countercyclical provisions), ⁽³⁾					
B) Divestments and other management actions taken by 30 April 2011					
1)					
2)					
C) Other disinvestments and restructuring measures, including also future mandatory restructuring not yet approved with the EU Commission under the EU State Aid rules					
1)					
2)					

Future capital raisings and other back stop measures

Please fill in the table using a separate row for each measure	Date of issuance (actual or planned for future issuances, dd/mm/yy)	Amount (in million EUR)	Maturity (dated/ undated) ⁽⁴⁾	Loss absorbency in going concern (Yes/No)	Flexibility of payments (capacity to (Yes/No)	Permanence (Undated and without incentive to redeem) (Yes/No)	Conversion clause (where appropriate)			
							Nature of conversion (mandatory/ discretionary)	Date of conversion (at any time/from a specific date: dd/mm/yy)	Triggers (description of the triggers)	Conversion in common equity (Yes/No)
D) Future planned issuances of common equity instruments (private issuances)										
E) Future planned government subscriptions of capital instruments (including hybrids)										
1) Denomination of the instrument										
2)										
F) Other (existing and future) instruments recognised as back stop measures by national supervisory authorities (including hybrids)										
1) Denomination of the instrument										
2)										

Notes and definitions

(1) The order of the measures follows the order of mitigating measures reported in the Section D of the worksheet "1 - Aggregate information".

(2) All elements are reported net of tax effects.

(3) If under the national legislation, the release of countercyclical provisions and/or other similar reserves is allowed, this figure for 2010 could be included either in rows "Impairments on financial assets in the banking book" or "Other income" for 2010, whereas under the EU-wide stress test methodology such release for 2011-2012 should be reported in Section D of the worksheet "1- Aggregate information" as other mitigating measures and explained in this worksheet.

(4) If dated please insert the maturity date (dd/mm/yy) otherwise specify undated.

Results of the 2011 EBA EU-wide stress test: Credit risk exposures (EAD - exposure at default), as of 31 December 2010, mln EUR, ⁽¹⁻⁴⁾

Name of the bank: SOCIETE GENERALE

All values in million EUR, or %

	Non-defaulted exposures								Defaulted exposures (excluding sovereign)	Total exposures ⁽⁷⁾
	Institutions	Corporate (excluding commercial real estate)	Retail (excluding commercial real estate)				Commercial Real Estate			
			of which Residential mortgages	of which Revolving	of which SME	of which other	Loan to Value (LTV) ratio (%) ⁽⁶⁾			
			Loan to Value (LTV) ratio (%) ⁽⁶⁾							
Austria										
Belgium										
Bulgaria										
Cyprus										
Czech Republic	1,090	8,006	8,022	5,382	540	796	1,303	11	878	25,581
Denmark										
Estonia										
Finland										
France	19,136	101,899	121,004	70,691	7,732	13,370	29,211	3,260	7,668	295,450
Germany	9,131	9,572	6,468	29	63	3,448	2,929	498	686	29,415
Greece	137	2,162	1,332	740	38	230	324	0	415	6,592
Hungary										
Iceland										
Ireland	892	1,921	0	0	0	0	0	0	0	4,675
Italy	1,862	6,452	5,662	0	825	1,108	3,729	299	1,348	20,891
Latvia										
Liechtenstein										
Lithuania										
Luxembourg										
Malta										
Netherlands										
Norway										
Poland										
Portugal	497	439	2	0	0	2	0	0	1	1,290
Romania										
Slovakia										
Slovenia										
Spain	1,579	6,855	1	0	0	1	0	321	118	13,535
Sweden										
United Kingdom	21,583	13,075	1,210	386	0	348	475	182	283	40,303
United States	26,831	35,714	153	153	0	0	0	172	1,565	105,201
Japan										
Other non EEA non Emerging countries	3,838	14,585	1,221	245	0	365	611	90	319	26,259
Asia	4,152	22,125	4,466	1,137	0	853	2,476	93	677	40,192
Middle and South America										
Eastern Europe non EEA	1,595	11,308	8,849	2,789	301	132	5,648	270	1,160	27,020
Others	7,690	34,864	13,117	2,058	473	2,200	8,387	303	1,754	74,728
Total	100,013	268,976	171,508	83,591	9,972	22,758	55,187	5,500	16,871	711,132

Notes and definitions

(1) EAD - Exposure at Default or exposure value in the meaning of the CRD.

(2) The EAD reported here are based on the methodologies and portfolio breakdowns used in the 2011 EU-wide stress test, and hence may differ from the EAD reported by banks in their Pillar 3 disclosures, which can vary based on national regulation. For example, this would affect breakdown of EAD for real estate exposures and SME exposures.

(3) Breakdown by country and macro area (e.g. Asia) when EAD >=5%. In any case coverage 100% of total EAD should be ensured (if exact mapping of some exposures to geographies is not possible, they should be allocated to the group "others").

(4) The allocation of countries and exposures to macro areas and emerging/non-emerging is according to the IMF WEO country groupings. See: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/01/weodata/groups.htm>

(5) Residential real estate property which is or will be occupied or let by the owner, or the beneficial owner in the case of personal investment companies, and commercial real estate property, that is, offices and other commercial premises, which are recognised as eligible collateral in the meaning of the CRD, with the following criteria, which need to be met:

(a) the value of the property does not materially depend upon the credit quality of the obligor. This requirement does not preclude situations where purely macro economic factors affect both the value of the property and the performance of the borrower; and

(b) the risk of the borrower does not materially depend upon the performance of the underlying property or project, but rather on the underlying capacity of the borrower to repay the debt from other sources. As such, repayment of the facility does not materially depend on any cash flow generated by the underlying property serving as collateral.

(6) Loan to value ratio - ratio of EAD to the market value of real estate used as collateral for such exposures. Given the different methodologies applied to assessing the value, the bank is required to explain the computation of the ratio. In particular (a) whether collateral values is marked-to-market or any other valuation method is used, (b) whether the amount has been adjusted for principal repayments, and (c) how guarantees other than the underlying property are treated.

Definition of Loan to Value ratio used:

(7) Total exposures is the total EAD according to the CRD definition based on which the bank computes RWA for credit risk. Total exposures, in addition to the exposures broken down by regulatory portfolios in this table, include EAD for securitisation transactions, counterparty credit risk, sovereigns, guaranteed by sovereigns, public sector entities and central banks.

Residual Maturity	Country/Region	GROSS DIRECT LONG EXPOSURES (accounting value gross of specific provisions)		NET DIRECT POSITIONS (gross exposures (long) net of cash short position of sovereign debt to other counterparties only where there is maturity matching)				DIRECT SOVEREIGN EXPOSURES IN DERIVATIVES Net position at fair values (Derivatives with positive fair value + Derivatives with negative fair value)	INDIRECT SOVEREIGN EXPOSURES IN THE TRADING BOOK Net position at fair values (Derivatives with positive fair value + Derivatives with negative fair value)
			of which: loans and advances		of which: AFS banking book	of which: FVO (designated at fair value through profit&loss) banking book	of which: Trading book ⁽³⁾		
3M	United States	72	0	39	39		0	0	
1Y		592	0	201	0		201	0	
2Y		1,482	0	805	1		804	0	
3Y		772	0	57	1		56	0	
5Y		1,121	0	635	635		0	1	
10Y		2,086	0	1,691	1,520		171	0	
15Y	2,248	0	2,201	2,186		15	0		
		8,373	0	5,628	4,381	0	1,247	2	
3M	Japan	81	0	81	81		0	0	
1Y		786	4	786	41		0	0	
2Y		87	0	87	87		0	-4	
3Y		159	0	159	46		113	-2	
5Y		245	0	236	236		0	13	
10Y		906	0	897	773		124	3	
15Y	0	0	0	0		0	0		
		2,263	4	2,246	1,264	0	237	10	
3M	Other non EEA non Emerging countries	240	0	240	28		212	0	
1Y		1,959	672	1,959	93		1,194	0	
2Y		91	3	71	56		12	-2	
3Y		422	91	422	305		26	0	
5Y		551	131	551	170		250	-1	
10Y		286	0	183	183		0	0	
15Y	0	0	0	0		0	0		
		3,548	897	3,425	834	0	1,694	-3	
3M	Asia	157	0	157	35		122	0	
1Y		402	257	396	144		0	-1	
2Y		87	80	87	7		0	3	
3Y		15	0	15	15		0	-2	
5Y		134	73	134	28		33	-4	
10Y		7	0	5	4		1	-1	
15Y	4	0	3	0		3	0		
		805	410	797	234	0	159	-5	
3M	Middle and South America	345	0	337	0		345	-1	
1Y		145	98	145	0		47	3	
2Y		103	103	103	0		0	-2	
3Y		233	233	233	0		0	4	
5Y		157	155	155	0		0	1	
10Y		3	0	0	0		0	-3	
15Y	2	0	1	0		0	-2		
		988	589	975	0	0	394	1	
3M	Eastern Europe non EEA	828	154	828	617		56	0	
1Y		842	742	842	100		0	0	
2Y		49	12	49	37		0	0	
3Y		14	10	14	4		0	4	
5Y		397	324	396	72		0	-2	
10Y		3	0	0	0		0	-1	
15Y	8	0	8	4		4	0		
		2,142	1,242	2,137	834	0	61	1	
3M	Others	1,679	108	1,665	1,572		0	1	
1Y		2,031	1,664	2,031	367		0	-1	
2Y		232	145	232	87		0	-8	
3Y		1,832	1,638	1,832	194		0	11	
5Y		1,143	1,065	1,143	78		0	0	
10Y		33	0	33	33		0	-1	
15Y	20	0	20	20		0	0		
		6,971	4,619	6,956	2,352	0	0	2	
TOTAL		99,729	16,925	67,391	25,975	0	22,334	-2,030	-83

Notes and definitions

(1) The allocation of countries and exposures to macro areas and emerging/non-emerging is according to the IMF WEO country groupings. See: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2010/01/weodata/groups.htm>

(2) The exposures reported in this worksheet cover only exposures to central and local governments on immediate borrower basis, and do not include exposures to other counterparties with full or partial government guarantees (such exposures are however included in the total EAD reported in the worksheet "4 - EADs").

(3) According to the EBA methodologies, for the trading book assets banks have been allowed to offset only cash short positions having the same maturities (paragraph 202 of the Methodological note).